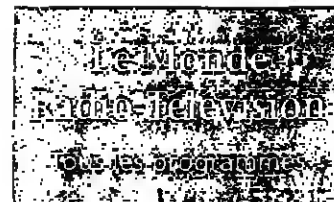




# Le Monde



CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15633 - 7 F.

DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Un livre sur l'islam interdit en France

Le ministère de l'intérieur a interdit « la circulation, la distribution et la mise en vente » en France de l'ouvrage du théologien égyptien Youssef Qaradawi, *Le fétichisme et l'islam*. Cette mesure, destinée à protéger « les lois et les valeurs républicaines », provoque l'étonnement des spécialistes du monde musulman. p. 9

## Perquisition au journal électoral de Didier Schuller

Des procès-verbaux de l'affaire des HLM de Paris ont été découverts au siège du *Clichois*, alors qu'on s'interroge sur un éventuel séjour qu'aurait effectué dans la capitale le conseiller général RPR des Hauts-de-Seine. p. 22

## Deux avions militaires abattus au Sri Lanka

La guérilla séparatiste du nord du Sri Lanka a fait usage de missiles anti-aériens pour abattre deux avions militaires gouvernementaux, tuant une centaine de soldats. p. 5

## La musique au camp de concentration

Les œuvres interdites dans les pays occupés par l'Allemagne nazie étaient jouées dans le camp tchèque de Terezin, qui était le lieu d'une intense activité culturelle. C'est là que Viktor Ullmann composa son opéra, présenté à Paris. p. 18

## Les salariés de Vittel tentés par la grève

Devenue une simple filiale de Nestlé, la célèbre société des eaux de Vittel a perdu son caractère d'entreprise familiale. Ses salariés, craignant un recul social, doivent se prononcer sur une grève illimitée. p. 14

## Les invités du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Le ministre de la culture, Jacques Toubon, et Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire, seront successivement les invités du « Grand Jury RTL-Le Monde », lundi 1<sup>er</sup> mai à 18 h 30 et à 19 heures. L'émission est aussi diffusée sur la chaîne câblée RTL-9.

## Les éditoriaux du « Monde »

« Putsch mou » à Pékin ; Le chantage de M. Le Pen p. 12

Adresses : 3 DM : Antilles-Guyane, 9 F : Antilles, 25 AT : Belgique, 45 FB : Canada, 235 SCAN : Côte-d'Ivoire, 800 F CFA : Danemark, 14 000 : Espagne, 220 PTA : Grèce-Bulgarie, 11 : Italie, 250 DM : Irlande, 145 F : Italie, 2700 L : Luxembourg, 45 F : Maroc, 0 DM : Norvège, 14 000 : Pays-Bas, 3 F : Portugal, CDM : 220 PTA : Royaume-Uni, 9 F : Suède, 800 F CFA : Suisse, 75 000 : Suisse, 230 F : Tunisie, 1 DM : USA (NY), 2 S : USA (autres), 230 S.

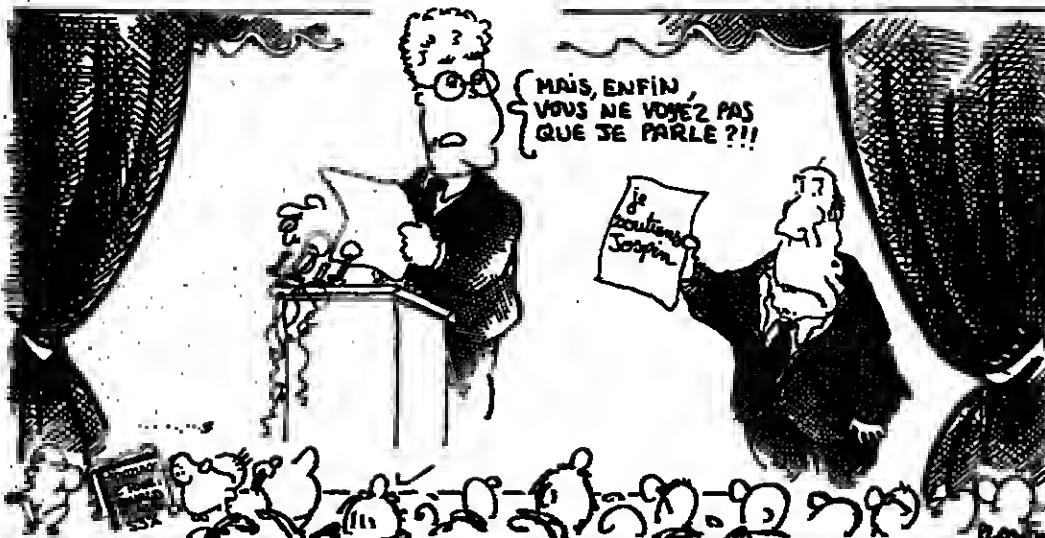
M 0146-0430-7 00 F



## M. Delors défend un « franc stable » en dénonçant « l'hymne au franc fort »

Selon le dernier sondage BVA-« Le Monde », M. Chirac recueillerait 54 % des suffrages

DANS UN ENTRETIEN au *Monde*, M. Delors, président du comité de soutien à M. Jospin, constate que « dans les années passées, on a entendu trop souvent un hymne au franc fort ». Préférant parler du « franc stable », il s'élève contre « une sensée unique selon laquelle la politique économique se résume à la monnaie et au budget de l'Etat ». Dernier sondage autorisé, l'enquête BVA réalisée pour *Le Monde* montre que M. Chirac dispose d'une avance (54 % contre 46 %) sur son adversaire socialiste, mais recule de 3 points par rapport au 23 avril. Toutefois 21 % des personnes interrogées restent indécises et 18 % estiment que le duel télévisé du 7 mai risque de modifier leur vote.



Libre pages 7 et 8

## Une rébellion politiquement incorrecte aux Etats-Unis

WASHINGTON de notre correspondant

Dans un pays où les relations entre les deux sexes sont presque aussi lourdes de malentendus et de ressentiment que les relations entre les races, prétendre promouvoir dès l'enfance, par une initiative annuelle, l'épanouissement des femmes dans le travail était osé. Une association féminine américaine, *Ms. Foundation for Women*, n'a pas reculé devant l'audace de la tâche et a lancé, en 1993, une journée nationale sur le thème : « Emmenez votre fille au travail ». Pour la troisième année consécutive, jeudi 27 avril, la polémique a assombri le succès de cette journée on ne peut plus « politiquement correcte » qui a, cette année, attiré quelque huit millions de jeunes filles et une volée d'éditorialistes amers.

L'idée de départ, si l'on croit Marie Wilson, présidente de la *Ms. Foundation*, était d'essayer de compenser la pression psychologique qui, dès le plus jeune âge, place les filles en état d'infériorité par rapport aux garçons ; en proposant aux jeunes Américaines de neuf à quinze ans d'ac-

compagner une journée leur mère sur son lieu de travail, on peut leur donner un coup de pouce en leur montrant que, non, le monde du travail n'est pas exclusivement réservé aux hommes et que, oui, les femmes peuvent y faire des choses intéressantes ; neuf à quinze ans, c'est un âge vulnérable, souligne Marie Wilson, où les filles perdent confiance en elles-mêmes, se laissent dépasser par les garçons à l'école, et tentent plus souvent de se suicider que les garçons.

Les mères et les filles ont toute de suite été enthousiasmées par l'idée que, croyant bien faire, les gouvernements de vingt et un Etats ont adoptée. Mais la promotion de la cause féminine et l'égalitarisme social ne sont plus à l'ordre du jour aux Etats-Unis où, dès que l'on favorise un groupe, c'est forcément au détriment d'un autre. La rébellion est donc d'abord venue du camp masculin, sur le thème : « Pourquoi pas les garçons ? » La moindre initiative destinée à remédier à une discrimination passée est aujourd'hui attaquée comme discrimination à l'envers, déplore Ellen Goodman, éditorialiste au *Boston Globe*. Pendant ce temps, 95 % des cadres supérieurs sont des hommes. Prudentes, car ces choses-là sont ici extrêmement volatiles, plusieurs grandes entreprises - Ford, Chrysler, General et d'autres - ont choisi cette année d'inviter aussi les garçons. Au *Washington Post*, les garçons étaient invités mais, « je ne sais pas pour quoi », dit Nora, douze ans, « ils ne sont pas venus ». Et c'est une assemblée exclusivement féminine de vingt-cinq fillettes que le directeur a finalement reçue à déjeuner.

La controverse s'est allégrement poursuivie cette année, certains exigeant que la journée soit rebaptisée « Emmenez votre enfant au travail ». La nouveauté, c'est que les mères au foyer sont venues grossir le rang des mécontents : cette affaire, disent-elles, dévalue le rôle des femmes qui ont choisi de rester à la maison. Pour mettre tout le monde d'accord, une radio de l'Arkansas a proposé la journée « Restez à la maison avec votre fille ».

Sylvie Kauffmann

## Fin de la trêve en Bosnie et regain de tension en Croatie

LA TENSION est brusquement montée samedi 29 avril en Croatie où quatre Croates ont été tués par les séparatistes serbes de la Krajina, alors qu'ils circulaient sur la route qui traverse les zones de cessez-le-feu, a annoncé l'ONU en fin de matinée. Cette attaque a été menée apparemment en représailles contre la mort d'un Serbe, tué par un automobiliste croate quelques heures auparavant.

Ces événements compliquent la tâche des Nations unies qui tentent de parvenir à une paix négociée entre les séparatistes de la province et les autorités de Zagreb. Les Serbes s'opposent d'autre part au déploiement prévu de « casques bleus » sur les lignes de cessez-le-feu.

En Bosnie, la trêve cooquée le 1<sup>er</sup> janvier entre les forces serbes et les forces gouvernementales bosniaques expire dimanche 30 avril. Même si la trêve était déjà largement violée, cette échéance accroît considérablement la tension sur le terrain. Les forces serbes assaillent toujours Sarajevo où les tireurs embusqués ont repris leur activité. Des combats sporadiques se livrent en diverses régions de Bosnie. Sarajevo, qui ne veut pas voir se figer l'actuelle situation où les Serbes sont maîtres de 70 % du territoire, est hostile à une reconduction de la trêve. La France, qui avait fait de cette reconduction l'une des conditions au maintien de ses « casques bleus » en Bosnie, se revient pas sur cette menace de retrait, qui inquiète les Américains, mais ne fixe pas son plus d'ultimatum.

Lire page 2

## Des urnes sans état de grâce

MARDI 2 MAI, le débat télévisé entre les deux finalistes de l'élection présidentielle en changera-t-il enfin la tonalité ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'avant le premier tour, cette campagne n'a guère donné lieu à un débat sur le fond. Avant le face-à-face télévisé entre M. Chirac et M. Jospin, il en aura été de même pour la première semaine du second tour. Malgré l'envie de Martine Aubry d'opposer deux « projets », la scène a encore été occupée par les mésaventures au sein de la droite. Les jours étaient maintenant comptés, on en vient parfois à douter que le choix des électeurs se fasse au vu d'orientations claires ou sans ambiguïté aucune.

Dans un propos révélateur, l'un des deux candidats a d'ailleurs revendiqué ce fiasco : « Mon premier souci aujourd'hui, a déclaré M. Chirac, c'est de convaincre les Français pour être élu et non pas de définir ce que je ferais si le suis. » Le trouble de cet électoral pèse sur l'élection et sur la relative incertitude du résultat final : ces électeurs en rupture ne se retrouvent pas forcément dans les affrontements des deux candidats des partis de gouvernement.

En ce sens, une page ne sera pas automatiquement tournée après le 7 mai. Il est permis de penser que le

scrutin ne tranchera pas entre des options précises et que nous o'assisterons pas à une mobilisation de l'opinion autour du nouvel élu. Le futur président de la République pourrait ne pas bénéficier de cette période d'état de grâce qu'ont connue ses prédécesseurs. En cela, 1995 diffère de 1974, qui marquait l'aspiration à une certaine idée de la modernité, de 1981, qui se voulait une rupture, et de 1988, à la recherche d'une « ouverture » vite compromise. Cette fois, le temps apparaît manqué pour prendre les décisions qui engagent l'esprit d'un septennat. L'élection n'ayant pas rempli sa fonction d'arbitrage en toute évidence.

Au contraire, paraît devoir s'ou-

vrir une période d'incertitude que la proximité d'un 1<sup>er</sup> mai à peine célébré par les syndicats rend encore plus insaisissable. Non seulement le vote n'aura pas épuisé le débat mais, originalité supplémentaire de cette élection, les tensions sociales qui l'ont précédé pourraient, dès lors, s'amplifier. Comme une brèche chronique mal soignée, les conflits sont restés en arrière-plan de la campagne. Ils pourraient revenir - des rendez-vous sont déjà pris, notamment dans la fonction publique. Bref, le prochain président, quel qu'il soit, ne bénéficiera pas d'une trêve, qu'elle soit politique ou sociale.

Alain Lebaube

## Saïgon, vingt ans après



DUONG VAN MINH

PROMOTEUR d'une illusoire « troisième force », sur laquelle certains Occidentaux avaient tenté un moment de miser, le général Duong Van Minh, dernier président de la République sud-vietnamienne, est l'homme qui a ordonné la reddition de Saïgon, le 30 avril 1975. Il signait ainsi la fin de la guerre du Vietnam, alors que les derniers militaires américains achevaient, en catastrophe, d'évacuer la ville. « La ligne politique que nous préconisons est la réconciliation », dit-il fermement dans la réconciliation entre Vietnamiens pour éviter l'effusion inutile de sang. Pour cette raison, je demande aux soldats de la République du Vietnam de mettre fin dans le calme aux

hostilités et de demeurer où ils sont : tel était son message, en cette matinée qui vit les Saïgonnais découvrir les bo-doi, les soldats du Nord-Vietnam qui venaient de valence. L'armée américaine, la veille au soir, les hommes aux saïgonais Ho Chi Minh étaient parvenus aux portes de la ville, précédant de peu le char qui devait enfoncer les grilles du palais présidentiel.

Cela faisait déjà quelque temps que Hanoi, sûr de la victoire, ignorait les offres de « cessez-le-feu » du général - « neutraliste » - Minh. Au contraire de tous les officiers et soldats de l'armée « fantôme » qui ont dû se faire « recenser » auprès des nouvelles autorités - prélude aux « cours de rééducation politique » - le « Grand Minh » a pu quitter, discrètement mais légalement, le Vietnam. Depuis 1982, il vit modestement dans la banlieue parisienne, où ses enfants l'ont accueilli. Devenue Ho Chi Minh-Ville, l'ex-Saïgon ne cesse de se transformer. Après des années de stagnation, elle a été la première ville du Vietnam à se ranimer quand, à la fin des années 80, l'économie s'est libéralisée et le pays s'est ouvert sur le reste du monde.

Lire page 5 et notre enquête pages 10 et 11

Jean-Marie COLOMBANI  
Hugues PORTELLI

document

Un bilan sans complaisance

Jean-Marie COLOMBANI Hugues PORTELLI

LE DOUBLE SEPTENNAT DE FRANÇOIS MITTERRAND

DERNIER INVENTAIRE

GRASSET



هكذا من الاصل

2 / LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

## INTERNATIONAL

LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

**EXPIRATION** Les grandes puissances membres du « groupe de contact » sur l'ex-Yugoslavie, dont les représentants étaient réunis vendredi 28 avril à Paris, ont décidé de

se retrouver à deux reprises la semaine prochaine pour tenter de prolonger la trêve qui avait été signée le 1<sup>er</sup> janvier par les belligérants et qui expire le 1<sup>er</sup> mai. Ils cherchent par-

lèlement à relancer la négociation entre les parties en vue d'un règlement de paix. ● **RESTER.** Les Américains, qui ont pris au sérieux l'annonce de la France de retirer ses

« casques bleus », appellent Paris, ainsi que les autres contributeurs à la Forpronu, à rester en Bosnie. ● **ATTENTE.** Sur place, où des combats sporadiques se poursuivent, les

forces gouvernementales ont intérêt à entretenir le conflit. Elles ne semblent pas en revanche avoir les moyens de se lancer dans une « grande offensive de printemps ».

# La période de la « trêve » s'achève en Bosnie sur un échec total

Sur le terrain, aucune condition n'est remplie pour que les belligérants puissent se tourner vers un règlement négocié. Sarajevo a intérêt à entretenir le conflit, les Serbes à figer le statu quo

### SARAJEVO

de notre correspondant

A la veille du Jour de l'An 1995, les belligérants bosniaques s'engageaient à mettre fin au conflit militaire qui les opposait depuis trois années, « sans préjuger d'une solution politique ou territoriale », selon les termes de la « trêve » signée sous l'égide de la Forpronu. Quelles raisons l'armée bosniaque, les forces séparatistes serbes et les milices sécessionnistes croates avaient-elles pour prendre un tel engagement ? Aucune, si l'on en croit la situation actuelle. Simple-ment, elles avaient gentiment répondu à une requête de Jimmy Carter, venu leur offrir la paix une semaine plus tôt, considérant qu'un bref répit hivernal ne pouvait qu'être bon pour le moral des troupes. De plus, en Bosnie, un accord de cessez-le-feu n'engage que celui qui y croit, jamais celui qui le signe. La guerre n'a donc pas cessé autour de l'enclave de Bihać, dans le nord-ouest du pays, et elle n'a pas tardé à reprendre sur tout le territoire.

L'accord signé fin décembre pour une durée de quatre mois concernait une « cessation complète des hostilités », par opposition à un « cessez-le-feu » ordinaire. Le programme était le suivant : création de commissions conjointes supervisées par la Forpronu, interposition des « casques bleus » sur les lignes de front, mise sous contrôle de toutes les armes d'un calibre supérieur à 12,7 millimètres, liberté de

mouvement de la Forpronu et des organisations humanitaires, respect des droits de l'homme, libération des prisonniers de guerre et information sur les personnes disparues. De plus, les belligérants s'engageaient à observer tous les accords signés antérieurement concernant le fonctionnement de l'aéroport de Sarajevo, le respect des « zones de sécurité » de l'ONU, l'ouverture de « routes bleues » vers la côte adriatique et la fin des activités des tireurs embusqués postés dans la capitale bosniaque.

### HUMILIATION PERMANENTE

Aujourd'hui, le constat est clair. Les « commissions conjointes » n'ont tenu que de très rares réunions, sans résultat. Le dispositif des « casques bleus » ne s'est pas étendu à d'autres fronts. Aucune arme lourde n'a été remise à la Forpronu. « Casques bleus » et organisations humanitaires n'ont aucune liberté de mouvement, les convois étant en permanence bloqués par les Serbes, qui interdisent le ravitaillement de la Forpronu en carburant depuis plusieurs semaines. En outre, des volontaires étrangers sont retenus en otages par les Serbes. La purification ethnique s'est poursuivie en « République serbe », autoproclamée sur 70 % du territoire bosniaque. Les prisonniers ne furent que très peu nombreux à avoir retrouvé leur liberté. L'aéroport de Sarajevo est constamment fermé, les Serbes refusant à la fois l'arrivée de l'aide hu-



manitaire et des délégations politiques. Les « zones de sécurité » des Nations unies, Sarajevo, Bihać, Tuzla ou Gorazde, sont régulièrement bombardées. Les « routes bleues » sont closes et les saupers tuent chaque jour, aux carrefours de la capitale bosniaque, prenant parfois pour cibles des « casques bleus ».

La « trêve » est donc, quoi qu'en dise Yasushi Akashi, le représentant spécial de l'ONU en ex-Yugoslavie, un échec cuisant. Lors d'un récent voyage à Sarajevo, M. Akashi a regretté que les diplomates du « groupe de contact » n'aient pas

mis à profit cette « trêve » pour trouver une issue politique au conflit. Mais, en fait, aucune condition, sur le terrain, n'est remplie pour que les esprits soient prêts à un règlement pacifique. Les principaux responsables ne sont évidemment pas les « casques bleus », mais les belligérants eux-mêmes. Toutefois, hormis quelques exceptions, la Forpronu se refuse poliment à dire la vérité, à savoir que les gouvernements qui l'ont envoyée en Bosnie ne lui donnent pas les moyens d'une action efficace. Des « casques bleus » qui acceptent

l'humiliation permanente n'incitent pas les combattants locaux à respecter une autorité purement théorique. Le fait qu'aucune résolution votée par le Conseil de sécurité de l'ONU ne soit respectée ne provoque évidemment pas un profond respect envers la communauté internationale, dans une région où la seule loi en vigueur est celle du plus fort.

### LA SOLUTION DE L'ATTENTE

Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine, pays reconnu dans ses frontières au printemps de 1992, ne contrôle actuellement que 20 % du territoire (70 % sont aux mains des Serbes, 10 % aux mains des Croates). Son armée (à majorité musulmane), inexistant il y a trois ans, n'a pas les moyens de reconquérir ce pays par la force. Après les échecs successifs des différents plans de paix, la solution choisie par les Bosniaques est l'attente. L'attente du jour où la puissance de feu acquise incitera les Serbes à se montrer plus conciliants. Combien de temps cela nécessitera-t-il ? Cinq ans ? Dix ans ?... Le gouvernement a compris que la tentation d'un petit Etat « musulman » le mènerait à sa perte et que sa survie implique l'objectif d'une Bosnie multithnique. La population ne le suivra d'ailleurs dans son combat qu'à cette condition : que l'armée bosniaque n'utilise pas des méthodes semblables aux milices séparatistes qui ont rasé le pays. Sans autre soutien que de discrètes

livraisons d'armes légères, sans artillerie lourde, sans aviation, le gouvernement bosniaque doit donc attendre, encre et toujours, et donner du temps aux officiers pour apprendre le métier de la guerre. Son seul recours est d'entretenir le conflit, car un statu quo signifierait l'abandon de 70 % du pays aux sécessionnistes.

Les séparatistes serbes, victorieux dès 1992, acceptent mal que quiconque leur vole une victoire aussi facile. Eant en possession de tout l'arsenal militaire de l'ancienne armée yougoslave, ils pourraient espérer une paix rapide. Aujourd'hui, ils doivent constater que les Bosniaques résistent et que la communauté internationale, malgré son flagrant manque de volonté, les a placés au ban des nations. Ne restent que deux solutions : soit écraser l'ennemi dès maintenant, sans tenir compte des protestations d'un Occident pris en otage par la présence de ses « casques bleus » sur le terrain, soit attendre, en espérant que les lignes de front, peu à peu, au fil des années, se transformeront en frontières. Les Serbes, conscients que les Bosniaques ne se rendront pas, connaissent les risques de ce dernier scénario. « Chaque camp est donc, pour des intérêts différents, intéressé par une poursuite des combats. Et la signature d'une nouvelle « trêve », si elle a lieu, n'engagera une fois encore que ceux qui y croient. »

Rémy Ourdan

## Les diplomates ne désespèrent pas de renouer le fil de la négociation

**PAS DE TRÊVE** pour les diplomates. En dépit des revers essuyés depuis quatre mois, les diplomates ne baissent pas les bras. Les représentants des pays membres du « groupe de contact » sur l'ex-Yugoslavie (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne) étaient réunis le 28 avril à Paris et doivent se retrouver la semaine prochaine, à Londres mercredi et de nouveau à Paris vendredi. Alain Juppé doit de son côté recevoir prochainement le premier ministre bosniaque, Haris Silajdzic.

Cette accélération correspond en premier lieu à l'échéance de quatre mois que les autorités de Sarajevo avaient fixée à la trêve conclue le 1<sup>er</sup> janvier : on y est et, même si les capitales occidentales ne s'attendent pas, dans les jours qui viennent, à la « grande offensive de printemps » annoncée du côté bosniaque, la dangerosité de la situation sur le terrain s'accroît très fortement ces jours-ci.

L'autre motif du réveil des diplomates est la menace d'un retrait des « casques bleus » français que Paris a formulée au lendemain de l'assassinat de deux de ses soldats à Sarajevo. Elle a été prise très au sérieux par les partenaires de la France au sein d'un groupe de contact qui, du coup, resserre les rangs. Le mouvement est surtout perceptible aux Etats-Unis où, il y a quelques semaines, on ne parlait guère vouloir s'atteler sérieusement au problème et où le message adressé aux Bosniaques semblait de nouveau troublé. L'ancien président Jimmy Carter s'était montré disposé à répondre à une seconde demande des Serbes de venir en Bosnie arranger une nouvelle trêve avec Sarajevo. Il y mettait quand même comme condition la libération des otages détenus par les Serbes et il abandonna ce projet dès lors qu'il fut clair que le gouvernement bosniaque n'avait cette fois rien à lui dire.

Les dirigeants américains se sont ressaisis après le coup de semonce de la France. Comme le confirmait vendredi le département d'Etat, l'administration « cherche à convaincre le gouvernement français et d'autres que la Forpronu doit rester ». Les Etats-Unis se montrent actuellement beaucoup plus actifs dans les négociations, ce qui était l'objectif recherché

par Paris. Reste le problème des Russes, désormais les partenaires les plus difficiles au sein du groupe de contact.

Les réunions visent essentiellement à réaménager des négociations en vue de l'acceptation du plan de paix. Le schéma est toujours celui qu'avait proposé Alain Juppé il y a plusieurs semaines : miser sur le président serbe Slobodan Milosevic ; parvenir, par étapes, à une reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine par Belgrade, en échange d'allègements des sanctions économiques qui pèsent sur la Serbie ; isoler ainsi les Serbes de Bosnie qui font obstacle au plan de paix.

« Le fil est tenu, mais on avance lentement », affirmait vendredi un diplomate à l'issue de la réunion de Paris.

Claire Tréan

## Neuf étrangers sont toujours retenus en otage par les Serbes

LES SERBES de Bosnie détiennent toujours en otage les cinq membres de Pharmaciens sans frontières (quatre Français et un Américain) arrêtés le 4 mars à Lukavica par le major Indić, déjà responsable il y a quelques mois de la prise en otage de membres de l'association Première urgence. Deux Suisses qui effectuaient une mission pour l'UNESCO et deux membres d'associations caritatives allemandes sont également retenus depuis le 20 avril.

Paris a multiplié depuis près de deux mois auprès des Serbes de Bosnie, de leur représentation à Belgrade et des autorités de Serbie des démarches restées infructueuses, qui donnent une idée de la difficulté de toute négociation avec la partie serbe.

Un jour, les Serbes de Bosnie disaient à Henri Jacobin, l'ambassadeur de France à Sarajevo, qu'ils voulaient une demande écrite, adressée à la « République serbe de Bosnie » (Etat « sécessionniste ») ; un autre jour, ils le récusaient comme interlocuteur parce qu'ambassadeur dans une Bosnie-Herzégovine qu'ils ne reconnaissent pas, et ils faisaient savoir qu'ils n'acceptaient pas la représentation française en Serbie qui devait occuper de cette affaire. Ce que cette dernière faisait, sans plus de

succès. Un jour, on promettait à Jean-François Deniau - qui, partant en Bosnie début mars, avait accepté d'intervenir - que les otages seraient prochainement libérés. Un mois plus tard, alors qu'il était de nouveau à Sarajevo et faisait une nouvelle tentative, les Serbes réclamaient 35 000 tonnes de carburant « pour les semelles » (ou pour leur matériel de guerre) en échange de la libération des otages.

Un jour, ils reprochaient à leurs prisonniers d'avoir fait de la contrebande, un autre jour d'avoir fait du trafic de plaques d'immatriculation, un autre encore d'avoir fourni en drogues des toxicomanes bosniaques. Au début, ils ne parlaient pas de procédure judiciaire, mais au bout de six semaines, le 20 avril, ils annonçaient que les otages devaient être jugés, sans dire quand ni pourquoi. Après quelques hésitations, ils retenaient comme charge l'« utilisation abusive du sigle d'organisation internationale », alors que l'organisation Pharmaciens sans frontières est d'ailleurs reconnue auprès du Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU.

PSF a choisi la patience, plutôt que d'ajouter à la difficulté du traitement de cette affaire par de retentissantes protestations, d'autant que les

otages sont apparemment correctement traités et autorisés désormais à recevoir de temps à autre une visite du HCR ou du Comité international de la Croix-Rouge. Le comportement erratique des preneurs d'otages, sans revendications immédiates et changeantes, l'absence apparente de coordination sur cette affaire entre les différentes instances serbes renforcent la détermination des autorités françaises à refuser tout marchandage et à réclamer la libération sans condition des otages.

C. T.

■ Quatre employés bosniaques de l'ONU ont « disparu » depuis la semaine dernière, a annoncé vendredi 28 avril un porte-parole de la FORPRONU. Deux d'entre eux sont des informaticiens travaillant pour la FORPRONU et deux autres étaient employés à la maintenance des véhicules. Le porte-parole a indiqué que le gouvernement bosniaque, interrogé au sujet de ces disparitions, s'est montré « très peu coopératif ». Les observateurs soulignent que le gouvernement a souvent reproché aux Bosniaques travaillant pour l'ONU de vouloir ainsi échapper à la conscription. - (AFP)

## Malgré le moratoire annoncé par Boris Eltsine, les combats se poursuivent en Tchétchénie

Les militaires russes prévoient d'achever les opérations d'ici au début de l'hiver prochain

EN VIOLATION de la trêve décrétée du 27 avril jusqu'au 11 mai par Boris Eltsine pour les fêtes commémorant la fin de la deuxième guerre mondiale début mal, des obus et des missiles Grad russes se sont abattus, toute la nuit du 27 au 28 avril, sur trois localités restées aux mains des indépendantistes tchétchènes. Les combats se poursuivaient samedi matin autour de Bamout, à l'est de la Tchétchénie, au mépris du cessez-le-feu.

« Ils vont nous bombarder bientôt, mais nous sommes prêts. Nous n'avons pas besoin de leur moratoire, nous avons le rage de vaincre », déclarait le commandant Khazad Bataev, chef des forces tchétchènes à Bamout. Les tanks et blindés russes restent visibles, postés en trois endroits, entre 700 mètres et 1 kilomètre autour de Bamout.

A Moscou, le ministre de la défense, Pavel Gratchev, a accusé les partisans du général Doudaev d'avoir, à deux re-

prises, violé le cessez-le-feu dans la nuit de jeudi à vendredi, tuant un soldat du ministère de l'intérieur et en blessant quatre autres.

Trois soldats d'une unité du ministère de la défense ont également été blessés. Selon le centre de presse des forces russes en Tchétchénie, les accrochages ont eu lieu non loin

de Nijaf Jour, un village situé à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Grozny.

Précisant que les forces russes avaient réagi de manière « adéquate » à ces « provocations armées », Pavel Gratchev a émis l'hypothèse que tous les responsables militaires tchétchènes « n'avaient peut-être pas encore pris connaissance du moratoire ».

En revanche, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement français actuel, est « peu enthousiaste à l'idée d'aller voir défilier des troupes de retour de Grozny » et a réaffirmé vendredi qu'il ne se rendrait pas à Moscou le 9 mai.

Le président russe Boris Eltsine a estimé, vendredi 28 avril lors d'une rencontre avec une équipe de journalistes de l'hebdomadaire américain Time au Kremlin, s'être approché d'une « solution acceptable pour les deux parties » sur l'élargissement de l'OTAN à la suite de son entretien téléphonique de jeudi avec son homologue américain Bill Clinton. « La décision devrait être prise lors de notre rencontre à l'occasion de la venue du président Clinton » à Moscou, a-t-il précisé.

Le premier ministre polonais, Jozef Oleksy, a annoncé, vendredi, qu'il se rendrait à Moscou pour participer aux cérémonies du cinquantième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, en compagnie de Andrzej Zakrewski, le représentant de Lech Walesa.

En revanche, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères du gouvernement français actuel, est « peu enthousiaste à l'idée d'aller voir défilier des troupes de retour de Grozny » et a réaffirmé vendredi qu'il ne se rendrait pas à Moscou le 9 mai.

de Nijaf Jour, un village situé à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Grozny.

Précisant que les forces russes avaient réagi de manière « adéquate » à ces « provocations armées », Pavel Gratchev a émis l'hypothèse que tous les responsables militaires tchétchènes « n'avaient peut-être pas encore pris connaissance du moratoire ».

Enfin, toujours selon le général Chvetsov, la première unité de la 58<sup>e</sup> armée - que Moscou entend prochainement déployer dans le Caucase en violation du traité CFE - sera opérationnelle d'ici la fin du mois.

Le chef de l'état-major des forces tchétchènes, Aslan Maskhadov, persuadé que le moratoire n'est qu'une « manœuvre de propagande destinée aux Occidentaux », a refusé, vendredi, à l'issue d'une rencontre avec son homologue russe, de garantir son application. Il a rappelé que la principale condition tchétchène à un cessez-le-feu restait « le retrait des troupes russes de Tchétchénie », quand les Russes exigent la reddition des combattants indépendants.

Après s'être entendus sur un éventuel échange de prisonniers et de blessés, les deux chefs militaires ont déploré que les négociations n'aient pas été organisées « à un autre niveau », selon le correspondant de Radio-Svoboda sur place, qui décrivait vendredi soir comment les combattants russes et tchétchènes qui accompagnaient leurs supérieurs aux pourparlers s'investissaient autour d'un véhicule de transport blindé en attendant la fin de l'entrevue. - (AFP, Reuters)



## La Pologne plaide à Bonn pour son appartenance à l'Occident

Le ministre des affaires étrangères a regretté les souffrances des Allemands expulsés en 1945

Le ministre polonais des affaires étrangères, Wladislaw Bartoszewski, a prononcé, vendredi 28 avril à Bonn, un discours devant le Parlement

allemand réuni en séance solennelle. Il a lancé un appel à la réconciliation entre les deux peuples en regrettant les souffrances individuelles infligées aux Allemands expulsés des terres de l'Est et à demandé aux Occidentaux d'accepter la Pologne dans les institutions de l'Ouest.

par les conséquences de la guerre et ont dû quitter leur patrie», le chef de la diplomatie polonaise a fait un geste très important en direction des descendants des millions d'Allemands expulsés en 1945 des territoires situés à l'est de la frontière Oder-Neisse, et qui continuent à exercer une influence politique importante en Allemagne (une poignée d'entre eux avait défilé, vendredi, des banderoles revendicatives non loin du Bundestag pour protester contre la venue de M. Bartoszewski à Bonn).

Il y a quelques jours, lors d'un colloque à Weimar, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki avait qualifié l'Allemagne de meilleur « avocat » de la Pologne et exprimé le souhait que rien ne se fasse, en Europe, « par-dessus la tête des Polonais ». Retraçant de manière magistrale, à Bonn, l'histoire européenne des cinquante dernières années, M. Bartoszewski a démontré que son pays appartenait de plein droit à la civilisation européenne : « La société européenne est une société ouverte ». Elle ne relègue aucun peuple hors de sa communauté et ne les isole pas. En comparant le destin de l'Allemagne à celui de la Pologne - la Pologne, qui a connu son « année zéro » en 1918, doit avoir « les mêmes chances » que l'Allemagne en 1949 - il confie de facto au gouvernement de Bonn un rôle-clé dans le rapprochement de la Pologne avec les institutions européennes et atlantiques.

Lucas Delattre

## Manifestation en Espagne contre l'accord de pêche entre l'Europe et le Canada

Des milliers de marins ont protesté en Galice

MADRID

Des milliers de pêcheurs ont protesté, samedi 29 avril, dans les rues de Santiago de Compostelle (Galice) contre l'accord intervenu le 15 avril entre l'Union européenne et le Canada qui réduit considérablement les captures pour les armateurs espagnols. Cette manifestation se produit au moment même où les pêcheurs d'Andalousie et des Canaries sont condamnés au chômage à partir du 1<sup>er</sup> mai, en raison des difficultés de renouvellement de l'accord avec le Maroc sous les auspices de l'Union européenne.

« Il y a trop de pêcheurs et pas assez de poissons », la formule utilisée par Emma Bonino, commissaire européen pour la pêche, résume parfaitement la situation. Il va donc falloir procéder à des ajustements, des reconversions pour éviter les conflits en mer comme ceux qui se sont produits l'été dernier avec la France et le mois passé avec le Canada. L'Espagne, en tant que première puissance européenne dans cette industrie, est la première concernée. Ses pêcheurs sont donc inquiets car l'époque dorée est bel et bien terminée.

Les incidents au large de Terre-Neuve avec la marine canadienne et l'accord qualifié de « tir dans la nuque » entre Ottawa et l'UE a sonné le signal d'alarme dans les ports de Galice et notamment celui de Vigo, le plus important d'Espagne et d'Europe. « Nous allons lutter dans les rues et dans les Parlements », a annoncé le maire socialiste de cette ville, Carlos Principe. Le Parlement galicien a rejeté l'accord de Bruxelles et les armateurs ont repoussé le plan de pêche proposé par l'administration. Même si, comme l'a dit Felipe Gonzalez, président du gouvernement, « l'accord est le moins mauvais de ceux que nous pouvions obtenir », il est jugé nettement insuffisant.

Michel Bole-Richard

## Le Maroc et l'Union européenne cherchent un compromis

RABAT

Après trois séries de discussions, à la fin du mois de mars, à Bruxelles, et à la fin du mois d'avril, à Rabat, le Maroc et l'Union européenne (UE) se sont séparés, jeudi 27 avril, sans avoir réussi à conclure un nouvel accord de pêche destiné à remplacer celui qui expire le 30 avril. Principale conséquence de cette incapacité à aboutir avant la date prévue : les 750 bateaux de la flotte européenne - en très grande majorité espagnols - ne pourront plus jeter leurs filets dans les eaux territoriales marocaines à compter du 1<sup>er</sup> mai.

Cependant, même si les deux parties conviennent que leurs positions respectives demeurent « éloignées », personne ne songe encore à parler d'échec. L'accord de pêche entre le Maroc et l'UE est considéré comme « le plus complexe » de tous ceux qui ont été conclus par les Européens avec ce pays, en raison de la variété des espèces, des problèmes de stock, de contrôle, etc. Comme l'avait récemment déclaré, lors d'une visite à Rabat, M<sup>me</sup> Emma Bonino, commissaire européen à la pêche, Mustafa Sahel, ministre marocain de la pêche, a estimé, vendredi, qu'il faudrait encore « trois à cinq semaines » de travail « avec de la bonne volonté », ce qui, à ses yeux, ne paraît pas vraiment poser problème.

Sur le fond, le dossier des Marocains apparaît solide. Il s'agit en effet d'eaux territoriales qui ont été tout le temps en co-captivité, y compris les Espagnols - surexploitées. Certes, en réclamant une réduction de 30 à 65 % sur trois ans des prises selon les espèces, le Maroc, estime l'UE, a poussé le bouchon un peu loin. Mais Rabat se doit de prendre en compte l'avenir d'environ 200 000 personnes qui vivent de l'industrie de la pêche. La solution « extrême », préconisée par les armateurs locaux, qui voudrait barrer définitivement l'accès des eaux marocaines à la flotte européenne, n'a pas été retenue par leur gouvernement, soucieux de cocculer un accord « mutuellement avantageux ». Les « nouvelles idées » lancées par l'UE paraissent avoir retenu l'attention du Maroc. Les deux parties pourraient ainsi s'orienter vers un partenariat qui conduirait aussi bien à la création de sociétés mixtes qu'à des recherches communes sur les ressources halieutiques ou le contrôle des ovaires. « La coopération est ouverte », a noté M. Sahel. Il y a un champ très vaste dans différentes filières.

Mouna el Ramzi

## Pour 80 % des Allemands, le 8 mai 1945 a été une « libération »

Quatre-vingts pour cent des Allemands estiment que le 8 mai 1945 fut pour leur pays une « libération », contre 12 % qui voient dans la fin de la guerre en Europe une « défaite », selon un sondage publié vendredi 28 avril par la chaîne de télévision publique ZDF, mais la polémique fait toujours rage. Le même jour, quelque 200 conservateurs ont relancé une campagne très controversée, visant à présenter le 8 mai « aussi » comme le début des souffrances du peuple allemand. Mais ils ont renoncé à organiser une cérémonie commémorative à Munich pour défendre leur point de vue.

Vendredi, la présidente du Parlement, Rita Süssmuth (CDU), a réaffirmé que « le 8 mai 1945 ne peut pas être séparé du 30 janvier 1933 » (date de l'arrivée au pouvoir de Hitler). Pour elle, « aucun Allemand n'a le droit » de défendre une autre position. - (APR)

et le Bundestag réuni, en présence du président de la République Roman Herzog et de l'ensemble du gouvernement allemand, peu de personnalités étaient mieux qualifiées que Wladislaw Bartoszewski, âgé de soixante-trois ans, qui fut prisonnier à Auschwitz puis résistant à l'occupant allemand, avant de devenir, sous le régime communiste, une figure importante de la

mand, une contribution historique au lent effort de réconciliation entre l'Allemagne et la Pologne. La cérémonie avait commencé par un moment de forte émotion : un claquement de mains, Jura Feldman, a joué dans les trèves du Bundestag un air de musique yiddish. En regrettant publiquement « le destin individuel et les souffrances d'Allemands innocents qui ont été touchés

## La justice néerlandaise définit les limites du droit à l'euthanasie

Un médecin peut-il, à la demande des parents, légitimer la mort d'un nouveau-né condamné à court terme par de graves malformations ? Une infirmière peut-elle aider un patient en phase terminale à mourir dès lors que celui-ci en fait la requête ? Deux tribunaux néerlandais ont rendu récemment des jugements cruciaux pour le débat sur l'euthanasie toujours actuel aux Pays-Bas.

Le gynécologue Henk Prins a ainsi été reconnu coupable de meurtre, de Rienne, bébé de trois jours, sans que ce verdict soit assorti d'une quelconque peine. Rienne était atteinte d'une interruption de la moelle épinière et d'une hydrocéphalie. L'enfant souffrait à tel point qu'aucun médicament ne pouvait le soulager sans mettre sa vie en danger. Les parents avaient insisté pour qu'on mette fin au martyre de Rienne. Le docteur Prins avait accepté après en avoir discuté avec ses collègues, conformément à la loi sur l'euthanasie, qui tolère, sous certaines conditions, cette pratique. Le 25 mars, M. Prins avait injecté une substance létale au bébé qui devait décéder dans les bras de sa mère. Dans son jugement, le président du tribunal a exprimé son « admiration » face « au courage et à l'intégrité » du médecin qui a dû choisir entre « deux devoirs inconciliables : préserver la vie de l'enfant ou mettre fin à ses souffrances ».

Parallèlement, le jugement précise les règles sur l'interruption de la vie en décrivant les critères à appliquer à un nouveau-né. D'abord le patient doit être atteint d'un mal incurable, en-

trainant des souffrances intolérables, qu'aucun traitement médical ne peut atténuer et les parents doivent faire connaître leur volonté de façon insistante, répétée et cohérente. Ensuite, le médecin doit agir en tenant compte des facteurs scientifiques et selon « l'éthique médicale ».

Autre question : une infirmière peut-elle aider un patient à mourir ? Non, a répondu le tribunal de Groningue en déclarant une soignante, jet, coupable, bien qu'ayant eu « des motifs légitimes », d'avoir « été la vie à Sipke Vogelzang », et en la condamnant à deux mois d'emprisonnement avec sursis.

INTERPRÉTATION STRICTE DES TEXTES

Malade du sida en stade terminal, Sipke Vogelzang avait manifesté dès la connaissance de sa séropositivité sa volonté de recourir, le moment venu, à l'euthanasie. Il avait insisté auprès de son amie et collègue, Jet, pour qu'elle fût elle-même, sous contrôle du médecin traitant, la position mortelle. Tous les critères inscrits dans la loi néerlandaise sur l'interruption de la vie avaient été respectés : le patient avait répété sa demande à plusieurs reprises, son état entraînait une souffrance insupportable, durable, et sans issue, un confrère étranger au cas avait été consulté, et le médecin traitant, se référant au critère de « force majeure », avait rapporté le cas à la justice. Selon l'avocat, M<sup>re</sup> Suttorius, Jet n'avait donc agi qu'en tirant « la conclusion du cas traité par le médecin ». L'infirmière se transformait en « bras du praticien ».

Le tribunal a rejeté cette interprétation de la loi et s'est basé sur le texte. Celui-ci « ne s'applique à personne d'autre qu'au médecin ». En outre, « le recours concret à l'euthanasie est un acte médical qui ne peut souffrir dérogation à l'autorité ». D'où la condamnation. L'affaire ira en appel.

Petit à petit, la jurisprudence néerlandaise précise donc les frontières de l'euthanasie, conformément aux vœux du législateur. Pourtant, la multiplication des avis peut parfois « embrouiller les esprits », comme on le reconnaît discrètement au ministère de la Justice. Ainsi, l'été dernier, la Cour suprême avait-elle refusé de sanctionner un psychiatre coupable d'aide au suicide d'une patiente n'étant atteinte d'aucune maladie incurable en stade terminal, mais souffrant d'un incommensurable désir d'en finir avec la vie (Le Monde du 23 juin). L'arrêt de la juridiction suprême avait restreint la liberté d'action du médecin sans fermer la porte à ce type de pratiques. Récemment, le conseil de discipline a quelque peu contredit cette décision en indiquant que le psychiatre aurait dû tenter de soigner sa patiente, même contre son gré. « La Cour juge la conformité à la loi, les instances de discipline se basent sur un plan purement médical », dit-on au ministère. L'an dernier, 1 424 cas d'aide à mourir ont été rapportés à la justice néerlandaise, et une douzaine d'entre eux font encore l'objet de poursuites. Selon un sondage, 78 % des Néerlandais sont favorables à l'euthanasie en cas de maladie incurable.

Alain Franco

## Wolfgang Schüssel devient le ministre autrichien des affaires étrangères

Le nouveau président du Parti populaire est un catholique libéral

WOLFGANG SCHÜSSEL, (ÖVP, conservateur), succède à Alois Mock à la tête du ministère des affaires étrangères, a-t-on annoncé vendredi 28 avril à Vienne.

Lors d'une conférence de presse, M. Schüssel, quarante-neuf ans, élu président de l'ÖVP en remplacement de Erhard Busch, vice-chancelier et ministre de l'éducation, a par ailleurs indiqué que les membres de son parti avaient changé d'affectation au sein du gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates dirigés par le chancelier Vranitzky.

Johannes Ditz, secrétaire d'Etat aux finances, a été nommé ministre de l'économie à la place de M. Schüssel. Martin Bartenstein, secrétaire d'Etat aux transports,

devient ministre de l'environnement où il succède à Maria Rauch-Kallat. Elisabeth Gehrler, membre du gouvernement régional du Vorarlberg (ouest), a été nommée à l'éducation.

M. Schüssel a par ailleurs nommé Benita Maria Ferrero-Waldner, jusqu'à présent chef du protocole auprès des Nations unies à New York, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Les secrétaires d'Etat aux finances et aux transports ont été dissous.

M. Vranitzky avait déjà procédé à un remaniement de son équipe gouvernementale portant sur des postes clés tels que les finances et l'intérieur au début du mois d'avril.

Né le 7 juin 1945 à Vienne, Wolfgang Schüssel a fait ses

preuves dans les négociations internationales lors de la dernière étape des discussions sur l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne début 1994.

Après ses études de droit, il a fait depuis 1968 une carrière au sein du ÖVP. De 1979 à 1989, date de sa nomination à la tête du ministère de l'économie, il avait été député.

Wolfgang Schüssel, catholique pratiquant de tendance libérale, était à l'origine de la première vague de dénationalisations en Autriche dans les années 80. Peu conventionnel dans son style de travail, il est aussi dans ce qui concerne la mode : il refuse les cravates mais dispose par contre d'une collection de plus de deux cents chemises papillon. - (APR)

## Le Monde DES PHILATÉLISTES

Dossier spécial  
50<sup>e</sup> anniversaire  
de la Victoire (39-45)

Et toujours notre dossier de l'année  
Le centenaire du cinéma

MAI 1995 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



هكذا من الوجل

## Leon Brittan propose une zone de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de notre correspondant

« Au cours des mois à venir, la Commission va examiner sérieusement la possibilité d'établir une zone de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. Dans un discours prononcé le 27 avril devant l'American Club de Bruxelles, Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale ainsi que des relations avec les pays industrialisés, persiste et signe (Le Monde du 13 avril).

Son porte-parole a insisté sur le caractère pragmatique de la démarche. L'idée est de revoir les relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Comment procéderait-on ? Sur le plan économique - le discours aborde également les problèmes de sécurité -, diverses solutions sont envisageables : une zone de libre-échange pourrait être créée entre l'UE et les Etats-Unis, mais aussi « pourquoi pas ? », entre l'UE et l'ALENA, la zone d'échange nord-américaine qui rassemble les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. On pourrait aller encore plus loin et suggérer un espace économique UE - Etats-Unis, impliquant une large harmonisation des législations, ou encore rédiger un traité couvrant les multiples aspects de la coopération transatlantique.

« Je ne vois pas l'UE accepter d'éliminer la totalité des droits de douane qu'elle perçoit sur les importations de produits agricoles en provenance des Etats-Unis », observe Sir Leon, espérant ainsi rassurer les paysans européens. Il faudra donc mettre en exception un certain nombre de secteurs, en ayant à l'esprit cependant que les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'autorisent la création d'une zone de libre-échange qu'à la condition que celle-ci couvre l'essentiel du commerce entre les deux parties.

Pas une ligne, dans le discours du commissaire, n'est consacrée aux difficultés monétaires du moment, à cette chute non maîtrisée - voire délabrée - du dollar, qui met à mal la compétitivité des entreprises de l'Union, jette le trouble sur les marchés des changes communautaires, menace l'existence même du Marché unique.

La démarche de Leon Brittan, pas vraiment innocente, a-t-elle été approuvée par la Commission ? « Sir Leon a consulté de manière approfondie les cabinets de Jacques Santer et de Jacques Van Den Broeke », répond le porte-parole. Il est vrai qu'interrogé récemment, le porte-parole de Jacques Santer, avait indiqué, tout en prenant les précautions d'usage, que la Commission « n'exclut pas » l'établissement d'une zone de libre-échange avec les Etats-Unis.

Dans le contexte actuel, de telles considérations peuvent paraître surréalistes ou provocatrices. Cela ne trouble pas les commissaires, encouragés sans doute par le fait que, récemment, Klaus Kinkel, le ministre allemand des affaires étrangères, a suggéré, lui-même, de négocier une zone de libre-échange avec les Américains ! Les Français restent calmes dans ce débat. Quant à l'offre de M. Kinkel, un haut fonctionnaire de la Commission se demande si le principal obstacle à l'établissement d'une zone de libre-échange euro-américaine ne sera pas l'agriculture allemande...

Ph. L.

■ L'accord de siège entre la Suisse et l'Organisation mondiale du commerce a été paraphé vendredi 28 avril par son directeur général, Peter Sutherland, dont c'était dernier acte officiel à la tête de l'OMC. Le successeur de M. Sutherland, l'ancien ministre italien du commerce extérieur Renato Ruggiero, prendra ses fonctions lundi 1<sup>er</sup> mai. L'accord de siège régit les relations entre l'OMC et la Suisse ainsi que les privilèges et immunités accordés aux délégations représentant les Etats membres.

## La mise en œuvre de la convention de Schengen a été passée à la loupe

Pour les États signataires, le bilan du premier mois d'application est positif. Ainsi, l'incident frontalier qui avait opposé policiers belges et français sur le droit de suite ne devrait plus se reproduire

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Apparemment, tout est rentré dans l'ordre. Les incidents qui ont suivi l'entrée en vigueur, le 26 mars dernier, de la convention de Schengen, ont été surmontés ou le seront bientôt. Tel est le constat fait par le comité exécutif « Schengen », réuni au niveau ministériel le 28 avril à Bruxelles.

Sept pays membres de l'Union européenne (Allemagne, France, Benelux, Espagne, Portugal) appliquent la convention, dont l'objet est d'assurer une complète libre circulation des personnes à l'intérieur de l'espace commun. L'Italie et la Grèce, ainsi que l'Autriche qui l'a signée vendredi 28, les rejoindront ultérieurement. « L'impression générale est que, en dépit de quelques dysfonctionnements, le bilan est très largement positif », a déclaré Robert Urbahn, le ministre belge du commerce extérieur et des affaires européennes, qui présidait la réunion. « Je me réjouis du bilan de ce premier mois », a estimé en écho Alain Lamassouze, le ministre français des affaires européennes. Un double succès qui témoignait que l'accès de mauvaise humeur né chez les Belges du refus de la France de laisser leurs gendarmes et policiers, ainsi que l'autorisation de la convention, exercer leur droit de suite sur son territoire était oublié.

Les ministres ont souligné à l'envi que les difficultés pratiques rencontrées justifiaient la décision prise de prévoir une phase initiale d'application (PIA) de trois mois, pendant laquelle chacun des sept Etats gardait la responsabilité d'organiser les modalités de suppres-

sion des contrôles à ses frontières intérieures. Le comité exécutif se réunira à nouveau fin juin, à l'issue donc de cette période de trois mois.

« Les Français nous ont menti », s'était exclamé Johann Van den Laet, le ministre belge de l'Intérieur, après que ses policiers s'étaient vu refuser le droit de poursuivre des voyous de l'autre côté de la frontière. Par rapport aux dispositions de la convention, les Français étaient effectivement en

29 avril). Dans l'intervalle, des contrôles seront rétablis pour les passagers « Schengen », et ce n'est qu'à la fin de l'année qu'une séparation physique totale entre ceux-ci et les passagers « non Schengen » permettra de les supprimer. Les autres pays membres en ont pris acte. En France, les aménagements de l'aéroport de Nice devraient être achevés en juin et ceux de Marseille en septembre.

Des négociations se poursuivent avec les cinq pays de l'Union nor-

### Renforts contre l'immigration clandestine en Italie

Le gouvernement italien a annoncé, vendredi 28 avril, l'envoi d'un contingent de l'armée pour contrôler l'immigration clandestine sur les côtes des Pouilles, au sud de l'Italie, où arrivent chaque semaine des centaines de clandestins albanais mais aussi kurdes, ex-yougoslaves et chinois. Selon des estimations de spécialistes, quelque huit mille immigrés clandestins ont tenté de débarquer sur ces côtes depuis octobre 1994. Ce déploiement, pour lequel ont été alloués 5 milliards de lire (15 millions de francs), s'inscrit dans le cadre de l'opération « Vespriti siciliani » (« vespers siciliennes ») décidée après les attentats de 1992 contre les juges antimafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino, et prévoyant déjà une présence de l'armée dans le Sud pour aider policiers et carabinieri à lutter contre la mafia. Ces nouveaux renforts militaires ne serviront pas au contrôle antimafia mais à celui d'une immigration organisée par des groupes chinois, turcs ou albanais en collaboration avec la mafia. - (AFP)

tort. L'aménagement des aéroports, de telle sorte que les passagers ressortissants des pays de Schengen n'aient plus à subir aucun contrôle, n'est pas une opération des plus commodes. Les Néerlandais viennent d'en faire l'expérience à Schiphol, l'aéroport international d'Amsterdam, l'un des plus importants d'Europe. Le dispositif qu'ils avaient mis en place ne donne pas satisfaction et devra être revu (Le Monde du

dique pour examiner avec quel statut les deux d'entre eux qui n'appartiennent pas à l'Union européenne, à savoir la Norvège et l'Islande, pourraient être associés à la convention de Schengen et permettre donc au Danemark, à la Finlande et à la Suède d'y adhérer sans que soit remise en cause la libre circulation instaurée depuis quarante ans entre les pays nordiques.

Philippe Lemaître

## Pour la solidarité Nord-Sud, des citoyens lancent un appel à Lionel Jospin et Jacques Chirac

### Ne perdez pas le Sud !

Monsieur le futur Président de la République,

40 000 personnes ont signé la pétition "Ne perdez pas le Sud !",

soutenue par des personnalités de renom et par plus de soixante associations. Toutes attendent de vous une politique courageuse dans le domaine des relations Nord-Sud. Elles ne conçoivent pas que la France poursuive sa politique actuelle : ventes d'armes inconsidérées, soutien à des régimes répressifs, politique africaine définie dans le secret, traitement de la dette au compte-gouttes...

Ces questions ont été absentes de la première partie de la campagne électorale. Il est impensable qu'elles ne soient pas abordées avant le 7 mai. Par manque d'information et de débat public, beaucoup de Français voient dans les pays du Sud une menace. Ceci est très grave. Nous pensons que tous les peuples ont droit à une vie digne. Nous comptons sur votre volonté politique pour que la France joue un rôle dans la mise en place de relations Nord-Sud plus justes.

Monsieur le futur Président, nous attendons de vous des réponses claires. Nous serons particulièrement attentifs à vos propos lors du débat de mardi soir et resterons vigilants tout au long de votre mandat.

Associations nationales : Agir ici, CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, collectif de 37 associations de solidarité internationale, dont : ASPAL, CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement), CICA, CIEDEL, CIMADE, Emmaüs International, Fédération Artisans du Monde, Frères des Hommes, Ingénieurs sans Frontières, Peuples solidaires, RITIMO (Réseau d'Information Tiers Monde), Terre des Hommes, la Vie Nouvelle, ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), Action Nord-Sud, AICF, Aide Médicale Internationale, Agir ensemble pour les droits de l'Homme, les Amis de la Terre, Codefem (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), CEFODE, CLOSI, COZI, Coordination S.U.D., Dialogue et Coopération.

Emmaüs France, ENDA Tiers Monde, Enfants Réfugiés du Monde, France-Libertés, Handicap International, Justice et Paix, Ligue de l'Enseignement, Médecins du Monde, Mieux aller le Sud, MRAP, Pharmaciens sans Frontières, Service national de la Pastorale des Migrants, Service de Coopération au Développement, SOLAGRAL, Survie, Vétérinaires sans Frontières, Associations régionales : ASSAJUCO (57), Badenya Ton (59), Comité Tiers Monde Peuples solidaires (50), Conseil Missionnaire ECAL-ERAL (57-67-68), CRIDES Les Trois Moutons (53), CRIDEV (35), CRISLA (56), Maison des Peuples et de la Paix (16), Orthex Tiers Monde (64), Solidarité tiers monde (34), Terre ouverte (49), Et les journaux Non Violence Actualités, Peuples en Marche, Politix.

Comité de soutien :

Isabelle Antier (navigatrice-marine de la campagne "Ne perdez pas le Sud !"), Pierre Bourdieu (prof. Collège de France), Jean Chesneaux (prof. émer. Univ. Paris VIII), Mgr Jacques Delaporte (archevêque de Cambrai), Didier Decoin (écrivain), Harlem Désir, René Dumont (agronome), Jacques Gallot (évêque), Susan George (écrivain), Bernard Langlois (journaliste), Mica Mica (écrivain), Edgar Morin (philosophe), Jean-Marie Pelt (universitaire), Claude Piéplu (comédien), Jacques Testart (biologiste).

Pour soutenir cette action, merci d'envoyer vos dons à l'ordre d'« Agir ici - Nord-Sud ». 14 passage Dubail, 75010 Paris. Tel : 01 40 35 07 00, CCP n° 11 362 77 P - Paris

## La croissance économique américaine au ralenti

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB) américain a progressé de 2,8 % en rythme annuel au premier trimestre, marquant ainsi, selon les premiers calculs, un net ralentissement par rapport au quatrième trimestre 1994 qui avait enregistré un taux de croissance annuelle de 5,1 % après un taux de 4 % au troisième trimestre. L'indice de prix lié au PIB, le « déflatteur », qui est l'une des principales mesures de l'inflation, a nettement accéléré sa progression passant de 1,3 % à 2,2 % au dernier trimestre 1994.

Les dépenses de consommation, principal moteur de l'économie américaine, ont augmenté de 1,4 %, soit le quart seulement de leur progression du trimestre précédent. Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé tandis que les stocks des entreprises augmentaient à un rythme plus élevé qu'au trimestre précédent. L'année dernière, le PIB avait crû de 4,1 %, le plus fort taux de croissance de l'économie américaine depuis 1984. La plupart des prévisions faites pour cette année portent sur un taux de croissance voisin de 3 % en moyenne annuelle. - (AFP)

### Les investisseurs

### sont peu attirés par l'Est

LES APPORTS FINANCIERS publics et privés en provenance des nations industrialisées ont été relativement modestes vers les pays en transition démocratique d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique. Les vingt-deux pays de la région ont reçu 83 milliards de dollars au cours des années 1990-1993, selon une étude de l'OCDE. A titre de comparaison, un seul pays, la Chine, a durant la même période reçu près de 45 milliards de dollars à travers les seuls investissements privés.

Très attirés par l'Asie, les investisseurs privés ne se sont pas bousculés en Europe de l'Est. Les investissements privés dans les dix pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux Etats indépendants n'ont pas dépassé 29 milliards de dollars en quatre ans. Les apports de fonds publics ont été plus substantiels : en quatre ans, 22 milliards de dollars ont été versés, assortis de conditions avantageuses. Cette aide « a légèrement diminué au cours des trois dernières années » souligne l'OCDE qui note aussi qu'une part importante de ces crédits a été absorbée par les rééchelonnements de dettes. - (AFP)

### AMERIQUES

■ ETATS-UNIS : la police a ouvert une enquête après avoir visionné une cassette vidéo où l'on voit un policier blanc donner coups de poing et coups de pied à un jeune Noir de 18 ans. - (Reuters)

■ SALVADOR : aucune réaction officielle n'a pu être obtenue vendredi 28 mai, à San Salvador après la décision prise par la justice française de lancer des mandats d'arrêt internationaux contre quatre officiers supérieurs de l'armée salvadorienne, aujourd'hui à la retraite, accusés d'être responsables de l'assassinat, en 1989, d'une infirmière bretonne de 27 ans, Madeleine Lagarde. - (AFP)

■ ARGENTINE : l'organisation humanitaire des « Mères de la Place de Mai » a réclamé, vendredi 28 mai, l'excommunication des prêtres ayant cautionné la disparition de milliers de personnes durant la dictature militaire (1976-1983). - (AFP)

■ Le président argentin Carlos Menem et son épouse Zulema Yoma ont divorcé, a-t-on appris de sources judiciaires. La décision du tribunal date d'il y a un mois, mais elle, vient seulement d'être rendue publique, a-t-on indiqué de mêmes sources, précisant que le couple voulait d'abord la divulguer après l'élection présidentielle du 14 mai prochain, à laquelle se présente M. Menem. - (AFP)

■ HAÏTI : le président Jean-Bertrand Aristide s'est prononcé officiellement vendredi 28 mai, pour la suppression définitive de l'armée haïtienne, la décision finale revenant au Parlement. - (AFP)

### EUROPE

■ ITALIE : l'ancien président du Conseil, Silvio Berlusconi sera interrogé le 8 mai par le parquet de Milan pour une affaire de fraude fiscale autour de la cession d'un terrain près de Milan. - (AFP)

■ RUSSIE : la police de Moscou sera renforcée de 5000 hommes à l'occasion des célébrations de la victoire le 9 mai, portant à 13 000 les membres des forces de l'ordre déployés ce jour-là dans la capitale. - (AFP)

■ Trois incidents ont été enregistrés dans des centrales nucléaires russes au cours des quatre premiers mois de cette année. Le consortium Rosenergoatom, responsable en Russie de l'électronucléaire, affirme qu'ils étaient de très faible intensité. - (TASS)

■ TURQUIE : l'armée a l'intention d'installer le long de la frontière avec l'Irak, des bases militaires pour empêcher les « rebelles » kurdes de lancer des attaques sur le territoire de la Turquie, quand ses unités se seront complètement retirées d'Irak. Le général turc Hasan Kundakci, qui commande les opérations, n'a pas précisé de quel côté de la frontière ces bases-tampons seront installées. - (AFP)

■ MACÉDOINE : selon un rapport de juristes du Conseil de l'Europe, publié vendredi 28 avril, les graves difficultés économiques liées à l'embargo imposé depuis février 1994 par la Grèce et aux sanctions internationales contre la Serbie voisine (le commerce entre les deux pays s'est effondré), aggravent de manière inquiétante les tensions inter-ethniques. La Macédoine qui compte 2,2 millions d'habitants est composée de 73 % d'Albanais de souche et de 66,5 % de Slaves macédoniens. - (AFP)

■ SERBIE : sept anciens policiers albanais du Kosovo ont été condamnés, vendredi 28 avril, à des peines de deux à six ans de prison, par le tribunal de Pec, pour avoir préparé « la sécession par la force » de cette province du sud de la Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais de souche. Le 19 avril, neuf de leurs collègues, répondant du même chef d'accusation, avaient été condamnés à la prison. - (AFP)

■ SLOVAQUIE : l'un des quatre réacteurs de la centrale nucléaire slovaque de Bohunice a été fermé, vendredi 28 avril, à la suite du déclenchement d'un des systèmes d'alarme. L'incident, qui s'est déroulé à 50 kilomètres de la frontière autrichienne, n'a pas provoqué de fuites radioactives, selon les autorités. - (Reuters)

■ POLOGNE : le blanchiment d'argent a pris des proportions inquiétantes : le ministre de l'Intérieur, Andrzej Milczanowski, a affirmé, vendredi 28 avril, qu'il représentait entre 2 et 3 milliards de dollars par an. - (AFP)

Le Vietnam a célébré sa 40<sup>ème</sup> anniv

**REUSSIR**  
AVANT LE BAC  
TERMINALE ES  
Oriente HEC ou Sciences-Po  
REVISION BAC  
Toutes matières, toutes séries  
SÉSAM - VISA  
APRÈS LE BAC  
HEC - SCIENCES-PO  
Stages intensifs et Classes préparatoires  
MATH SUP et SPE  
Stages intensifs et Math Spé P  
MÉDECINE-PHARMACIE  
Pré-rentre et soutien annuel  
DROIT - Sciences ECO  
Pré-rentre et soutien annuel  
LICENCES-MATHEMATIQUES  
HEC - ESCP / ESSEC  
SCIENCES-PO/GEA  
MEILLEURS RESULTATS  
NATIONAUX  
ipesus prepa sup  
43 25 63 30 3615 IPESUP



# Le Vietnam a célébré dans la discrétion le vingtième anniversaire de la fin de la guerre

Les autorités souhaitent une normalisation complète et rapide des relations avec Washington

La célébration de la chute, le 30 avril 1975, de Saigon - devenue Ho Chi Minh-Ville - a été l'occasion, pour les autorités vietnamiennes, d'en-

tretenir, dans un pays dont la moitié de la population est née après la « libération », la mémoire des sacrifices accomplis. Mais aussi de tourner

une page d'histoire, en soulignant les progrès accomplis ces dernières années, et la stabilité dont jouit le Vietnam du « renouveau ».

## HO CHI MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Le Vietnam n'est plus synonyme de guerre, c'est un pays. Tel a été le premier message que les autorités de Hanoi ont voulu faire passer, à l'étranger, à l'occasion du vingtième anniversaire de la victoire de 1975 (lire également pages 10 et 11). Le deuxième, destiné à la consommation interne, est d'entretenir, dans un pays dont la moitié de la population est née après la « libération », la mémoire des sacrifices accomplis par ceux qui se sont battus contre les Français puis les Américains. Voilà pourquoi des célébrations en demi-teinte ont été organisées qui se sont égrenées au fil des victoires de la campagne militaire de 1975 jusqu'à la capitulation, le 30 avril, de Saigon.

Dimanche, donc, les Saïgonnais devaient avoir droit, de bon matin, à un petit défilé devant les grilles du palais de la Réunification, théâtre de la véritable fin des hostilités. La municipalité devait, en outre, leur offrir une parade folklorique, un concert et, en dé-

but de soirée, deux feux d'artifice, dont un tiré dans les jardins du musée Nha Rong, dédié à la mémoire d'Ho Chi Minh. La grande métropole sudiste s'est parée de quelques atours, notamment de milliers de bannières rouges à l'étoile dorée. Dans le reste du pays, les manifestations se sont étalées sur plusieurs semaines : dépôts de gerbes devant les monuments aux martyrs, réunions d'anciens combattants, expositions sur la guerre.

Si le 30 avril est considéré comme le « vingtième anniversaire de la victoire complète de la guerre de résistance contre l'agression américaine et pour le salut national », la municipalité de Saigon s'est accommodée de la présence de plus de quatre cents journalistes étrangers, dont bon nombre d'Américains, en soulignant, dans un clin d'œil fait aussi aux investisseurs potentiels, les progrès accomplis, ces dernières années, et la stabilité dont semble jouir le Vietnam du « renouveau », qui, depuis 1986, sert de doctrine officielle au Parti communiste. Les

services de sécurité ont été mis discrètement mais sérieusement à contribution non pour éviter un débordement, mais afin de prévenir une éventuelle tentative de sabotage.

## Tourner une page d'histoire ne doit pas occulter la mémoire de ceux qui se sont battus pendant près d'un demi-siècle

Diplomatiquement parlant, le discours est tout aussi avenant : le premier ministre Vo Van Kiet a encore appelé de ses vœux, le 25 avril, une normalisation complète et rapide des relations avec Washington. Alors que Pékin continue de renforcer sa présence en mer de Chine du Sud, Hanoi souhaiterait que 1995 soit à la fois

l'année de son adhésion à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) - ce qui est déjà prévu -, et celle d'un échange d'ambassadeurs avec les Etats-Unis, ce qui ne l'est pas encore.

Mais, pour le gouvernement, tourner une page dans l'histoire des relations internationales ne doit pas pour autant occulter la mémoire de ceux qui se sont battus pendant près d'un demi-siècle et dont le combat est encore, à ses yeux, une source essentielle de légitimité. Sans montrer du doigt l'adversaire de l'époque, les médias et le pouvoir viennent donc de consacrer deux bons mois à des leçons de pédagogie politique. Il reste que, si des concerts avec la participation de vedettes comme Bob Dylan, Bruce Springsteen, Sinead O'Connor ou Sting, ont été décommandés, Ho Chi Minh-Ville a accueilli un premier tournoi international de tennis sur les courts du Cercle des Travailleurs, l'ancien Cercle sportif saïgonnais.

Jean-Claude Pomonti

## Augmentation des exécutions en Arabie saoudite

LES DÉCAPITATIONS se sont multipliées en Arabie saoudite depuis le début de l'année, a souligné Amnesty International dans un communiqué publié vendredi 28 avril. Selon l'organisation humanitaire, le nombre des personnes exécutées pour trafic de drogue a augmenté régulièrement depuis 1987, lorsque la peine capitale est devenue applicable pour ce délit. 251 personnes ont été décapitées de 1990 à 1994 et au moins 90 depuis le début de 1995. Le ministre de l'Intérieur avait déclaré, jeudi, que son pays « applique les lois divines et n'accorde aucune importance à ceux qui les critiquent ». - (AFP)

## PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : la municipalité de Jérusalem veut confisquer 440 hectares de terres arabes afin d'y bâtir des logements pour les Israéliens, a indiqué, vendredi 28 avril, le *Jerusalem Post*. Cette décision fait suite à l'annonce par le gouvernement de la saisie de 53 hectares à Jérusalem-Est, mesure contre laquelle l'Autorité palestinienne a vivement protesté. - (AFP)

■ Des « collaborateurs » palestiniens seraient responsables de la mort, le 23 avril, de Abdel Samed Hrizat, après trois jours d'interrogatoires dans une prison israélienne. Ce détenu palestinien aurait reçu des coups portés à la tête par cinq de ses compatriotes employés par le service de sécurité intérieure israélien (Shin Beth), a rapporté, vendredi 28 avril, la radio militaire israélienne. - (AFP)

## AFRIQUE

■ RWANDA : le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné, vendredi 28 avril, « la mise à mort de nombreux civils » au camp de réfugiés de Kibeho. Mais il n'a ni désigné les responsables du massacre du 22 avril ni précisé le nombre des victimes. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : la rébellion a rejeté, vendredi 28 avril, les propositions de la junte au pouvoir, l'invitant à cesser la lutte armée pour se joindre au processus électoral. Le porte-parole du Front révolutionnaire uni (RUF) a affirmé, à Abidjan, que le régime militaire n'avait « aucune légitimité » et ne contrôle que « moins de 6 % » du pays. - (AFP)

## ASIE

■ AFGHANISTAN : des dizaines de combattants du mouvement des taliban (étudiants en religion) ont été tués et blessés lors d'une offensive lancée par les forces présidentielles dans la province de Farah, dans le nord-ouest du pays, a rapporté, vendredi 28 avril, Radio-Kaboul. Celle-ci a affirmé que, au moins 90, ont été faits prisonniers. - (AFP)

## Les séparatistes tamouls multiplient les opérations contre l'armée sri-lankaise

LA SITUATION s'est brutalement détériorée, samedi 30 avril, au Sri-Lanka où un avion militaire a été abattu dans le nord du pays par un missile infrarouge sol-air tiré par des guérilleros séparatistes tamouls, tuant les 51 personnes qui étaient à bord. Un premier avion militaire avait été abattu dans les mêmes conditions, le 22 avril, au même endroit, causant la mort de 45 personnes. Les séparatistes « Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul » (LTTE) avaient lancé trois attaques dans le Nord, dont ils contrôlent la plus grande partie, tuant au moins 20 soldats.

Il s'agissait là d'une réplique à une offensive de l'armée contre deux camps du LTTE à Vavuniya, au cours de laquelle 3 soldats et 18 cadres rebelles avaient été tués. Depuis qu'ils ont rompu la trêve, le 19 avril, les « Tigres », selon les autorités, ont perdu 44 hommes et les forces gouvernementales, 165.

De passage à Paris où elle a obtenu de la Banque mondiale la confirmation d'une aide financière pour son pays d'environ 4 milliards de francs, la présidente du Sri-Lanka a tenu à relativiser, vendredi 28 avril, la portée de ces affrontements en les qualifiant d'« incidents isolés ». « Nous maîtrisons la situation et nous nous efforçons d'éviter qu'elle ne dégénère en une guerre de grande échelle », a précisé M<sup>me</sup> Chandrika Kumaratunga, qui s'exprimait toutefois avant le regain de tension provoqué, samedi, par la destruction des deux avions militaires.

### COURPES DE LA BASE

Elue président, en novembre, après avoir clairement annoncé qu'elle assouplirait l'attitude de Colombo à l'égard de la communauté tamoule - concentrée dans l'extrême nord et l'est de l'île - M<sup>me</sup> Kumaratunga avait accepté, début janvier, de conclure avec le LTTE une accorde de « cessation des hostilités » dans l'espoir de mettre fin à une guerre civile qui a fait 30 000 morts en une décennie. C'est ce fragile compromis qui vient d'être dénoncé par les séparatistes tamouls au motif que le gouvernement refuse de démanteler ses bases militaires sur la ligne de front.

Tirant le bilan de cette trêve, le chef de l'Etat estime que son gouvernement « a fait plus de concessions qu'aucun autre gouvernement n'en a jamais fait. Nous avons commencé à discuter non pas parce que nous étions faibles mais parce que nous estimions que la question tamoule avait été très mal gérée par les précédents gouvernements, a-t-elle expliqué. Afin de prouver notre sincérité, nous n'avons même pas demandé comme préalable au LTTE de déposer les armes ».

Selon elle, les concessions ont été déséquilibrées. « En fait, le cessez-le-feu a été plus avantageux pour les LTTE que pour nous. Nous avons levé l'interdiction de la pêche et l'embargo (imposé à la péninsule de Jaffna, contrôlée par les rebelles) sur tous les produits sauf huit qui correspondaient à des équipements militaires. Mais de leur côté, ils ont réclamé le démantèlement des camps militaires qui les empêchaient précisément d'étendre leur influence dans les zones qu'ils ne contrôlaient pas. C'était stupide de leur part. Et cela, sans même accepter de discuter sur des solutions politiques ».

Si elle rappelle que le LTTE est une organisation ayant commis de nombreux « meurtres », M<sup>me</sup> Kumaratunga n'a pas abandonné l'espoir de ramener les rebelles « à la table des négociations ». « La situation n'est pas désespérée », a-t-elle précisé. Afin de sortir de l'impasse actuelle, elle a indiqué qu'elle annonçait, « ces prochaines semaines », un plan (« package ») traçant des perspectives politiques et institutionnelles. Tout en réitérant son refus d'un Etat séparé tamoul que réclame le LTTE, elle a précisé que son propre projet serait « très proche d'une solution fédérale ».

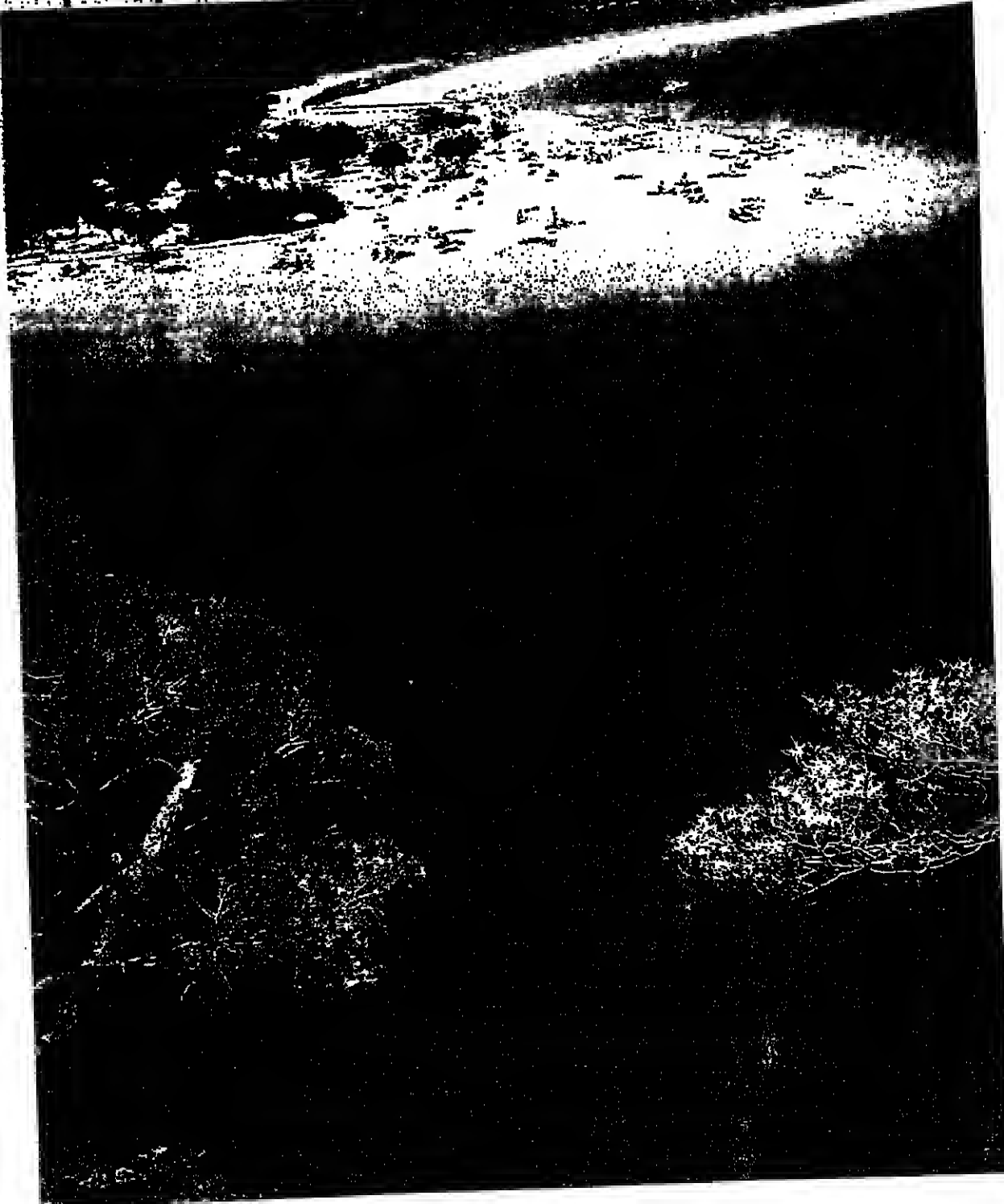
Il s'agit, de sa part, d'une évolution très sensible puisqu'elle se refusait jusqu'à maintenant à utiliser ce terme, craignant que ses opposants cinghalais - déjà très critiques à l'égard de sa gestion en sursomme de la crise tamoule - ne l'assimilât à une « partition ». « Nous envisageons une dévolution des pouvoirs dans le cadre d'un Sri-Lanka uni », a-t-elle précisé. Les gouvernements provinciaux disposeraient d'importants pouvoirs administratifs.

M<sup>me</sup> Kumaratunga se veut d'autant plus confiante qu'elle estime que le LTTE est en train de se couper de sa base. « La population tamoule veut passionnément la paix, a-t-elle souligné. Et le LTTE s'inscrit aujourd'hui contre sa population en ne souhaitant pas cette paix ». Cette attitude des « Tigres » plonge de nombreux observateurs dans la perplexité. Les plus sceptiques avancent que le mouvement rebelle est par essence une organisation armée qui ne survivrait pas à une processus démocratique. Le LTTE dément évidemment être hostile à toute solution politique.

Dans un communiqué diffusé, le 25 avril, il affirmait que la rupture de la trêve ne signifie pas qu'il a « fermé la porte » à toute discussion visant à établir une « paix durable ». Mais il avertit qu'il ne saurait « baisser la garde » face à un gouvernement qui, selon lui, persiste dans l'« option militaire ».

Frédéric Bobin

## La plage privée de Cléopâtre Depuis, publique...



La légende voudrait que le sable fin de la côte égéenne turque ait été amené d'Egypte par Marc Antoine pour que la Reine du Nil s'y sente chez elle. Aujourd'hui comme hier, la nature et l'histoire s'unissent en

Turquie pour recréer le paradis de Cléopâtre. La côte turque, une mosaïque d'anquités et de plages sablonneuses, répond aux désirs de chacun. Pourquoi penser aller ailleurs?

L'Europe que vous ne connaissez pas. L'Asie que vous aimez découvrir.

ROQUE

REUSSA  
NATIONALE ET  
DIVISION BAC  
FRANCAIS - VISA  
ECONOMIQUE - SCIENCES  
MATH SUP ET SP  
ECONOMIQUE-PHAR  
MOT - Sciences E  
ECONOMIQUE-PHAR  
MOT - Sciences E  
ECONOMIQUE-PHAR  
MOT - Sciences E



حکذا من الاجل

6



**1<sup>er</sup> MAI** Jean-Marie Le Pen a choisi le jour de la traditionnelle manifestation organisée par le Front national sous le prétexte de fêter Jeanne d'Arc pour faire part de sa consigne

de vote. ● **HÉSITATIONS.** Les dirigeants du parti d'extrême droite paraissent divisés sur l'attitude à observer. Ceux qui, comme M. Mégret, souhaitent une évolution à l'italienne

## FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

penchent plutôt pour un refus de la gauche, comme cela avait été le choix de M. Le Pen en 1988. D'autres se plaisent à souligner que les deux septennats de M. Mitter-

rand ont permis à leur mouvement de progresser - ce qui, avec M. Jospin à l'Elysée, pourrait continuer. ● **SYNDICATS.** L'importance de suffrages recueillis par la droite ex-

trême le 23 avril n'a pas amené les syndicats à mettre fin à leur traditionnelle division lors des cérémonies organisées pour la Fête du travail.

# Le Front national n'est pas enclin à favoriser l'élection de M. Chirac

Jean-Marie Le Pen a attendu le 1<sup>er</sup> mai pour préciser sa position lors du second tour de l'élection présidentielle. Certains de ses proches ont multiplié les déclarations aimables pour Lionel Jospin

LE 1<sup>er</sup> MAI, Jean-Marie Le Pen annoncera sa position pour le second tour de l'élection présidentielle. Auparavant, le Front national, prenant prétexte de sa traditionnelle fête de Jeanne d'Arc, aura fait une démonstration de sa force en défilant du boulevard Saint-Germain à la place de l'Opéra. Là, face au Palais-Garnier, le chef de file de l'extrême droite livrera aux manifestants le fruit d'une semaine de réflexion. Car, au Front national, comme le souligne d'un ton respectueux le secrétaire général du parti, Carl Lang, « c'est M. Le Pen qui décide » et, comme semble le regretter le délégué général, Bruno Mégret, « le bureau politique ne donne que son avis ». Jusque-là, le secret sera donc bien gardé. Histoire de faire durer le suspense. Mais il

n'y a pas de bon suspense sans petites phrases savamment distillées, et M. Le Pen n'a pas failli à cette tradition-là.

Juste avant de s'envoler, mardi 25 avril, pour Bruxelles afin de participer à la session parlementaire européenne, le président du mouvement a pris soin de donner le ton. Perfidie, il s'est appliqué à flatter le candidat socialiste, Lionel Jospin, le qualifiant d'homme « respectable » pour avoir dans sa campagne « observé un certain nombre de règles, une certaine retenue » à l'égard du Front national. Compliments répétés dans Paris-Match du 4 mai, en l'adressant, cette fois, à Jack Lang et à Henri Emmanuel, dont les discours d'ouverture, selon lui, à l'égard de l'électorat lepéniste lui font dire que « ce sont de vrais politiques », Jacques

Chirac, quant à lui, n'a pas été ménagé. Une fois de plus, M. Le Pen a dénoncé les « attaques débridées » dont lui et son parti font l'objet, et il a souligné qu'il ne pourrait pas soutenir « un candidat qui ferait preuve d'un astrosisme de principe ». Tout cela pour, au final, mettre les deux candidats dans un même panier en les taxant d'être « deux sociaux-démocrates pratiquement en accord sur tout » et en leur annonçant qu'ils devront « faire un gros effort pour élargir leur plate-forme » s'ils veulent un soutien de sa part.

Autant de propos qui, pris tels quels, conduisent à penser que le chef frontiste pourrait faire voter Jeanne d'Arc (vote blanc) ou ne pas donner de consigne précise - l'abstention n'étant pas, selon M. Mégret, « dans le tempérament FN ». La consigne de vote aurait l'avantage de respecter l'hétérogénéité des électeurs de M. Le Pen.

### GRAND SOIR

Lors de l'élection présidentielle de 1988, les suffrages du FN s'étaient reportés au second tour dans une proportion d'environ deux tiers sur M. Chirac et d'un tiers sur François Mitterrand. Une proportion d'électeurs difficile à évaluer avait refusé de choisir entre « le pire et le mal », selon la formule de M. Le Pen lui-même. Cette formule correspondrait également à une nou-

velle analyse des responsables du FN sur l'avenir de leur mouvement faite à la lumière des résultats du dimanche 23 avril. Analyse développée notamment par Bruno Mégret dans *Le Français* de mardi 25 avril, un quotidien à la création duquel il a participé. Celui-ci, additionnant les scores de M. Le Pen et de Philippe de Villiers, estime « sans s'embarasser de détails » qu'il y a maintenant en France une droite nationale de 20 %, organisée autour du FN, et rêve d'un grand soir en soulignant que « quel que soit le résultat du second tour, le président élu sera, de tous les présidents de la V<sup>e</sup> République, celui qui aura recueilli le plus faible score au premier tour ». Aussi, certains responsables du FN misent sur un troisième tour social. Ainsi, Dominique Chaboche, vice-président du parti, proche de M. Le Pen, déclare dans *Le Quotidien de Paris* du 26 avril qu'« il n'y aura pas de mai 1968 », que « ce sera plus dur ».

Vu à travers ce prisme, le nom du futur président devient en effet secondaire pour le parti d'extrême droite. Certains militants ne manquent d'ailleurs pas de souligner que c'est sous la présidence de M. Mitterrand que le FN a prospéré. Mais, pour prévenir toute tentation, M. Mégret, partisan de longue date d'une évolution à l'italienne de son mouvement, affirme haut et fort

que « M. Jospin est socialiste » et que le FN est « de tradition antisocialiste ». D'autres militants préfèrent miser sur les difficultés que M. Chirac, affaibli par la querelle avec Edouard Balladur, pourra rencontrer.

Pendant toute cette semaine, journaux proches du FN et membres du bureau politique ont maintenu la pression. Ils ont accumulé les déclarations ren-

ferme des HLM de Paris ». M. Mégret, lui, pose une question : « M. Chirac est-il réellement un candidat antisocialiste ? »

Le 1<sup>er</sup> mai 1988, M. Le Pen avait dit : « Non, non, non, pas une voix pour François Mitterrand ; pas un Français de cœur ne peut opposer sa voix à cet homme-là ». Affirmant : « Nous sommes placés devant un choix alternatif entre le pire et le mal », il avait toutefois

### Ecuménisme contre le racisme en Alsace

Une semaine après le score sans précédent de Jean-Marie Le Pen en Alsace (25,41 %), mais sans y faire allusion, les représentants régionaux des religions catholique, protestante et juive invitent, dans un message commun, à « faire barrage au racisme et à l'antisémitisme ». René Gutman, grand rabbin du Bas-Rhin, Charles Brand, archevêque de Strasbourg, Michel Hoeffel (Eglise luthérienne) et Antoine Pfelffer (Eglise réformée) y rappellent « nos grandes affirmations millénaires : l'éminente dignité de la personne humaine, créée à l'image de Dieu, l'unité du genre humain, le refus de toute atteinte à la vie, la fraternité et l'égalité de tous les hommes devant la loi, l'amour et la justice comme fondement de notre société (...), les affirmations qui, toutes, sont en opposition absolue avec les conceptions raciales et d'exclusions ».

### « Chirac nous ment »

Sous le titre « Chirac nous ment comme en 1986 », le quotidien *Présent* du 27 avril affirme qu'à cette époque le maire de Paris « promettait (...) de lutter contre l'immigration clandestine, comme aujourd'hui », en ajoutant que, « six mois après son entrée à Matignon », une « seule réforme lui était apparue urgente, nécessaire : la suppression de la proportionnelle et donc l'élimination future du groupe FN à l'Assemblée nationale ». « Comment attacher de l'importance à son dernier clin d'œil ? », demande l'auteur de l'article, Georges-Paul Wagner, membre du bureau politique du Front national.

Dans une autre publication liée au parti d'extrême droite, *National Hebdo*, Martin Pelletier, directeur de la rédaction, accuse M. Chirac d'avoir refusé « depuis douze ans tout accord » avec M. Le Pen. A défaut d'un « engagement précis et public » de sa part, menace M. Pelletier, M. Chirac « prendra la responsabilité, une fois de plus (...), de faire passer le socialisme ».

## Comme d'habitude, les syndicats manifestent en ordre dispersé

UNE FOIS DE PLUS, c'est en ordre dispersé que les trois grandes centrales syndicales, la CFDT, la CGT et FO, célébreront, lundi 1<sup>er</sup> mai, la fête du travail. Ni le centième anniversaire de la Confédération générale du travail qui sera fêté séparément au mois de septembre par la CGT et par FO, toutes deux issues de cette confédération après la scission de 1947, ni les 15 % de suffrages atteints par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle n'auront permis de créer un sursaut syndical.

Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, prendra la tête du cortège parisien de la centrale ouvrière qui défilera de la place de la République à la gare Saint-Lazare, lundi à partir de 14 h 30. Dans la capitale, les cégétistes recevront le renfort de la FSU - organisation d'enseignants issue de la FEN -, du SUO PTT, de la jeunesse ouvrière chrétienne, des deux UNEF et d'une trentaine d'associations de lutte contre le racisme, de défense des chômeurs (MRAP, Fasti, Apeis AC...), mais aussi de DAL, Droits devant, à la pointe des opérations de réquisition de logement à Paris

pendant l'hiver. Marc Blondel a préféré accepter l'invitation de l'union départementale FO de l'Hérault. Il devrait prononcer un discours sur le mont Saint-Clair à Sète, haut lieu de la résistance syndicale pendant la seconde guerre mondiale. C'est en effet sur ce mont que Léon Jouhaux, premier président de FO, a trouvé refuge pendant un an d'août 1940 à septembre 1941, et de là a dirigé la CGT dans la clandestinité. La se rassemblera ensuite avec des militants et des adhérents autour d'une pael-la géante à Frontignan (Hérault).

### BANALISATION

Quant à Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, elle passera un 1<sup>er</sup> mai studieux en compagnie de ses conseillers pour préparer le club de la presse sur Europe 1. Des cinq confédérations, elle est la seule à avoir marqué officiellement son inquiétude face au score élevé de l'extrême droite au récent scrutin. Elle a d'ailleurs été immédiatement relayée sur ce thème par Jean-Paul Gutfreund, secrétaire général de l'union départementale CFDT-Alsace (où le Front national a recueilli 25,4 % des suffrages), qui

« invite les responsables politiques à analyser sans complaisance les résultats de ce premier tour » dans la perspective des municipales.

Déjà en 1981 et en 1988, la célébration de la fête du travail était intervenue entre les deux tours de l'élection présidentielle. Mais il y a sept ans, l'émotion suscitée par les 14,5 % des suffrages exprimés que venait d'obtenir Jean-Marie Le Pen au premier tour, ainsi que son intention de célébrer la fête de Jeanne d'Arc le 1<sup>er</sup> mai, avait provoqué un immense tollé parmi les syndicats. Pas moins de trois défilés, l'un constitué par la CFDT, la FEN et les autotomes, un second autour d'un collectif unitaire pour le 1<sup>er</sup> mai et un troisième avec la CGT, s'étaient mobilisés pour ne pas laisser le pavé parisien au Front national et s'opposer à « cette réciprocité ». Les 27 % d'ouvriers que, le 23 avril, ont accordé leurs suffrages au parti d'extrême droite, ainsi que les 18 % de chômeurs qui ont opté pour le même choix (*Le Monde* du 25 avril) sont aujourd'hui en partie responsables de la gêne syndicale qui s'exprime par l'absence de réactions et de manifestations « anti-Front ». Ces si-

lences en disent aussi long sur l'état de faiblesse et de division des forces syndicales en France.

Certes, depuis 1988, les manifestations du parti de Jean-Marie Le Pen se sont redoublées chaque 1<sup>er</sup> mai. Du « scandale de la découverte », alors, on est passé à une « banalisation » du phénomène, comme Guy Groux, chercheur au Centre d'études de la vie politique française, spécialiste des syndicats. Pour lui, « cela reflète la faiblesse extraordinaire des organisations syndicales et leur désarroi politique au bout des deux derniers septennats ». Face à l'absence d'élan unitaire ou de démarche commune, la CGT explique que « les autres organisations syndicales ne créent pas les conditions de la mobilisation ». Au nom de la loi départementale FO de Paris, qui, dans un communiqué, a dénoncé « la montée des xénophobes », Jean Groux déplore que « les responsables syndicaux soient incapables de se mettre d'accord sur le minimum ». De toute façon, le dernier 1<sup>er</sup> mai unitaire dans la capitale, rassemblant la CGT, la CFDT et la FEN, remonte à 1983.

Tres loin de se produire à Paris, mon ancien premier ministre. Inutile d'en parler à Léotard [Francois], il a suffisamment d'ennuis comme ça.

De Jean-Marie Le Pen à 15 % de Français : La bande des quatre (Chirac, Balladur, Giscard, Villiers) me méprise et vous méprise. S'ils ne veulent pas de moi, moi, je n'ai pas besoin d'eux. J'aurai l'occasion de vous en parler plus longuement le 1<sup>er</sup> mai. Soyez vigilants, on vous ment.

Des centristes aux centristes : Bien sûr, comme nous en étions convenus à la lecture des premiers sondages, nous aurions préféré Edouard Balladur. Finalement c'est Jacques Chirac. Il n'est pas sans qualités. C'est un homme ouvert, mesuré, et qui se dit tout disposé à accorder au centre (et aux centristes) la place qui leur revient naturellement. Il faut prendre le risque de participer au gouvernement. La défense de nos convictions est à ce prix.

les démarches intersyndicales apparaissent moins difficiles en province. Elles sont même, comme en 1994, en sensible progression dans les régions Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Corse d'Or, en Loire-Atlantique. Ainsi la CGT fait état d'appels locaux associant plusieurs syndicats dans au moins vingt-six départements. Dans certains cas particuliers, comme à Chambéry, l'appel fait le plein et rassemble tous les syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC) auxquels s'ajoute la FEN, La FSU,

l'Unef-ID. Toutefois FO s'en tient dans la grande majorité des cas à des « manifestations décentralisées » en envoyant un membre de son bureau confédéral dans presque chaque ville de province où elle tient un meeting. En Lorraine, et en particulier à Nancy et à Épinal, la CFDT organisera pour le 1<sup>er</sup> mai des manifestations originales associant cirque, théâtre, spectacles de rues et actions concrètes.

Alain Beau-Méry

### Célébré depuis 1889, férié en France depuis 1941

● **Chicago.** Le 1<sup>er</sup> mai est une journée de lutte internationale des travailleurs et de revendications sociales. C'est en 1889 à Paris, où se tenait le congrès constitutif de la deuxième Internationale socialiste, que fut prise la décision de faire de cette date une manifestation d'ouvriers à l'échelle mondiale. Les premières manifestations eurent lieu dès l'année suivante. Jusqu'en 1920, elles furent émaillées de violence. En 1891, à Fourmies dans le Nord, dix manifestants furent tués. Journée d'action, jour chômé, l'état finit par accorder un jour férié en 1937 : les fonctionnaires n'ont plus à faire grève pour manifester le 1<sup>er</sup> mai.

● **Vichy.** En 1941, le maréchal Pétain, chef de l'Etat français, instaure la Fête nationale du travail et choisit la date du 1<sup>er</sup> mai pour exposer les principes de la Charte du travail qu'il entend imposer comme cadre des relations sociales.

Post scriptum : Nous sommes toujours en contact avec Jacques Delors.

De Jacques Chirac aux électeurs de droite : Je vous ai compris. Votre message du 23 avril m'est bien parvenu, aussi ai-je fait le nécessaire pour que personne, pas même le premier ministre, ne soit tenu à l'écart de la campagne que je mène tout seul. Je sais que vous êtes las des querelles de famille. Je suis donc convaincu que vous me saurez gré des efforts de réconciliation que nous menons depuis lundi.

Des sondés aux deux candidats : Nous sommes au regret de ne pas pouvoir répondre, avec certitude, aux demandes précises que vous nous avez, tous deux, adressées concernant les sept années à venir. Nous nous étions déjà étonnés, avant le premier tour, des conclusions hâtives que vous vous étiez autorisés à tirer de nos conversations. Comme vous avez pu le constater, nous avons déposé une

protestation en ce sens le 23 avril. Nous vous serions reconnaissants de ne pas réitérer cet impair, car nous ne répondrions, alors, plus de rien.

Des sondés aux sondés : C'est avec une grande tristesse que nous avons appris, en ouvrant notre courrier, le 23 avril, que vous n'aviez pas suivi nos prédictions. Sachez que votre légèreté nous place dans une situation délicate à l'égard de nos clients. Etes-vous disposés à reprendre une collaboration, qui a fait la preuve de son efficacité par le passé, au plus tard d'ici le 7 mai ?

Des deux candidats aux électeurs, poste restante : Nous espérons vous revoir tous le 7 mai. Avancez-vous la gentillesse de prévenir de notre rendez-vous tous ceux que nous n'avons pas encore pu joindre ? D'avance, nous vous en remercions.

Récit de la séquence France

IL RESTE huit jours pour « faire passer le message », comme on l'affirme dans les états-majors des deux candidats. Les messages, de fait, se multiplient.

De François Mitterrand à Lionel Jospin : Enfin une lettre, me direz-vous. Il m'est revenu que le vous néglerais. Henri s'en est ouvert auprès de moi.

Il aurait même souhaité, qu'à l'occasion de votre passage sur mes terres landaises, je vous rende visite. J'ai toutefois douté qu'Henri fût votre meilleur interprète, aussi me suis-je résolu à lui confier ce message. Sachez que je suis à vos côtés dans cette bataille. On me prête encore quelque influence auprès du peuple de gauche. Que vous en exprimiez seulement le

vœu et le vous en ferez bénéficier.

De Lionel Jospin à François Mitterrand : J'ai bien reçu votre message et je vous en remercie. J'espère que vous allez bien. Quant à moi, je vais très bien. Henri s'en inquiète à tort, cette campagne me profite beaucoup. On me dit que j'ai grandi et forci. Vous ne me reconnaîtrez peut-être plus à la rentrée.

De Raymond Barre à Jacques Chirac : J'accuse réception de votre invitation, en date du 27 avril. Malheureusement, je suis au regret de vous informer, par la présente, que je ne pourrai assister, samedi, à votre petite fête de Bagatelle. Des obligations professionnelles auprès de personnalités éminentes me tiennent éloigné de Paris à cette date. Soyez assuré que j'aurai une pensée pour vous et croyez à ma bienveillante considération.

Des barons aux gaullistes : Nous, barons du gaullisme, faisons solennellement allégeance à

Jacques Chirac et appelons nos amis et fidèles électeurs à rallier la maison du maire de Paris.

De Philippe de Villiers à Jacques Chirac : La France vaut bien une Bagatelle. Sur les conseils de Marie-France (Garaud), dont j'ai pu apprécier, après vous, la pertinence, je me rendrai donc bien volontiers à votre invitation.

Post scriptum : Savez-vous si les frais occasionnés par ma venue peuvent être intégrés dans mon compte de campagne ? Sinon, puis-je m'adresser, pour remboursement, à l'Hôtel de Ville de Paris ? De Valéry Giscard d'Estaing à l'UDF : Je suis ravi de vous retrouver à l'occasion de cette petite cérémonie de Bagatelle, organisée par mon ami Jacques Chirac, avec lequel, comme vous le savez, j'entretiens les meilleures relations. N'hésitez pas, à cette occasion, à me faire part de vos souhaits quant à votre avenir, je saurai m'en faire le porte-parole efficace auprès de



Jacques Delors, président du comité de soutien à Lionel Jospin

## « Un hymne au franc fort a trop souvent masqué le débat »

L'ancien président de la Commission européenne souhaite l'arrivée au pouvoir d'une « nouvelle génération »

Dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, Jacques Delors, président du comité de soutien à Lionel Jospin, se déclare inquiet devant le discours « follement ambigu » de Jacques Chirac sur

l'Europe. L'ancien président de la Commission européenne confirme aussi « sans plaisir » que le passage à la monnaie unique ne lui paraît possible qu'en 1999, à cause de l'état actuel des déficits

publics français. Il assure être d'accord « à quelques nuances près » avec le programme économique de M. Jospin, en constatant que « dans les années passées, on a entonné trop souvent un

hymne au franc fort, ce qui a masqué le débat ». Lui préfère parler du « franc stable ». Interrogé sur le rôle qu'il pourrait jouer en cas de victoire du candidat socialiste, M. Delors a répondu que

« dans la France de demain » il y aurait « de la place pour tout le monde », mais que « la grande chance de Lionel Jospin était de pouvoir s'appuyer sur une nouvelle génération ».



Jacques Delors

« Quand vous avez renoncé à vous présenter à l'élection présidentielle, vous avez notamment donné pour explication que vous ne pourriez pas compter sur une majorité. Lionel Jospin, lui, a-t-il plus de chances d'y parvenir ? »

« J'ai évoqué à l'époque, je vous le rappelle, des questions aussi bien personnelles que politiques. Dans ce dernier cas, je bénéficiais de sondages favorables, mais qui intervenaient avant le véritable début de la campagne présidentielle. Lionel Jospin estime, lui, que s'il gagne, sa victoire créera une dynamique telle qu'il pourra, sans doute après un référendum pour amender la Constitution et après des élections législatives, rassembler une majorité au Parlement, grâce à une recomposition de la vie politique française. »

« Pensez-vous qu'il arriverait en tête au premier tour ? »

« Sans être un spécialiste de la question, j'observe que depuis longtemps les enquêtes d'opinion font apparaître les rapports de forces actuels, avec 20 % pour ce qu'il est convenu d'appeler la droite de la droite, 40 % pour la droite parlementaire et 40 % pour la gauche. J'ai donc toujours pensé que Lionel Jospin ferait autour de 22 %. Ma surprise a été que Jacques Chirac soit en dessous de Lionel Jospin. »

« Ce qui change véritablement la donne ? »

« Dans une campagne électorale, il y a toujours des dynamiques qui s'engendrent, une sorte d'engrenage. C'est ce qui s'est passé au soir du premier tour. La simple annonce de l'arrivée en tête du candidat de la gauche - alors qu'on spéculait sur le fait qu'il ne participerait même pas au second tour - a créé un climat politique nouveau. »

« Sur quelles réserves de vote Lionel Jospin peut-il compter pour le second tour ? »

« Sur les réserves propres à une élection présidentielle. C'est un scrutin différent des autres. Il s'agit d'un dialogue direct entre un candidat et l'ensemble des citoyens. Une telle configuration peut donc bousculer les dogmes traditionnels de la vie politique, mais, pour ce soit le cas, il faut savoir entendre ce que les électeurs ont voulu exprimer lors du premier tour. Et, à mon humble avis, cela se résume à une phrase : « Ne nous oubliez pas ! » C'est ce qui explique une partie des résultats. Il y a eu un vote de contestation. Celui-ci a longtemps été l'apanage du Parti communiste ; il y a eu aussi des flammées de populisme. Cette contestation actuelle illustre un certain état de la société. »

« Dans le vote de protestation, vous englobiez des suffrages qui se sont portés sur des candidats très différents. »

« J'admetts que c'est un raccourci. Je ne veux pas faire injure à ceux qui, par tradition ou par conviction, ont voté pour M. Hue, et je ne veux pas sous-estimer les dangers inhérents à des attitudes hyper-nationalistes ou racistes. En parlant de vote de protestation, j'essaie seulement de trouver la principale clef de lecture de ce vote. »

« Cela veut-il dire que M. Jospin doit, lui aussi, traiter les thèmes de la sécurité ou de l'immigration ? »

« Dans une certaine mesure, oui, mais à la condition de ne pas tomber dans la facilité et de ne pas chercher de boucs émissaires, comme le fait l'extrême droite. Il faut sortir de la tête des gens le fait qu'il puisse y avoir un lien exclusif entre immigration et insécurité. »

« Dans ce vote protestataire, il y a aussi une forme d'opposition à l'Europe, telle qu'elle se construit. »

« Il faut être bien conscient que le monde change à une vitesse extraordinaire. L'interdépendance croissante des économies, globalisation des problèmes, émergence de nouveaux compétiteurs, notamment de certains pays asiatiques au sein du sous-développement : voilà l'univers dans lequel nous vivons. Il faut donc se demander si la France, seule, protégée par je ne sais quelle ligne Maginot, pourrait se protéger des turbulences du monde. La réponse est évidemment « non ». La construction européenne doit donc être l'instrument pour que chacun puisse

s'adapter à cette nouvelle donne. Faire de l'Europe le bouc émissaire de nos difficultés, c'est l'erreur la plus criminelle que l'on puisse commettre pour l'avenir de la France. »

« Vous avez cette crainte avec M. Chirac ? »

« Ce n'est pas le discours habile, mais follement ambigu, qu'il tient qui me rassure. Il est très difficile d'avoir une position claire sur l'Europe que l'on veut et en même temps pêcher dans les eaux des partisans du traité de Maastricht et dans celles de ses détracteurs. »

« M. Chirac veut participer au pilotage de la voiture européenne, mais quand il soulève le capot et que j'examine ses propositions, j'ai la conviction que la voiture d'avancera pas. »

« Pourquoi ? Que voyez-vous sous le capot ? »

« Il y a dans ses propositions une sorte d'arrière-pensée : tout ce qui est français a une valeur universelle et ce que proposent les autres pays a forcément beaucoup moins d'importance. Je pourrais multiplier les exemples : M. Chirac n'est pas clair sur ce que pourraient être des actions communes en matière de politique étrangère ; il ne l'est pas davantage sur les procédures de décision au sein de l'Union ni sur le rôle de la banque centrale européenne. Je relève, aussi, que dans le passé, il s'est attaqué avec beaucoup de démagogie à la Commission dont la mission est à la fois d'être la gardienne du traité, le vecteur des propositions nouvelles et le médiateur recherchant inlassablement le consensus et l'efficacité dans la prise de décision. »

« Vous-même, vous faites preuve de souplesse. Vous ne plaidez pas pour le passage à la monnaie unique dès 1997. »

« D'abord, pour l'histoire, je dois vous dire que lors de la préparation du traité de Maastricht, j'avais plaidé pour que l'on ajoute un ou deux critères de convergence, concernant l'emploi. Cette proposition a été refusée. Cela dit, c'est sans plaisir que j'ai indiqué que l'hypothèse la plus réaliste est le passage à la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999. Vous en connaissez la raison : les déficits publics français ont atteint 6 % à la fin de 1994 et pourraient encore avoisiner 5 % à la fin de 1995, même avec une croissance de 3,5 %. »

« Il nous restera donc à trouver près de 150 milliards de francs pour que les déficits soient ramenés à 3 %, conformément au traité. C'est impossible à réaliser en un an, surtout si l'on veut, quel que soit, d'ailleurs, le résultat de l'élection, dégager les marges suffisantes pour engager des actions fortes pour lutter contre le chômage. Je le regrette, mais c'est ainsi : il faut mieux se donner trois exercices pour parvenir au résultat. Je ne peux pas donner la priorité à 1997 sur 1999, au détriment de l'emploi. »

« D'inspiration franchement keynésienne, le programme de M. Jospin rompt avec la politique économique des derniers gouvernements socialistes. Sa philosophie est-elle vraiment la vôtre ? »

« Oui, à quelques nuances près. Vous observerez que l'on retrouve dans cette plate-forme de nombreuses dispositions qui sont dans le droit fil de ce que j'avais moi-même préconisé avec mon Livre blanc, adopté par le Conseil européen en décembre 1993. De plus, dans la conjoncture actuelle, il faut « maximiser » la croissance. Dans le partage de la valeur ajoutée, il faut donc faire la juste part aux salaires directs, aux allègements de charges et aussi à l'investissement privé et public, en trouvant le bon dosage. »

« Enfin, comme tout le monde convient qu'il y a une spécificité européenne du chômage et que le traitement social ne suffit pas à y remédier, nous devons avoir une politique plus active de l'emploi et savoir anticiper l'accélération du progrès technique, qui réduit inévitablement la quantité nécessaire de travail pour produire les mêmes biens. Il faut donc se tourner vers l'avenir, repenser la place du travail dans la société et dans la vie de chacun. C'est le mérite du programme de Lionel Jospin et ce qui le distingue du programme de M. Chirac : il ne se borne pas au

traitement social, mais il va beaucoup plus loin, avec sa proposition de réduction du temps de travail, ou celles portant sur des grands programmes pour lutter contre l'exclusion ou l'aménagement des quartiers défavorisés. »

« N'apportez-vous pas votre caution à une politique économique dans laquelle, méritement, vous pourriez ne plus vous reconnaître ? C'est tout de même vous qui avez négocié le grand virage de la désinflation des salaires et de la « rigueur » ? »

« Oui, et on a eu tort, à ce sujet, de parler de parenthèse. Dans une économie ouverte, il faut toujours savoir allier rigueur et solidarité. C'est une réflexion qui est post-keynésienne comme post-keynésienne. Une chose est de dire que le partage de la valeur ajoutée entre profits et salaires justifie une inflexion, parce qu'il s'est déformé et qu'on a été trop loin. Autre chose est de dire : « Après la rigueur, vive la croissance à tout va ! » Dans les années passées, on a entonné trop souvent un hymne au franc fort, qui a masqué le débat. »

« C'est ce qu'a souvent dit M. Jospin quand il critiquait la politique économique conduite durant le second septennat... »

## Les deux candidats acceptent les contraintes de la monnaie unique

Pour MM. Chirac et Jospin, la discipline européenne ne doit pas freiner la lutte contre le chômage

LE CALENDRIER européen ne laissera pas beaucoup de temps de réflexion au nouveau président de la République. A peine installé, il devra préparer la réunion du G7 à Halifax (15-17 juin), qui aura été précédée de la traditionnelle sommet franco-allemand, puis le Conseil européen de Cannes (26-27 juin) ; il devra donner des instructions à son représentant au sein de groupe chargé des travaux préparatoires à la conférence intergouvernementale de 1996 (CG), dans leurs déclarations publiques, Jacques Chirac et Lionel Jospin ne sont pas beaucoup sortis des généralités, mais, à des degrés divers et avec des priorités différentes, ils ont déjà affirmé leurs positions avec leurs conseillers respectifs.

Il y a une idée centrale : c'est avec l'Allemagne que devra d'abord être définie la politique européenne. M. Jospin, comme M. Chirac, inscrit à la première place de son calendrier une discussion avec le chancelier Kohl sur la vision de l'Europe des Français et des Allemands. La première priorité est l'Union monétaire et la monnaie unique. Si le délai entre la fixation des taux de change et la mise en circulation d'écus reste flu, une chose apparaît sûre : Maastricht, ses exigences et ses conséquences sont acceptées.

L'Union monétaire, qui imposera de nombreux sacrifices et quelques abandons supplémentaires de souveraineté n'est pas « un mal nécessaire » ou une simple obligation internationale. Pour des raisons assez proches, les deux candidats considèrent que la monnaie unique est « souhaitable » et qu'elle constitue un progrès. Ils y voient le complément indispensable du marché unique, estimant que le développement des échanges ne pourrait se poursuivre, si les taux de change continuent de varier, à l'intérieur de l'Union européenne comme à l'extérieur. La monnaie unique est aussi l'expression de la puissance de l'Europe et un moyen pour la France de garder à travers l'Europe une influence dans le monde.

La proximité des analyses, qui brillent par leur prudence, va plus loin puisque les deux hommes souhaitent sauter le pas « dès que possible », même si l'échéance est plus problématique 1999 que 1997. Le danger que représente pour la construction européenne et d'abord pour la survie du SME la multiplica-

tion des crises monétaires accompagnées de dévaluations compétitives n'est pas sous-estimé, mais la réponse est à peu près la même : il ne faut pas hâter la création d'un groupe de pays ne satisfaisant pas pleinement aux critères de convergence. L'accent mis sur le respect de ces critères, qui devrait rassurer l'Allemagne, souligne les efforts nécessaires pour réduire les déficits publics en France. Des efforts qui seront acceptés, assure-t-on dans les deux camps.

ENTRER OU SORTIR

Du côté de Jacques Chirac, on ajoute qu'une Union monétaire limitée à quelques pays laisserait entier le problème des membres de l'Union qui resteraient en dehors de l'UEM, en bénéficiant de la possibilité de recourir à des dévaluations compétitives. La question ne concerne pas seulement la monnaie. Chez Lionel Jospin, on cite les « régimes particuliers » dont profitent la Grande-Bretagne et le Danemark. On ne peut éternellement rester sur le pas de la porte, dit-on : il faudra entrer ou sortir.

Manifestement conscients d'être éprouvés par les marchés, les deux candidats acceptent toutes les exigences du traité, et se gardent bien de vouloir ajouter un retraiter le moindre mot aux critères de convergence retenus. Au point que Jacques Chirac, qui a pourtant bâti une grande partie de sa campagne sur la nécessité de réduire la fracture sociale du pays, a renoncé à inscrire l'emploi comme critère de convergence supplémentaire. On insiste en revanche chez les deux concurrents sur le fait que la réalisation de l'Union monétaire ne doit pas faire oublier la politique sociale. Ce qui est une façon de refuser de placer l'UEM au rang de priorité des priorités. MM. Chirac et Jospin comptent profiter de toutes les occasions pour compléter les pages restées à demi blanches dans le traité de Maastricht, notamment celles sur l'Europe sociale, même si, pour y arriver, ils doivent batailler avec les Allemands.

L'UEM est une première étape vers autre chose, vers une intégration plus poussée de l'Europe. Les deux candidats sont conscients que la monnaie unique engagera les Etats participants dans un processus qui conduira à une union politique, même si l'expression effraie plus M. Chirac que M. Jospin. Et c'est précisément un des objectifs de la CIG de 1996 de réformer l'UE pour à la fois donner une assise institutionnelle à l'UEM, permettre l'élargissement vers l'Europe centrale que les deux adversaires

jugent inéluctable et souhaitable, développer les bases d'une politique extérieure et de défense commune.

Sur les objectifs, il n'y a donc pas de divergences fondamentales ; leurs conceptions de l'organisation interne de l'Europe diffèrent cependant, l'Europe de M. Jospin étant plus supranationale et plus fédérale que celle de M. Chirac, encore que tous deux pourraient tomber facilement d'accord pour éliminer les « fausses querelles théologiques ». En revanche, le premier est plus intéressé à définir des grandes orientations qu'à entrer dans le détail des réformes, tandis que le second, appuyé sur l'expérience d'Alain Juppé au ministère des affaires étrangères, fait des propositions très concrètes.

Pour M. Chirac, la légitimité européenne émane du Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, pas du Parlement européen et encore moins de la Commission qui a avant tout un rôle de gestion. De cette conception de l'Europe des Etats découle le refus d'abandonner, dans certains domaines qui pourraient être précisément définis, la règle de l'unanimité dans la prise des décisions. Ces domaines concernent au premier chef la politique extérieure et de défense. Pour augmenter l'efficacité des prises de décisions et donner aux Conseils européens la place centrale qu'ils doivent occuper, M. Chirac a proposé l'élection d'un président du Conseil européen, personnalité éminente, choisie plutôt en dehors de cette instance, pour trois ans. Ce poste ne ferait double emploi ni avec la présidence de la Commission ni avec la présidence tournante de l'Union, à laquelle pourraient être associées des vice-présidences afin que tous les Etats membres, grands ou petits, exercent des fonctions dirigeantes. Mais le président du Conseil européen apporterait ce qui manque le plus à l'Union, la continuité et la « visibilité ».

BRAS ARMÉ

Cette nécessité est particulièrement ressentie pour la politique extérieure et de sécurité communes (PESC) ; l'Europe ne peut pas être prise au sérieux si les présidents russe et américain, ou le premier ministre japonais changent tous les six mois d'interlocuteur. Or la diplomatie et la défense communes sont indispensables à l'affirmation de l'Europe dans le monde. L'UEO doit devenir, selon M. Chirac, le bras armé de l'Union européenne ; et pour ce faire elle doit se doter d'un système de planification et de commandement autonome par rapport à l'OTAN, de même qu'elle doit

disposer d'armements, d'infrastructures et de moyens de renseignements lui permettant d'agir indépendamment de l'Organisation atlantique. Ce qui n'exclut pas une intensification des liens entre la France et l'OTAN, excluant cependant tout retour dans l'organisation militaire intégrée. Une nouvelle charte devrait consacrer la réforme de l'OTAN - ainsi que son inévitable extension vers l'Europe centrale - et renforcer la solidarité entre les deux rives de l'Atlantique.

Tous les Etats-membres de l'UE, à l'exception en cas de nouvel élargissement, ne pourront pas avancer du même pas. Mais M. Chirac refuse l'expression « noyau dur (s) », à laquelle il préfère celle de « solidarités renforcées » employée par M. Juppé. Ces groupes d'Etats désireux de progresser plus vite pourraient varier selon les domaines de coopération et resteraient ouverts à tous les autres. Ils ne nécessiteraient pas la création de nouvelles institutions.

M. Jospin se méfie aussi de ce qu'il appelle « les délices des faiseurs d'organigrammes ». Il n'aime pas plus l'idée de « noyaux durs » et sans exclure que certains membres de l'UE puissent aller plus loin que d'autres dans la voie de l'intégration, il veut agir avec pragmatisme et souplesse, étant entendu que le socle des acquis communautaires doit être respecté par tous, y compris par les nouveaux venus en cas d'élargissement.

Si Jacques Delors a accueilli favorablement l'idée d'élire un président du Conseil européen, M. Jospin, lui, ne s'est pas prononcé. Plutôt que d'échafauder des constructions institutionnelles, il fait confiance à la dynamique politique ; il a tendance à penser que si les Etats membres de l'UE se mettent d'accord sur une conception fondamentale de l'Europe, facteur de paix et de prospérité, ils trouveront facilement les modes d'organisation correspondants. Il s'est prononcé en faveur du vote à la majorité dans les secteurs qui sont mis en commun (mais semble toutefois exclure que des actions militaires européennes puissent être décidées sans l'unanimité des Etats participants) et appuie beaucoup moins hostile au Parlement européen que son adversaire. Il pourrait même proposer une réforme du mode d'élection des députés européens, afin de créer un lien plus direct avec leurs mandats, dans le référendum institutionnel qu'il a prévu d'organiser rapidement.

Propos recueillis par Patrick Jarreau et Laurent Mauduit

Daniel Vernet et Alain Verhulst



هكذا من الراحل

## M. Chirac dispose d'une plus grande réserve d'intentions de vote que M. Jospin

Le sondage de BVA pour « Le Monde » montre cependant une légère érosion du maire de Paris

A la veille de la période d'interdiction de publication de sondages électoraux, l'enquête réalisée par BVA pour « Le Monde » montre que Jacques

Chirac dispose d'une confortable avance (54 % contre 46 %), en termes d'intentions de vote, par rapport à son adversaire socialiste, alors que 21 %

des personnes interrogées restent indécises. Cependant, 18 % des électeurs estiment que le débat télévisé du 2 mai risque de modifier leur vote.

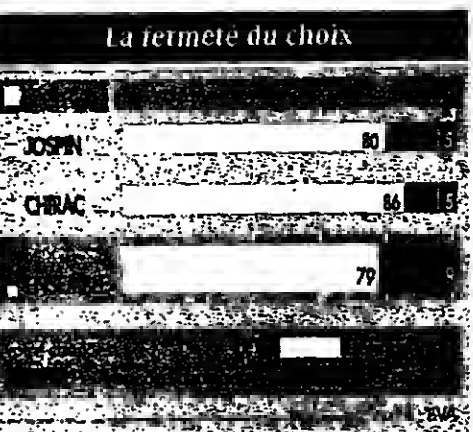
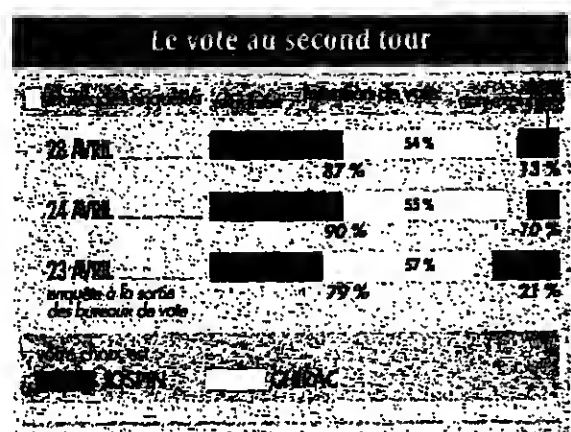
LE DERNIER SONDAGE publié, réalisé pour « Le Monde » par BVA auprès de 1 006 personnes, vendredi 28 avril, confirme l'avance de Jacques Chirac sur Lionel Jospin dans les intentions de vote. Le maire de Paris obtient 54 % des intentions exprimées, contre 46 % au candidat socialiste, alors que la marge d'erreur statistique liée à la taille de l'échantillon est de deux à trois points. M. Chirac est cependant en baisse de trois points par rapport à l'enquête réalisée à la sortie des bureaux de vote, le 23 avril. Ces résultats sont calculés sur la base des personnes « certaines d'aller voter », soit 83 % de l'échantillon.

Les reports à gauche pour M. Jospin sont bons de la part des électeurs de Robert Hue (85 %), voire de ceux d'Ariette Laguiller (63 %), en dépit des attaques répétées de la candidate de lutte ouvrière contre celui du PS. En revanche, seulement 50 % des électeurs ayant fait le choix de Dominique Voynet se reportent sur M. Jospin. A droite, M. Chirac recueille 83 % des électeurs de Philippe de Villiers et seulement 76 % de ceux de M. Balladur (au lieu de 84 % dans une autre enquête de BVA réalisée le 24 avril). Une bonne moitié des électeurs de Jean-Marie Le Pen se portent sur M. Chirac (au lieu de 64 % le 24 avril), alors que 29 % déclarent voter pour M. Jospin.

M. Chirac reste très attractif pour les jeunes de moins de 25 ans et pour les 25-34 ans, alors que son rival l'emporte chez les 35-49 ans. Compte tenu de l'abaissement au second tour de M. Balladur, M. Chirac devroit majoritaire chez les 50-64 ans et chez les plus de 65 ans. L'avance du maire de Paris lui permet de l'emporter dans la plupart des classes sociales, à l'exception des professions intermédiaires (professeurs), des employés et des ouvriers, c'est-à-dire un électorat populaire qui s'est porté au premier tour, dans des proportions non négligeables, sur M. Le Pen et qui semble rejoindre M. Jospin.

### INCERTITUDES

Un certain nombre d'incertitudes pèsent néanmoins sur le vote du 7 mai. Selon BVA, 79 % des personnes interrogées assurent que leur choix est « vraiment définitif », alors que 12 % « pourraient éventuellement changer », et 9 % ne sont « absolument pas décidés », soit un total de 21 %. Les électeurs de protesta-

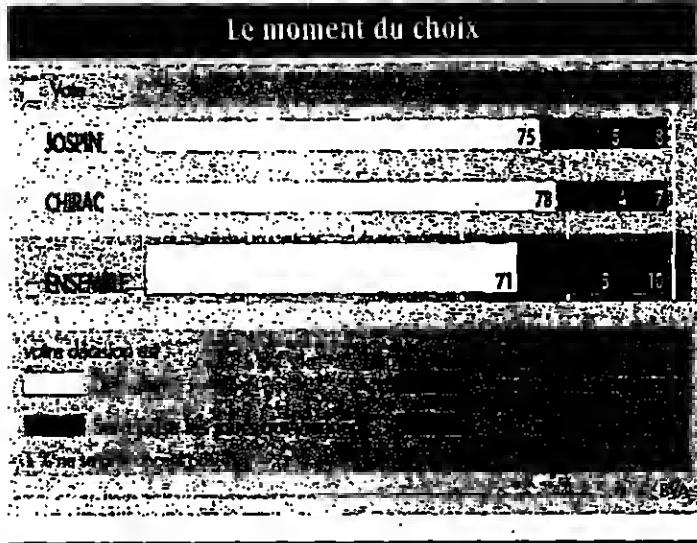


tion sont, en bonne logique, les moins déterminés (29 % pour ceux de M. Laguiller, 28 % pour M. Hue, 26 % pour M. de Villiers, 21 % pour M. Le Pen). Il en va de même pour 20 % des électeurs de M. Balladur. Une proportion non négligeable de l'électorat déclare également qu'elle ne prendra sa décision qu'au dernier moment, « la veille ou l'avant-veille du vote » (5 %), ou même « le dimanche 7 mai » (10 %).

L'incertitude réside également dans la faible capacité d'attraction des deux candidats. Seulement 18 % de l'échantillon « souhaitent vraiment l'élection de Chirac », alors que 30 % considèrent qu'il vaut « mieux Chirac que Jospin », soit un total de 48 %. Le choix par défaut l'emporte également très nettement chez le candidat socialiste : 14 % « souhaitent vraiment l'élection de M. Jospin », contre 26 % qui pensent que « mieux vaut Jospin que Chirac », soit un total de 40 %.

D'ailleurs, 18 % des personnes interrogées assurent que le débat télévisé entre les deux candidats « peut » modifier leur intention de vote. Deux thèmes s'imposent : 94 % jugent « indispensable de parler » de la lutte contre le chômage, 85 % citent « l'avenir de la Sécurité sociale et des retraites ». Viennent ensuite, pour 76 % « la lutte contre les inégalités et l'exclusion », pour 74 % « le système éducatif et l'école », pour 71 % « la lutte contre l'immigration clandestine », pour 70 % « la lutte contre le sida », tout comme « la lutte contre les déficits ». Ni « le bilan des deux septennats socialistes » (37 %), ni « le bilan de la droite pendant les deux cohabitations » (33 %) ne retiennent en revanche l'attention.

Gilles Paris



## Le CSA a fixé la programmation de la campagne officielle

UNE DÉCISION du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), publiée au Journal officiel du samedi 29 avril, fixe le nombre, la durée et les horaires de programmation des émissions de la campagne officielle du second tour de l'élection présidentielle, qui sera diffusée sur France 2, France 3, France-Inter, Radio-France Internationale et Radio-France Outre-Mer du lundi 1<sup>er</sup> mai au vendredi 5 mai.

Les candidats ont choisi des modules de trois minutes le premier et le dernier jour, de cinq minutes les autres jours. Ayant fait savoir au CSA qu'ils souhaitaient n'utiliser, sur France 2 et France 3, que soixante-dix-neuf minutes sur les vingt qui leur étaient allouées, Lionel Jospin et Jacques Chirac bénéficieront successivement - dans un ordre qui a été fixé par tirage au sort - de quatre passages quoti-

diens sur France 2 (vers 6 h 20, 9 h 20, 13 h 30 et après le journal de 20 heures) et France 3 (vers 10 h 40, 14 h 30, 18 h 10 et 22 h 55) ; de trois passages télévisés quotidiens sur RFO (à des horaires variables selon les lieux de réception) ; de deux passages radio quotidiens sur France-Inter (vers 13 h 55 et 20 h 10) et RFO (à 13 heures et 20 h 30) ; d'un passage quotidien sur RFI (à 10 h 30 ou 15 h 04 TU, selon la zone de réception).

Lundi 1<sup>er</sup> mai au matin, la première émission sera consacrée à M. Chirac et la dernière, vendredi 5 mai au soir, à M. Jospin. Quant au face-à-face du mardi 2 mai, il sera retransmis en direct vers le reste du monde par la chaîne internationale francophone TV5 et la banque de programmes mondiale par satellite Canal France Internationale (CFI).

## Le candidat de la droite condamné

« le parti qui a conduit la France à l'échec »

JACQUES CHIRAC a « condamné », vendredi 28 avril sur TF1, « tout ce que Lionel Jospin incarne », car « il est, en réalité, dans toutes ses propositions, le candidat du Parti socialiste et dans du parti qui a conduit la France à l'échec ». Le maire de Paris a ajouté d'avoir « aucune espèce d'animosité personnelle » à l'égard de M. Jospin qui, a-t-il rappelé, « a été conseiller de Paris ». « Pour diriger un grand pays », a encore dit M. Chirac, « il faut une volonté, une vision, mais aussi beaucoup d'expérience. Il faut avoir appris les choses sur le terrain. Ce n'est pas dans les couloirs d'un parti politique ou dans un ministère qu'on apprend les choses ». L'ancien président du RPR a affirmé qu'il n'avait « jamais eu le sentiment d'être sous influence », avant d'ajouter : « Aujourd'hui, je me sens tout à fait détaché de tout lien de subordination intellectuelle à l'égard de quiconque ».

### ELECTION PRÉSIDENTIELLE

■ **RADICAL** : le bureau national de Radical, réuni jeudi 27 avril, « appelle tout à fait clairement à voter pour le candidat de la gauche au deuxième tour (...) pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite ». Le mouvement présidé par Jean-François Hory « condamne très vigoureusement, et d'ab qu'elles viennent, les différentes ouvertures faites en direction de l'extrême droite et de l'électorat du Front national ».

■ **ROYALISTES** : la Nouvelle action royaliste (NAR), située à gauche dans la nébuleuse monarchiste française, a exclu, vendredi 28 avril, de voter pour Lionel Jospin, parce qu'il souhaite réduire la durée du mandat présidentiel à cinq ans. Elle pose plusieurs conditions à un soutien à Jacques Chirac, dont l'abrogation des lois Pasqua sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. La NAR, dont le porte-parole, Bertrand Renouvin, avait recueilli 0,17 % des voix à l'élection présidentielle de 1974, avait soutenu François Mitterrand en 1981 et 1988.

■ **REGRETS** : Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a regretté, vendredi 28 avril, à Bourg-en-Bresse (Ain), que l'UDF n'ait pas eu un candidat au premier tour de l'élection présidentielle. « Je suis convaincu que le fait de ne pas avoir été présent posera à l'UDF quelques problèmes (...) Une fois élu, Jacques Chirac aura besoin de deux jambes : RPR et UDF. La question se pose alors de refonder et de réorganiser un courant social et libéral », a-t-il déclaré.

■ **SONDAGE** : selon une enquête CSA, réalisée le 27 avril par CSA auprès de 1 005 personnes et publiée dans « Le Parisien » du samedi 29 avril, Jacques Chirac recueille 55 % des intentions de vote au second tour de l'élection présidentielle contre 45 % à Lionel Jospin, alors que 21 % des personnes interrogées estiment qu'elles peuvent encore changer d'avis. Dans un sondage précédent effectué le 23 avril par CSA à la sortie des bureaux de vote, M. Chirac obtenait 58 % des intentions de vote et M. Jospin 42 %.

■ **CHÔMAGE** : Michel Rocard a affirmé, vendredi 28 avril à Chambéry, devant la presse, qu'« on peut résorber le chômage en dix ans à condition d'abaisser le temps de travail à 32 heures ». « Nous ne sommes pas fous, nous ne voulons pas rajouter des charges aux entreprises », a ajouté l'ancien premier ministre, en expliquant qu'il fallait « utiliser les 350 milliards de francs que coûte annuellement le chômage ».

■ **CFDT** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, demande à Jacques Chirac et à Lionel Jospin, dans une lettre rendue publique vendredi 28 avril, d'« exprimer des choix clairs et précis » sur l'emploi. La veille, le syndicat avait souligné que « la réduction du temps de travail, massive et diversifiée dans ses modalités, tant dans le privé que dans le public » était « un axe majeur de la création d'emplois ».

### DÉPÊCHES

■ **MODESTIE** : le Parti socialiste a commenté, vendredi 28 avril, les chiffres officiels sur la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (moins 0,3 % en mars), en estimant qu'« à ce rythme, il faudrait plus de 25 ans pour résorber le chômage ». Constatant que la baisse était « inférieure à 10 000 », le PS conseille au ministre du travail, Michel Giraud, de « rester modeste » et rappelle qu'en « deux ans de gouvernement de droite, le nombre de chômeurs a progressé de 300 000 ».

■ **MUNICIPALES** : Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, quiprésente, vendredi 28 avril, sa liste pour les prochaines élections municipales, souhaite l'élection de 52 personnes y figurant (contre 45 sur la liste sortante), soit « environ 54-55 % des voix ». La liste, qui comporte un tiers de femmes, comprend 44 socialistes et 21 « personnes qualifiées » issues des milieux associatif, syndical et professionnel, parmi lesquelles le juge d'instruction François Guichard, en charge à Colmar des dossiers des accidents des Airbus d'Habsheim et du mont Sainte-Odile.

## M. Jospin veut « bousculer les forces conservatrices »

### MONT-DE-MARSAN

Hôte des lieux, Henri Emmanuelli avait bien fait les choses. Chapeau pour cinq mille à six mille personnes, bandes pour le rythme, banquet républicain final pour forger le moral. Mont-de-Marsan a réservé, vendredi 28 avril dans la soirée, un accueil pas ordinaire à Lionel Jospin. Présent presque à la même heure, par les subtilités du différé, sur TF1, il convenait que « grâce au peuple », « à son choix », il avait « fendu l'ormure » de sa personnalité que l'on pouvait juger « compassée, trop pudique ».

En fendant cette foule landaise, M. Jospin n'a pu dissimuler son émotion. « Je ne suis jamais, a-t-il confié, au moment où je fends cette foule fraternelle, ce que sera la nature de mes émotions. Parfois c'est une espèce d'euphorie, parfois une sérénité tranquille, parfois un début d'inquiétude. Ce soir, je me demande si je serai capable d'être dans les dix jours qui viennent à la hauteur. » « Oui, oui ! », s'exclama la foule dans un même cri du cœur. « Je crois que oui ! », abonda son candidat.

« Lionel, tu es ici chez toi, lui a rappelé M. Emmanuelli, sur cette terre d'hommes fiers et fidèles, sur cette terre recouverte d'arbres et de forêts, qui est devenue celle de François Mitterrand. L'ombre du grand voisin de Latché a plané sur ce ras-

semblement. Beaucoup espèrent jusqu'au dernier moment sa visite. Cela devait se faire, mais voyant avec quel entrain Jacques Chirac a commencé, avant le débat télévisé du 2 mai, à l'entreprendre sur le bilan des deux septennats, M. Jospin a préféré jusque-là éviter la photo commune. Après une ultime traction, le matin même, avec le secrétaire général de l'Elysée, Hubert Védrine, le chef de l'Etat s'est contenté de faire lire ses vœux de succès par le premier secrétaire du PS. « Nous nous téléphonons, nous nous voyons, nous nous écrivons », a souligné M. Jospin. Que vous soyez rassurés, nous sommes ensemble pour cette nouvelle étape (...).

Invoquant Jaurès, Blum et Mit-

terrand, M. Emmanuelli a assuré que « la victoire est à portée de main » et dénoncé « l'imposture Chirac ». « On ne compte pas l'avenir de la France à un homme qui confond action et réflexion et qui de main, par inadvertance, pourrait appuyer sur un bouton qui pour faire un champion. » « Nous allons bousculer les forces conservatrices », a prédit M. Jospin, par une dynamique humaine, affective, politique, celle du peuple qui veut décider de son destin. La France, a-t-il conclu, aura le choix, le 7 mai, « entre une République partagée entre les citoyens au une République confiée par un clan du RPR ».

Daniel Carton

### Le message de François Mitterrand

Alors que beaucoup espéraient que le chef de l'Etat fit le court déplacement, vendredi soir, de sa résidence de Latché à Mont-de-Marsan, François Mitterrand s'est contenté d'un bref message aux milliers de personnes rassemblées dans le chef-lieu du département des Landes. Celui-ci a été lu à la tribune par le premier secrétaire du Parti socialiste et président du conseil général de ce département, Henri Emmanuelli. « Je vous serais reconnaissant, indiquait en préambule le président de la République, de saluer en mon nom les militants rassemblés à Mont-de-Marsan. Je regrette beaucoup de ne pas être à leurs côtés d'autant plus qu'il s'agit de Landes auxquels je suis très attaché. » « Vous leur direz mon amitié, conduisant-il, mes pensées fidèles et les vœux que je forme avec vous pour l'élection de Lionel Jospin qui, demain, peut présider, avec les qualités personnelles et les compétences que nous lui connaissons, au destin des Français et de la République. »

## M. Chirac pour un débat parlementaire sur la proportionnelle

INVITÉ du journal de 20 heures sur TF1, Jacques Chirac a condamné toute modification rapide du mode de scrutin législatif. Faisant allusion à l'intention de Lionel Jospin d'introduire une dose de proportionnelle, le candidat de la droite a déclaré : « Entre les deux tours, au moment où on sait très bien que M. Le Pen souhaite la proportionnelle, ouvrir ce débat me paraît avoir des limites du convenable même s'il peut avoir une justification. » Il a, en effet, ajouté que dans l'hypothèse où il serait élu président de la République, « les prochaines élections législatives n'auraient lieu que dans trois ans, et qu'il trouverait, alors, « légitime et normal que le Parlement ait un vrai et large débat sur ce sujet pour indiquer s'il souhaite ou non qu'il y ait une dose de proportionnelle ».

La droite a rapidement réagi à l'ambition du candidat de la droite d'engager des changements institutionnels. René Monory, président du Sénat, et Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, ont publié, vendredi 28 avril, un communiqué commun dans lequel ils déclarent qu'« attentifs au respect des prérogatives du Parlement et décidés à continuer à coordonner leurs efforts en ce sens », ils ont constaté « avec satisfaction que la valorisation du rôle du Parlement était préconisée par les deux candidats à la présidence

de la République ». Ils se disent donc « soucieux de ne pas voir le légime débat institutionnel gâché par des fins purement circonstancielles et sont résolus à demeurer très vigilants sur ce point ».

### FONCTIONNEMENT RÉGULIER

A propos des projets de M. Jospin, MM. Monory et Séguin expliquent avoir évoqués ensemble « les risques de gêne pour le fonctionnement régulier des pouvoirs publics dans le cas où une nouvelle campagne électorale et un scrutin sur un référendum, portant sur les institutions, viendraient s'ajouter aux consultations qui doivent déjà se dérouler au cours de la même période pour le renouvellement des conseils municipaux et, dans l'hypothèse dans laquelle se situe M. Jospin, de l'Assemblée nationale ». Ils ajoutent enfin que « dans le contexte actuel, il était particulièrement nécessaire d'associer pleinement le Parlement aux réformes institutionnelles ».

Réagissant au texte des présidents des deux chambres du Parlement, l'équipe de campagne de M. Jospin a publié, samedi 29 avril, un communiqué assurant que « Manory et Séguin jouent les Don Quichotte et les Sancho Pança contre les moulins à vent institutionnels ». Ce communiqué rappelle que M. Jospin a précisé que « conformément à ses propositions,

il n'avait pas l'intention d'organiser un référendum avant de dissoudre l'Assemblée nationale ». Les proches du candidat de gauche estiment, donc, qu'il n'y a « lieu de s'inquiéter de menaces contre le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ».

En effet, lors d'une interview accordée à RTL, vendredi 28 avril, M. Jospin a justifié sa volonté de dissoudre l'actuelle Assemblée nationale au lendemain de son élection à la présidence de la République, mais il a ajouté : « Je le ferai sur la base du mode de scrutin actuel parce que je ne suis ni un manipulateur, ni un improvisateur. Donc je ne vais pas fabriquer un mode de scrutin nouveau en quelques semaines. » Mais il a aussi confirmé son intention de procéder à une réforme institutionnelle par référendum, notamment afin de réduire le mandat présidentiel à cinq ans. Il a toutefois précisé : « Je ne vais pas appeler les Français à voter trois fois en quelques semaines (...) Il ne va pas y avoir deux tours d'élection présidentielle, plus un vote pour pour des élections législatives, plus les municipales. On ne va pas harasser les Français d'élections. Mais cela sera fait [le référendum] ensuite dans un délai rapide, raisonnable et cela s'appliquera à mai de la façon la plus claire ».

Le ministère



ance un adulte sur de contre la di



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

**CENSURE** Le ministère de l'intérieur a interdit « la circulation, la distribution et la mise en vente » en France du livre *Le Licide et l'illicite en islam*, du théologien égyptien You-

sef Qaradhwî. L'ARRÊTÉ précise que cet ouvrage est « de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de sa tonalité nettement anti-occidentale et des thèses

contraires aux lois et valeurs fondamentales républicaines qu'il contient ». CETTE DÉCISION a provoqué la surprise de l'éditeur comme des spécialistes du monde

musulman. En vente depuis 1992, ce code de conduite dans la vie quotidienne n'avait suscité aucune polémique. Ouvrage strictement religieux, il ne prône ni le mépris des

autres cultes ni la désobéissance envers l'Etat. Au ministère de l'intérieur, on affirme avoir voulu s'attaquer aux « discriminations contre les femmes ».

# Le ministère de l'intérieur interdit un livre sur l'islam

Destinée à protéger « les lois et les valeurs républicaines », cette décision concernant un ouvrage religieux suscite l'étonnement des spécialistes du monde musulman

L'OUVRAGE du théologien égyptien Yousef Qaradhwî *Le Licide et l'illicite en islam* ne figurera plus, en France, sur les tables des librairies spécialisées. Le ministère de l'intérieur vient d'en interdire « la circulation, la distribution et la mise en vente ». L'arrêté, paru au Journal officiel du vendredi 28 avril, précise que cet ouvrage « étranger » est « de nature à causer des dangers pour l'ordre public en raison de sa tonalité nettement anti-occidentale et des thèses contraires aux lois et valeurs fondamentales républicaines qu'il contient ». En conséquence, il est interdit « sur l'ensemble du territoire ».

Cette décision a provoqué la stupeur aux éditions Al Qalam. Publié par ses soins depuis 1992, l'ouvrage n'avait, selon elles, « jamais posé de problème ». Alors que le ministère de l'intérieur affirme lui avoir demandé des explications en janvier, l'éditeur assure n'avoir jamais entendu parler de quel que ce soit. Il souligne que dès 1990 le livre, coédité par Oikad à Paris (disparu depuis) et Rayhane au Maroc, était distribué. Même texte, même traducteur - Al Qalam affirme n'avoir corrigé que les fautes d'orthographe, notamment la transcription du nom de l'auteur, Yousef Qaradhwî devenant Yousef Qaradhwî.

Un théologien particulièrement réputé que cet imam proche des frères musulmans égyptiens. Avec son compatriote Mohammed Ghazali, il est l'un des commentateurs les plus écoutés du Coran. Ses



livres, souvent traduits, se sont vendus par millions dans l'ensemble du monde musulman. Considéré comme un « modéré », M. Qaradhwî a même été appelé dans les années 80 par le président algérien Chadli pour diriger l'université Emir-Abdelkader de Constantine. « C'est l'islam officiel, institutionnel, rien à voir avec le militantisme violent », résume Séverine Labat, spécialiste de l'islamisme algérien à la Fondation nationale des sciences politiques.

Alors que reproche-t-on à ce texte qui puisse justifier pareille décision ? L'intention d'un livre « is-

lamiste » est chose exceptionnelle. En 1994, le ministère avait bien pros crit une série d'ouvrages du théologien sud-africain d'origine indienne Ahmed Deedat. Mais ceux-ci s'en prenaient violemment aux autres religions. L'année précédente, des publications de la Fraternité algérienne de France (FAF) avaient également été retirées de la circulation. Mais, en s'attaquant alors à une organisation proche du Front islamique du salut (FIS), le ministère pouvait prétendre lutter contre un mouvement politique prônant la violence.

Rien de tout cela, cette fois. L'ouvrage incriminé est une sorte de code de conduite du bon musulman. En trois cent soixante-trois pages, il balaye l'ensemble des aspects de la vie quotidienne : les aliments et la boisson, l'habillage légal, la chasse, le mariage, les rapports entre époux ou encore entre parents et enfants ; les relations commerciales, sociales et les lois... Il recommande le port du voile, justifie la polygamie. Mais pas la moindre considération politique, ni la plus petite attaque contre l'Etat ou les autres religions. Le précis de Yousef Qaradhwî appelle au contraire à l'amitié entre les différentes confessions. Certes, reconnaît le théologien, « le Coran lui-même interdit d'être gentil avec les mécréants et de les prendre pour amis intimes (...) Mais le sens de ces versets n'est pas absolu ». Cette interdiction ne touche que « les ennemis de l'islam », autre-

ment dit ceux qui manifestent « leur aversion pour les musulmans ». Il recommande même de prêter « une attention particulière aux gens du Livre (juifs et chrétiens) » et de manifester à leur égard « bonté et générosité ».

Au ministère de l'intérieur, on reconnaît que l'ouvrage ne constitue « pas un appel au crime ». Toutefois, souligne André Damien, conseiller de Charles Pasqua chargé des cultes, et maître (CDS) de Versailles, « il péjore certains principes républicains, comme l'égalité des sexes. Lisez donc la page 207... ». M. Qaradhwî y affirme la nécessité soumission de la femme envers son mari et recommande à celui-ci, en cas de rébellion, d'employer « tous les moyens possibles en commençant par la libre parole, le discours convaincant et les sages conseils. Si cette méthode ne donne aucun résultat, il doit la bouter ou l'attacher dans le but de réveiller en elle l'instinct féminin et l'amener ainsi à lui obéir pour que leurs relations redevennent sereines. Si cela s'avère inutile, l'essai de la correction avec la main, tout en évitant de la frapper durement et en épargnant son visage... ». « Cela ne veut pas dire qu'on la frappe avec un fouet ou avec un morceau de bois », tient à préciser le théologien.

Des lignes qui, à en croire les spécialistes de l'islam, fleurissent dans la plupart des précis de théologie islamique. Le ministère entend-il alors tous les interdire ? « Bien sûr que non, réplique André Damien. Nous avons choisi celui-là

parce qu'il a un très grand succès. C'est une mesure pédagogique. Une condamnation pour l'exemple, en somme ».

Une grande première, en tout cas, assurent les orientalistes. « Jusqu'à présent, on s'attaquait à l'islamisme en tant que mouvement politique, souligne Olivier Roy, « L'islam est une religion comme

les autres », et la sortie du décret dans l'entre-deux-tours n'est qu'un hasard du calendrier administratif. Tout viendrait donc du licite et de l'illicite, l'aide entre musulmans et non-musulmans licites, le chant et la musique. Mais illicites les pots-de-vin et l'espionnage.

Nathaniel Herzberg

### 3615 Electre...

Il suffit d'interroger sur un Minitel 3615 ELECTRE, la banque de données du Syndicat national de l'édition (SNE) - qui recense tous les livres disponibles en français - pour savoir qu'on peut trouver le *Mein Kampf* de Hitler dans une édition de 1980 (Nouvelles éditions latines, 210 F), ainsi que - dans une édition de 1985 chez Picollec - des entretiens avec Léon Degrelle, le chef du parti fasciste belge Rex : « Le dernier des "Völkshäupter" nommés par Hitler qui soit encore vivant », précise la notice (444 p., 130 F). La quasi-totalité de l'œuvre de Paul Rassinier, l'un des premiers négationnistes, est disponible elle aussi : cinq livres, l'un aux Nouvelles éditions latines, les autres aux éditions de la Vieille Taupe. Parmi eux, *Le Véritable procès Eichmann ou les vainqueurs incorrigibles* (1983, 250 p., 85 F) et *Le Drame des juifs européens* (1985, 220 p., 90 F), avec cette précision : « Etude en désaccord avec les thèses officielles. L'ouvrage minimise les chiffres admis ». Enfin, *Le Précis de l'Affaire Dreyfus* (1909), qui fut le « bréviaire » de l'Action française pour « expliquer » la culpabilité de Dreyfus, est épuisé mais a été réédité en 1987 aux Editions du Trident.

chercheur au laboratoire monde iranien du CNRS. Mais on prenait bien garde de ne pas attaquer l'islam. Là, on vise la religion en tant que telle. Si on est cohérent, on interdit le Coran. Et, dans la foulée, le corollaire. Le pape ne dit-il pas que les lois de Dieu passent au-dessus des lois de la République ? Et puis on poursuivra l'Eglise pour discrimination parce qu'elle interdit aux

proches des islamistes du FIS tenant la chronique de la lutte des « résistants » algériens contre la « junte ».

L'interdiction dont vient d'être frappé par le ministère de l'intérieur *Le Licide et l'illicite en islam*, sorte de catéchisme musulman, apparaît d'un tout autre ordre. Ce code de conduite du bon musulman est un livre strictement religieux, largement diffusé en France depuis 1992. On l'on cherche en vain des traces de la « tonalité nettement anti-occidentale » qu'invoque Charles Pasqua pour justifier sa sanction.

Cette manière de première, s'agissant d'un livre musulman, conduit à s'interroger sur les réelles motivations d'une inter-

Philippe Bernard

### COMMENTAIRE

#### ARRIERE-PENSÉES

Peu de livres sont interdits en France. Outre quelques ouvrages pornographiques qui peuvent être retirés de la vente aux mineurs ou d'affichage, bon an, mal an, une petite douzaine de livres de « provenance étrangère » sont frappés d'un arrêté d'interdiction ou d'une décision de « refoulement du territoire », en application d'un décret de 1939 incorporé à la loi sur la presse de 1881. Il s'agissait exclusivement, jusqu'à présent, de publications de caractère nazi, négationniste et antisémite. A cette catégorie s'étaient ajoutées, l'an passé, les périodiques

diction brutale et, en particulier, sur la date à laquelle elle vient. Que le couperet tombe sur une publication islamique en pleine campagne électorale marquée par la chasse aux voix d'extrême droite laisse en tout cas planer le doute sur les arrière-pensées du ministère de l'intérieur dont la situation politique n'est guère confortable. A moins que M. Pasqua n'ait seulement voulu sanctionner un ouvrage où l'on peut lire ce vieux précepte : « A celui qui écoute les conversations des autres contre leur gré, on lui versera du plomb fondu dans ses deux oreilles le jour de la Résurrection ».

### Les publications interdites

● Racisme. En 1993, six publications étrangères ou d'origine étrangère à caractère raciste, antisémite ou pro-nazi ont été interdites de circulation, de distribution et de mise en vente en France. Il s'agit des *Extraits des annales de la brigade SS Wallonie* (éditions Cedade), Ce qui s'est vraiment passé à Oradour-sur-Glane de Bernard Molinier, *Cedade* (éditions Revista Cedade, Barcelone), *L'Uomo libero* (Edizioni dell'Uomo libero, Milan), *L'Empire invisible et Croix de feu* (éditeur Léon Van den Bossche). Par ailleurs, treize ouvrages étrangers français ont été refoulés de notre territoire.

● Islamisme. En 1994, plusieurs arrêtés ont été publiés au Journal

officiel interdisant la circulation, la distribution et la mise en vente de publications islamistes de nature à causer « des dangers pour l'ordre public en raison de leur tonalité nettement anti-occidentale et de l'incitation à la haine » qu'elles contiennent. Il s'agissait tout particulièrement de plusieurs écrits du théologien sud-africain d'origine indienne Ahmed Deedat (*Comment Saliman Rushdie a tué l'Occident, Crucifixion ou Crucifixion, La Bible est-elle la parole de Dieu, Mohamed ou le successeur naturel du Christ*, etc.). D'autre part, le 6 août 1994, plusieurs autres publications ont été interdites : *Al Anzar*, *Al Ribat*, *El Jihad*, *Al Fath Al Moumine*, *Front islamique du salut, armée islamique du salut*.

## En France, un adulte sur deux n'est pas protégé contre la diphtérie

DANS SON DERNIER bulletin épidémiologique hebdomadaire, daté du 11 avril, la direction générale de la santé publie une étude menée auprès de 1 004 patients, reçus dans les services des urgences de trois hôpitaux universitaires, à Clermont-Ferrand, à Nantes et à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), qui révèle les faiblesses de la couverture vaccinale des adultes contre la diphtérie. Dans l'ensemble de la population étudiée, le taux de « protection certaine » contre la maladie atteint 49,3 %, celui de l'« absence complète de protection » 20,4 %, ces pourcentages variant considérablement en fonction de l'âge et du sexe des patients.

« Comme ailleurs en Europe, observent les épidémiologistes, la moitié environ des adultes sont mal ou non protégés ». La protection tombe avec l'âge : de 95 % chez les jeunes Français de 15 à 24 ans grâce aux vaccinations de l'enfance, elle chute à 46 % chez les adultes âgés de 40 à 65 ans et à 33 % chez les plus de 65 ans. Les femmes apparaissent plus vulnérables : 39 % d'entre elles ont une protection certaine, contre 58 % des hommes. 25 % de la population féminine est, en outre, dé-

pourvue de toute immunité, contre 14 % des hommes. Cette différence pourrait être expliquée, indique l'enquête, par « la relance immunitaire secondaire aux vaccinations du service militaire ». « Non seulement notre calendrier ne comporte pas de revaccination systématique des adultes, commentent les chercheurs, mais il est admis aussi que la protection immunitaire induite par l'onotaxine diphtérique (le vaccin) n'est pas très durable ».

### REAPPARITION SPECTACULAIRE

Infection contagieuse due au bacille de Klebs-Löffler, baptisé *Corynebacterium diphtérie*, la diphtérie avait à peu près été éliminée d'Europe occidentale grâce à la vaccination généralisée, obligatoire en France depuis une loi du 12 août 1938, avant de réapparaître de façon spectaculaire dans les pays d'Europe orientale à partir de 1990.

L'épidémie qui sévit dans cette région du monde a essaimé dans les Etats frontaliers, et elle est loin de s'éteindre. En 1994, selon les observations des centres de contrôle épidémiologique américains (CDC), au moins vingt cas de diphtérie « importés » ont été recensés en Europe, notamment en

Bulgarie, en Finlande, en Allemagne, en Norvège et en Pologne. Les prévisions pour l'année 1994 dans les pays de l'ancien bloc communiste annonçaient 30 000 cas et, sur plus de 18 000 cas déclarés jusqu'au mois d'août, 70 % à 80 % des malades avaient plus de 14 ans. En 1992, la mortalité avait été de 5 %.

La médiocre couverture vaccinale des enfants et l'insuffisance des vaccinations de rappel chez les adultes ont largement contribué à cette flambée épidémique. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait conseillé à tous les pays européens de s'assurer que 95 % au moins des enfants reçoivent quatre doses de vaccin avant l'âge de 2 ans et une dose de rappel au début et à la fin de leur scolarité dans le primaire. Les auteurs de l'étude recommandent le renforcement du programme de revaccination antidiphtérique de l'adulte, « en instituant comme aux Etats-Unis un rappel décennal et en y ajoutant éventuellement, selon la proposition de l'OMS, le remplacement systématique par l'association tétranaso-diphtérique du rappel antitétanique occasionnel ».

L. F.

## A situation sociale comparable, les élèves étrangers réussissent mieux que les enfants français

A SITUATION sociale comparable, les élèves étrangers ou issus de l'immigration réussissent mieux leur scolarité que les enfants français. Cette conclusion, la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale la livre dans une étude menée sur 27 000 collégiens entre 1989 et 1994 et publiée dans la revue *Education et Formations*. Elle confirme et détaille le succès relatif des enfants immigrés, qu'ils soient étrangers ou de parents étrangers, français mais parlant une langue étrangère à la maison, ou encore arrivés en France après plusieurs années passées hors du pays.

A première vue, l'origine étrangère constitue pourtant un handicap. Alors que, parmi les élèves français entrés en 6<sup>e</sup>, 74,1 % parviennent en 4<sup>e</sup> générale sans redoubler et 48,3 % atteignent, sans trébucher, une seconde générale ou technologique au bout de quatre ans, les enfants étrangers ne sont respectivement que 63,9 % et 32,7 % à réussir pareil sans-faute. De même, une naissance à l'étranger, des parents arrivés en France depuis moins de vingt ans ou encore une langue maternelle étrangère entravent également la

réussite scolaire. Du moins apparemment. Car l'étude montre qu'un handicap peut en cacher un autre, déterminant celui-ci. Si les enfants immigrés réussissent moins bien, c'est tout simplement qu'ils sont issus de milieux défavorisés. Pères ouvriers ou chômeurs, mères peu diplômées, familles nombreuses, ils cumulent tous les facteurs traditionnellement négatifs pour la réussite scolaire. Cela impose donc de travailler à situation sociale comparable. Et, là, le constat est édifiant : les petits immigrés réussissent mieux que leurs camarades français.

### DES PARENTS MOTIVÉS

En effet, à la sortie de 5<sup>e</sup>, la DEP estime que l'écart entre enfants français et étrangers de situations sociales comparables est de 7 points en faveur des seconds. De même, tous les « attributs étrangers » - langue, lieu de naissance, ancienneté des parents en France - agissent comme autant de facteurs positifs. Pour peu qu'il soit né en France et qu'il ne parle que le français à la maison, le jeune étranger creuse un écart de 13 % sur son condisciple tricolore. Des avantages particulièrement

nets chez les enfants originaires d'Asie du Sud-Est, du Maghreb et de Turquie.

Reste donc à en comprendre la cause. Pour les spécialistes du ministère, il faut la chercher dans l'extraordinaire motivation des parents étrangers. Convaincus que le salut de leurs enfants passe par l'école, ils pousseraient ceux-ci beaucoup plus avant dans les études que les parents français. « Le fait d'être de nationalité étrangère accroît fortement le souhait d'études longues », affirment les chercheurs. Ce phénomène se retrouve en fin de collège : « Les familles étrangères ou issues de l'immigration expriment plus souvent un premier vœu d'orientation en seconde générale ou technologique ». C'est donc le tableau d'une école plutôt intégratrice qui nous est brossé par cette étude. Loin d'être égalitaire, elle favorise le succès des catégories aisées de la population. Mais au pays des pauvres, nous explique-t-elle, les étrangers ont un peu plus de chance que les autres d'être roi.

N. H.

\* *Education et Formations*, n° 40, direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), 55 F.



هكذا من الاجل

4 / LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

10 / LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

## HORIZONS

ENQUÊTE

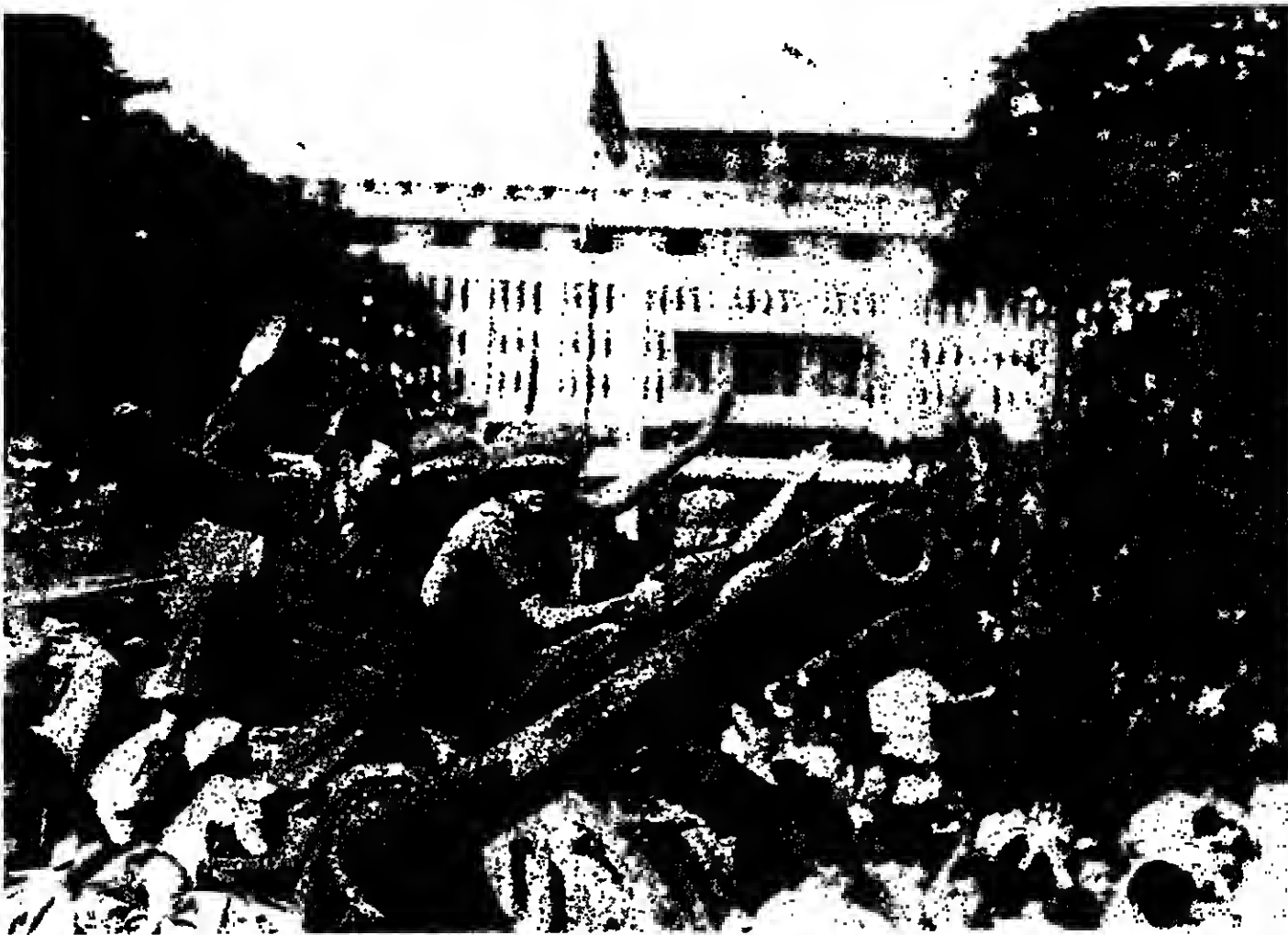
# Et Saïgon devint Ho Chi Minh-Ville

Il avait été sensible à la « grâce incomparable » d'un tir de balles traçantes. Il s'était identifié au pilote de Phantom qui trouvait « si beaux les missiles sol-air quand ils montaient vers son avion pour le tuer ». Journaliste, futur dialoguiste du film *Apocalypse Now*, Michael Herr avait noté mieux que tout autre « l'exquise perfection » que pouvait atteindre la guerre américaine au Vietnam « quand toute sa machinerie fonctionnait correctement ». Mais, à la fin des années 60, à la sortie de son livre *Dispatches*, il n'avait pas imaginé l'apothéose du spectacle tel qu'on pouvait l'observer à la terrasse de l'hôtel Continental dans la nuit du 29 au 30 avril 1975, la dernière nuit de Saïgon.

L'ennemi était parvenu aux portes de la ville au crépuscule. Il avait procédé à d'ultimes tirs d'intimidation. Les foyers d'incendie étaient les seules sources d'éclairage dans les quartiers du centre privés d'électricité. Puis les éléments s'étaient mis au diapason des humains, de longs éclairs d'orage avaient strié le ciel pour une tombée de rideau à laquelle les envoyés spéciaux, ruminant déjà des articles dont beaucoup ne seraient jamais expédiés, trouvaient évidemment un côté « wagnérien ».

Alors, les Américains avaient allumé des feux de Bengale orange sur les terrasses des hôtels et sur le toit de leur ambassade. Continuant l'évacuation des Vietnamiens classés « endangérés », les hélicoptères Chinook se posaient en catastrophe, faisaient le plein de passagers et repartaient vers le *Midway* ou l'*Enterprise* en attente à la limite des eaux territoriales. Quelques pilotes sud-vietnamiens avaient, eux aussi, donné le rendez-vous de la dernière chance à des parents et des amis en haut d'un immeuble. Quand le groupe était réuni, il faisait sauter l'ascenseur pour décourager les autres candidats au départ. L'heure n'était plus au sentiment. Il était déjà loin le temps où les grognards Kim et May abordaient le Blanc dans la rue pour lui demander s'il ne voulait pas les épouser, au moins le temps de partir à l'étranger avec un visa salvateur.

Ceux qui avaient renoncé à tout espoir de fuite ne perdaient pas une minute pour le grand pillage. Policiers en tête, ils convergèrent vers les bâtiments abandonnés par l'Amérique et enfonçaient les portes avec une sorte d'ivresse où se mêlaient un obscur besoin de revanche sur l'Occident vaincu qui les abandonnait à leur sort et le soud



30 avril 1975 : les « bo-doi », soldats nord-vietnamiens, sur leur char, devant le palais présidentiel.

Que signifie l'aube dans une ville qui n'a pas dormi ? Simple : le vol des hélicoptères américains est encore plus acrobatique que pendant la nuit, certains soldats vietnamiens, furieux d'être abandonnés, profitant de la lumière du jour pour leur tirer dessus. Le dernier *staccato* de ce ballet obsédant a sans doute été entendu à 8 heures.

ALORS, des soldats abandonnent armes et uniformes dans les caniveaux de la rue Tu-Do et s'égailent en maillot de corps. Ils sont insultés par quelques passants. Depuis l'offensive du 9 mars contre Ban-Me-Thuot, à 350 km au nord-est de Saïgon, sur les hauts plateaux, l'armée sud-vietnamienne n'a pratiquement pas résisté, sauf à Xuan-Loc, près de la capitale, où il fallut plusieurs divisions nordistes pour faire sauter l'ultime verrou. Dans les antiques tractions avant Citroën qui cherchent encore à fuir vers le delta, dans les immeubles du centre-ville où toutes les fenêtres sont fermées malgré la chaleur, on sait qu'il va fouler les trottoirs sales de la ca-

tion à la conférence de La Celle-Saint-Cloud. Il avait aussi demandé le départ immédiat des « attachés militaires américains ». En quelques heures, le 29 avril, il était passé d'une offre de « cessez-le-feu » ignorée par Hanoï à un ordre de reddition sans conditions.

Général « neutraliste », coqueluche des médias étrangers, « tombeur » de Diem et ennemi de Thieu, le « grand Minh » réussit-il à sa sortie ? Vers midi, le 30 avril, les journalistes convergent tout naturellement vers le Dinh Doc Lap, le palais présidentiel. Les Martiens venus du Nord sont là, rue Tu-Do, à 100 mètres de l'Assemblée nationale. Vêtus de vert, ils répondent timidement à de non moins timides vivats. Tout à été si rapide, tellement silencieux après le vacarme de la nuit, qu'on baigne dans une atmosphère d'irréalité. On dit : « mais que n'a-t-on pas dit ? » qu'un tankiste égaré demanda à un Saïgonais le chemin du palais, dans cette ville où il n'avait jamais mis les pieds, ces pieds chaussés des célèbres « sandales Ho Chi Minh », dont la semelle était faite d'un morceau de pneu. En tout cas, un char se présente devant le Dinh Doc Lap et enfonça la grille. Des voitures le suivent. Leurs occupants montent l'escalier d'honneur et ouvrent la porte du bureau où le général Minh les attend avec quelques membres d'un « gouvernement » formé la veille. « Vous avez rendu un grand service au Vietnam en empêchant que Saïgon ne soit détruite. Soyez-en remerciés », déclare sobrement un officier nordiste.

L'hôtel Caravelle, qui appartient à l'archevêché, est le premier à paviser aux couleurs du GRP. Le Gouvernement révolutionnaire provisoire, composé de communistes sud-vietnamiens, est toujours invisible, mais les résistants de la vingt-cinquième heure se manifestent avec emphase devant les caméras des journalistes occidentaux. Souriants, presque timides devant une population manifestement réservée, les *bo-doi*, eux, bivouaquent devant des bars à hottes fermées « pour cause de réparations ».

Quelques drapeaux tricolores avaient surgi à des fenêtres, émuvant et dérisoire protection pour le grand saut dans l'inconnu aux premières heures de la journée. Par là, à conseil de rester sur place à la colonie française, forte de plusieurs milliers de personnes, jusqu'à la fin, l'ambassadeur, Jean-Marie Mérellon, a mis sur la

« troisième force » et le général Minh pour des négociations de la dernière chance. La France, qui n'avait d'ailleurs pas d'autre carte à jouer, a perdu son pari, mais une partie de la population compte encore sur son pouvoir d'influence. A l'hôpital Grail, ses médecins militaires soignent indistinctement les blessés nordistes et sudistes. Les donneurs de sang sont appelés à l'hôpital. On transfuse sans relâche, à l'écoute de la radio révolutionnaire, dont le bulletin du soir annonce in fine : « Saïgon libérée porte désormais le glorieux nom de Ho-Chi-Minh ».

Réveil matinal le lendemain, dans une ville que les vainqueurs ont déjà « sonoriée ». Des haut-parleurs invitent la population à défilé pour la fête du travail. Ce n'est qu'une répétition pour les « fêtes de la libération » qui ont lieu huit jours plus tard, pour le quatre-vingt-cinquième anniversaire de la naissance de l'« oncle Ho ». Un peuple muet assiste alors au défilé des tankistes gantés de blanc sur des chars qui auraient pu l'effrayer si le général Minh s'était « obstiné ». Déjà, les mauvaises nouvelles commencent à affluer : obligation de se faire recenser pour les membres de l'ancienne armée « fantôme » ; auto-défenses ; suicides de militaires sudistes désespérés. L'ambassadeur Mérellon a attendu cinq jours avant d'être reçu par des officiels qui n'ont même pas daigné décliner leur identité. Le GRP est introuvable. Quand la France le « reconnaît » officiellement, le 14 mai, on sait dans feu Saïgon qu'il ne s'agit plus que d'une fiction.

EN ville, on mesure l'insondable tristesse d'interlocuteurs vietnamiens qui avaient d'abord pris le parti d'espérer. On apprend que, du côté de l'ancien cap Saint-Jacques, la mer ramène déjà les cadavres des premiers « boat-people », mais le mot n'est pas encore. Quelques mois plus tard, cependant, on reçoit les premières nouvelles des rescapés de la mer, des Philippines ou de Hongkong. Il faudra du temps pour que l'opinion prenne conscience de l'ampleur du problème, puis le Vietnam fera du nouveau la « une ». Jean-Paul Sartre et Raymond Aron oublieront leur brouille idéologique pour soutenir le comité « Un bateau pour le Vietnam » après un spectacle poignant de main à l'hôtel Lutetia le 20 juin 1979.

Un mois plus tard, sous l'égide

des Nations unies, quarante et un pays participèrent à une conférence internationale sur le problème des réfugiés indochinois. Amère victoire pour les révolutionnaires, ce constat de défaite sera donné son nom aux accords de partage du pays après Dien-Bien-Phu. Le 19 juillet, le président Carter ordonna à la VII<sup>e</sup> flotte américaine de porter secours aux Vietnamiens que l'*île-de-Lumière* ne pouvait pas sauver tout seul en mer de Chine.

AVEC la bédouillement de l'ONU, la Navy secourait des survivants dans les mêmes eaux que celles qui portaient ses bâtiments pour l'apportage des derniers hélicoptères en provenance de Saïgon, le 30 avril 1975. Le paradoxe était trop fort pour perdurer. Avant même la chute du mur de Berlin, un certain communisme agonisait. L'instinct de survie commandait aux dirigeants de relâcher la bride sur une population indomptée et de s'ouvrir un peu à l'étranger. Bientôt, il suffirait d'acheter un billet au tarif charter pour revenir à « Honda City », pétaradante de tous ses deux-roues, débordante de vitalité, renaissante sinon au capitalisme, mais à la débrouille désennervée. Après des années de « rééducation », les Saïgonais reprenaient certaines habitudes du « fantoche ». Sans la certitude que la page révolutionnaire est tournée, les Etats-Unis ne passeraient sans doute pas aussi facilement aux aveux. Le vieux général William Westmoreland ne regrette rien, mais l'ancien secrétaire à la défense McNamara vient de faire une accablante autocritique au sujet d'un conflit qui a coûté la vie à 58 000 soldats américains : « Nous, membres des administrations Kennedy et Johnson, qui avons participé aux décisions sur le Vietnam, nous nous sommes lourdement trompés ».

Aujourd'hui, Trâm Thi Ngo a soixante-cinq ans. Les GI l'appelaient « Hanot Hannah » à l'époque où elle animait la radio communiste une émission de propagande qui leur était spécialement destinée. Elle vit à Ho Chi Minh-Ville. Certains de ses anciens « auditeurs » américains lui rendent visite en touristes, a-t-elle confié à un journal britannique. « Chaque nuit nous écoutons votre voix, maintenant nous pouvons enfin voir votre visage », lui disent ces hommes âgés dont elle peuplait la solitude de soldat. Chef des opérations navales en

En quelques heures, il y a vingt ans, le dernier président de la République du Sud-Vietnam était passé d'une offre de cessez-le-feu ignorée par Hanoï à un ordre de reddition sans conditions

1970, l'amiral Elmo Zumwalt commanda l'épandage de « l'agent orange », puissant défoliant, sur les rivières et les canaux vietnamiens. Son fils, « Elmo III », était pas un plaqué. Il participa lui-même à des patrouilles particulièrement dangereuses dans les zones « traquées » par les bons soins de son père. En 1988, il est mort d'une forme de cancer rare, probablement dû à l'agent chimique. Quand il a découvert sa maladie, « Elmo III » n'a rien renié de l'action paternelle, parce que, pensait-il lui-même, elle avait permis de sauver la vie de milliers de soldats américains. Devenu consultant en Vietnam, l'amiral estime toujours que « ce qui devait être fait devait être fait, parmi toutes ces choses horribles qu'impose la guerre », mais il est retourné au Vietnam pour rencontrer d'anciens ennemis ayant survécu à l'« agent orange ».

Les Français ne pratiquent pas le même genre de tourisme. Ils sont néanmoins nombreux à revisiter un pays où encore 70 000 personnes parlent couramment leur langue, selon les chiffres du Haut Conseil de la francophonie. Le « retour à Saïgon » est devenu un genre littéraire dans lequel l'auteur est porté par le sujet. « Celui qui découvre l'Asie par le Vietnam s'expose à être déçu partout ailleurs », confie le photographe Raymond Depardon à son compagnon de voyage Jean-Claude Guillebaud (*La Colline des Anges, retour au Vietnam*, de Jean-Claude Guillebaud et Raymond Depardon, Seuil, 1993). Quelle revanche, et sur le communisme, et sur la période yankee !

Jean de la Guévière

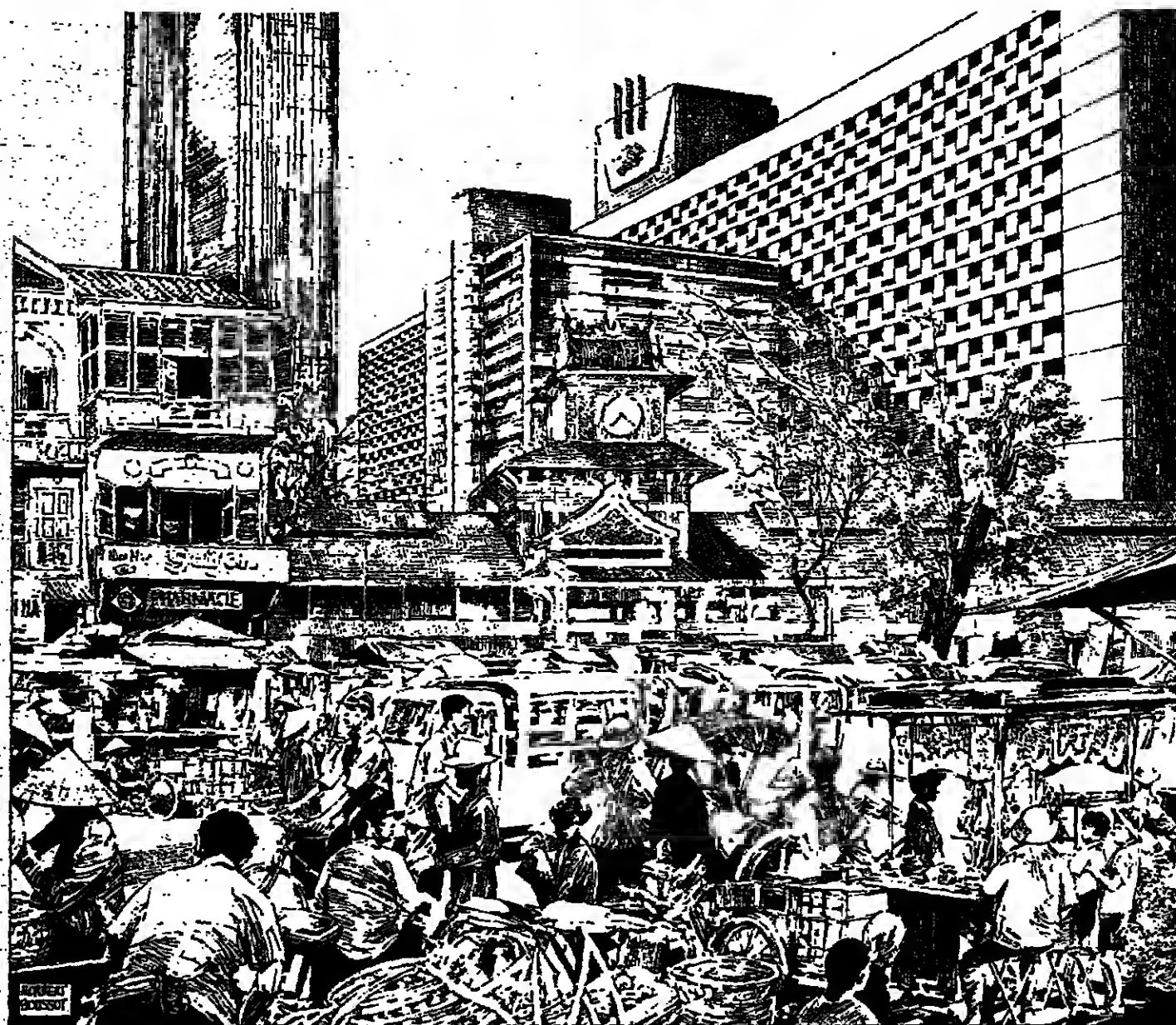
### 1954-1975 : de la chute

- 7 mai 1954 : chute de Dien Bien Phu ; le 21 juin, la signature des accords de Genève met fin à la guerre de la France au Vietnam.
- Avril-mai 1955 : la France cède la place aux Etats-Unis, dont un protégé, Ngo Dinh Diem, est chef du gouvernement sud-vietnamien ; ce dernier fera savoir qu'il n'est pas lié par l'accord de Genève.
- 20 décembre 1960 : création du FNL au Vietnam du Sud.
- 8 février 1962 : création d'un commandement militaire américain à Saïgon.
- 1<sup>er</sup> novembre 1963 : Diem est renversé et tué.



En quelques heures, il y avait vingt ans que le dernier président de la République du Sud-Vietnam était passé d'une offre de cessez-le-feu ignorée à Hanoï à l'ordre de reddition sans condition.

**Le visage de l'ex-capitale du Vietnam ne cesse de se transformer. Elle a été la première ville du pays à s'être réanimée, après les traumatismes subis lors de conflits interminables et sanglants**



Voilà quelques années, l'ouverture du pays et la normalisation des relations avec la Chine avaient provoqué une invasion de produits de contrebande qui s'en-tassaient encore, en ce qui concerne l'électronique, sur les trottoirs du quartier chinois de Cholon ou du Cho Cu, le vieux marché du premier arrondissement, en plein centre. Mais les produits fabriqués au Vietnam commencent à devenir compétitifs, surtout depuis l'an dernier et dans le secteur des vêtements. Si l'on inclut la zone industrielle de Bien Hoa et d'autres régions limitrophes, riches en plantations et maraîchers, Ho Chi Minh-Ville est devenue un grand centre de production. « C'est la différence essentielle avec le Saïgon d'avant la libération, qui était avant tout un centre de consommation et de spéculation subventionné par l'intervention américaine », estime un officiel vietnamien.

**C**ERTES, Ho Chi Minh-Ville n'échappe pas à la règle qui veut que toute croissance rapide creuse les inégalités entre les revenus. Environ 10 % des cinq millions de Saïgonnais sont des résidents illégaux qui végètent dans des bidonvilles ou sur les trottoirs de la ville. La municipalité évalue à quarante-sept mille le nombre de ménages installés dans des bidonvilles. Mendicité, fouille des poubelles, rapines, prostitution, petite délinquance et même trafic de drogue sont visibles, y compris dans le centre de la ville. Des familles entières campent encore là où les trottoirs sont mal éclairés ou lorsque les riverains sont plus indulgents. A Tan Binh, des familles de vendeurs de billets de loterie, de crèmes glacées ou de cœurs de souliers s'en-tassent parfois par dix ou douze dans une seule pièce avec prise d'eau et toilettes sur le palier.

La ville attire, cependant, beaucoup de monde et, dans de nombreux quartiers, cohabitent aujourd'hui des Vietnamiens originaires de toutes les régions du pays, venus par vagues successives au fil des combats, des changements politiques ou des périodes de dépression économique. Les associations de peintres ou d'écrivains comptent, dans leurs rangs, un bon nombre d'artistes du Centre et du Nord. L'ancienne Saïgon est ainsi devenue, en l'espace d'un quart de siècle, un point de rencontre, ce qui contribue à sa vitalité.

Cependant, si deux cent vingt

## Renaissance d'une cité

**U**N nonnaissendormi dans les bras, la jeune femme n'arrête pas de s'exclamer en regardant défilant les visages à travers la

vitre du minibus climatisé qui la conduit chez ses beaux-parents, après cinq années d'absence. « Quelles habitudes sont belles ? Et les habits... » L'été le répète vingt fois pendant l'heure que dure le trajet. « J'ai ramené des kilos de savon, mais on doit trouver de tout ici », dit-elle en passant devant les épiceries qui débordent sur les trottoirs.

Assis à côté d'elle, leur aîné âgé de deux ans sur les genoux, Vong, le mari, est moins loquace. Il éprouve du mal, dans cette banlieue de Ho Chi Minh-Ville, où il a pourtant vécu sa jeunesse, à reconnaître son chemin ; à telle enseigne qu'il laissera, sans réagir, la voiture passer devant la maison de son père. Les chaussettes ont été refaites, et certaines maisons réalignées. Les habitations restaurées se retrouvent coincées entre des constructions neuves et clinquantes.

Lieu et Vong n'étaient âgés que de vingt et un ans quand, en 1990, ils se sont enfuis du Vietnam. « Mes parents, explique le jeune homme, nous jugeaient trop jeunes pour que l'on se marie. » Il ne dit pas si son père et sa mère, de très pratiquants catholiques originaires du Nord, éprouvaient également quelques réticences à voir leur fils épouser une bouddhiste du Sud. Après une semaine de bateau, ils ont échoué en Indonésie, à Galang, un camp de réfugiés géré par le HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Là-bas, ils ont vite déchanté. Depuis l'année précédente, le pays d'accueil s'étaient entendus pour ne plus prendre de réfugiés non politiques. Il leur a cependant fallu un bon délai pour admettre l'évidence : la seule is-

sue, dans leur cas, serait le « rapatriement volontaire ». Entre-temps, leurs deux enfants étaient nés.

Ils ont donc demandé, par lettre, à leurs parents de leur pardonner leur fuite. Ce qui a été accepté par retour du courrier. Filmmé par Leandro Manfili, de la télévision suisse italienne, l'intensité des retrouvailles est, paradoxalement, soulignée par une grande pudeur, comme un instant d'amour pur. Lieu s'est assise un peu à l'écart lorsque sa belle-mère et son mari se sont enlacés, sans se regarder, sur une banquette, les yeux bai-

lancés, dans leur cas, serait le « rapatriement volontaire ». Entre-temps, leurs deux enfants étaient nés. Ils ont donc demandé, par lettre, à leurs parents de leur pardonner leur fuite. Ce qui a été accepté par retour du courrier. Filmmé par Leandro Manfili, de la télévision suisse italienne, l'intensité des retrouvailles est, paradoxalement, soulignée par une grande pudeur, comme un instant d'amour pur. Lieu s'est assise un peu à l'écart lorsque sa belle-mère et son mari se sont enlacés, sans se regarder, sur une banquette, les yeux bai-

**« La crise est passée et nous entrons dans une phase de stabilisation et de décollage »**

gnés de larmes, comme s'ils ne parvenaient pas à prendre conscience de leur commun bonheur. Parallèlement, habitués à être dorlotés, couverts de baisers, les deux petits sont passés d'une paire de bras à une autre. « Je leur ai pardonné, mais je ne les aurais pas laissés revenir si la situation au Vietnam n'avait pas radicalement changé », nous a déclaré le père de Vong, aussi ému que sa femme.

« C'est vrai que Saïgon s'est transformée, surtout depuis 1992 », explique un entrepreneur local.

« La ville est plus riche qu'avant 1975. »

**A**PRÈS des années de stagnation, Ho Chi Minh-Ville a été la première des villes du Vietnam à se réanimer quand, à la fin des années 80, l'économie s'est libéralisée et le

pays s'est ouvert sur le reste du monde. Du coup, surtout depuis 1993, la municipalité dispose de fonds. Après la réfection des chaussées du centre-ville, c'est le tour des trottoirs, dotés d'un dallage orné de dessins. Le marché Béné-Thanh regorge de fruits, et l'or s'étale dans les échoppes qui l'entourent. S'il n'y a encore que trois immeubles de plus de seize étages, les chantiers en cours laissent prévoir, dans le centre, un horizon urbain de gratte-ciel dans une dizaine d'années. Une société taïwanaise a signé, en octobre, un contrat de 524 millions de dollars

pour la construction d'un ensemble qui comprendra un centre d'affaires de trente-six étages. Voilà vingt ans, lors de sa reddition, Saïgon était avant tout une société de consommation qui avait eu bonne partie vécu, pendant une dizaine d'années, de la présence dans ses murs de dizaines de milliers d'étrangers et des retombées d'un important corps expéditionnaire américain. Ses deux aéroports, celui de Tan Son Nhut, en bordure de la ville, et celui de Bien Hoa, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest, ont été, en 1969-1970, les plus fréquentés de la planète. Mais le trafic y était essentiellement militaire. Aujourd'hui, des avions civils décollent de Tan Son Nhut ou y atterrissent toutes les dix minutes. Après avoir été pratiquement désert pendant dix ans, le terminal

de l'aéroport a été refait et les projets d'extension se multiplient, car l'aéroport doit pouvoir accueillir, en l'an 2000, huit millions de passagers, contre un million six cent mille en 1993.

« Nous traversons une phase de dévouement total », juge pour sa part Trinh Cong Son, l'auteur-compositeur et peintre originaire de Hué, qui s'est réinstallé en 1979 à Ho Chi Minh-Ville. « Pour l'instant, le neuf fascine », dit-il. Une entreprise française restaure l'hôtel de ville au style rococo qui ferme le large boulevard Nguyen Huê, lequel vient d'être débarrassé de deux rangées de kiosques inesthétiques. Dans quelques années, cette artère sera prolongée par un pont qui enjambera la rivière de Saïgon, qui demeure un véritable fleuve à la hauteur de la ville. De l'autre côté, à l'intérieur de la bouche, le lieu-dit de Thu Thiem, qui abrite encore des résidences de militaires, se transformera alors en un quartier moderne. Mais, pour l'instant, le boulevard Nguyen Huê accueille, une fois par semaine, de très jeunes acrobates sur VTT, un vélo qui se loue moins de 3 francs l'heure. Le spectacle, qui attire une véritable foule, n'est pas du goût des nouveaux trois ou quatre-étoiles riverains, à cause des embouteillages qu'il provoque.

À la sortie de l'école, les jeunes filles troquent leurs si élégantes tuniques blanches, dont le port est obligatoire, contre des minijupes ou des pantalons et des blouses bouffantes. A la saison des mariages, qui précède le Têt (le Nouvel An, célébré le 31 janvier), plus les réceptions sont clinquantes - robes de mariée occidentales, corbeilles de fleurs de plastique - plus la fête est réussie. En attendant que des familles puissent se doter de caméras, ce goût pour tout ce qui est jugé neuf fait l'affaire des photographes semi-professionnels, car tout semble prêt à une pose : une lanterne, un bouquet de fleurs, une fontaine, une statue, même l'enseigne lumineuse d'un restaurant.

**P**OUR l'instant, la plupart des indicateurs sociaux sont au vert, de la fréquentation scolaire à la dotation des collèges en laboratoires, en passant par la reconstitution d'un corps d'enseignants ou par la lutte contre la prostitution et la drogue. Le revenu annuel par tête est estimé à plus de 800 dollars, soit plus de trois fois la moyenne nationale.

De 1993 à 1994, le nombre des ménages pour cent ménages est passé de 17,9 à 33 ; celui des véhicules à deux roues - moyen de transport le plus utilisé -, de 54 à 63 ; et celui des réfrigérateurs de 23 à 25. Selon les calculs de la mairie, les Saïgonnais qui vivent en dessous du seuil de pauvreté ne représentaient plus en 1994 que 11,8 % de quelque cinq millions d'habitants, contre 19,5 % l'année précédente. Le pourcentage des ménages qui disposent de revenus inférieurs à 50 francs par mois et par tête n'était plus que de 2,8 % l'an dernier, contre 4,4 % en 1993.

« La crise est passée et nous entrons dans une phase de stabilisation et de décollage », estime Lê Ngoc Huê, directeur du bureau des statistiques de la ville. Ho Chi Minh-Ville connaît, en effet, une expansion exceptionnelle, avec un taux de 14,5 % en 1994. Elle bénéficie du transit de 60 % du commerce extérieur du pays et, depuis l'ouverture du Vietnam aux investissements étrangers, elle a attiré le tiers du total. Ses ports

**« C'est la différence essentielle avec le Saïgon d'avant la libération, qui était avant tout un centre de consommation et de spéculation, subventionné par l'intervention américaine »**

vont être réaménagés. La zone franche de Tân Thuan, la première du pays, qui représentera, une fois terminée, un investissement de 600 millions de dollars, accueille de premiers locataires qui bénéficient déjà d'un terrain d'entraînement de golf.

Les Taïwanais, pour leur part, doivent financer, pour un montant de 242 millions de dollars, la construction de « Saïgon-Sud », un complexe urbain de 26 000 hectares susceptible d'accueillir, au bout du compte, trois cent mille habitants et qui comprendra une ville universitaire, un centre de haute technologie ainsi qu'un palace de 500 chambres. A 30 kilomètres au nord de la ville, les 100 hectares de l'ancienne base américaine de Long-Binh vont être transformés en une zone industrielle par une société mixte financée par des Thaïlandais.

mille familles de Ho Chi Minh-Ville ont des parents à l'étranger, dont ils reçoivent encore une assistance financière ou technique, le mythe du cousin de Californie s'estompe avec les retours croissants des Vietnamiens d'outre-mer, pour affaires ou en visite familiale. « Nos compatriotes, que l'on croyait si bien installés et si fortunés à l'étranger, ont l'air tellement heureux de retrouver les habitudes du pays que les gens craignent de moins en moins au mythe », résume Trinh Cong Son, en ajoutant : « Le Vietnamien n'est à l'aise que chez lui. » Lieu et Vong, les amants de Galang, ne le contrediraient pas. Lors de leur retour, ils n'ont jamais paru penser au procès officiel que l'on faisait ici, voilà quelques années, aux « traîtres » qui fuyaient en bateau le Vietnam.

Jean-Claude Pomonti

### de Dien Bien Phu... à celle de Saïgon

- 6 février 1965 : début des raids aériens américains contre le Nord puis intervention des forces terrestres américaines.
- 17 juin 1965 : le général Thieu devient chef de l'Etat.
- 30 janvier 1968 : offensive du FNL, dite du Têt, à Saïgon et contre plusieurs grandes villes du Sud.
- 13 mai 1968 : début des conversations de Paris entre Américains et Nord-Vietnamiens.
- 15 janvier 1969 : accord pour passer à des négociations à quatre, c'est-à-dire incluant le Vietnam du Sud et le FNL.

- 19 juin 1969 : formation d'un Gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP).
- 4 mai 1972 : suspension à Paris des entretiens à quatre, qui reprendront en juillet.
- 18 octobre 1972 : le président Thieu accepte le cessez-le-feu mais refuse de signer l'accord mis au point à Paris.
- 27 janvier 1973 : signature des accords de Paris ; en mars, ouverture à La Celle-Saint-Cloud des entretiens entre les deux parties sud-vietnamiennes.
- 15 janvier 1974 : suspension des entretiens de La

- 24 mars 1975 : Hué tombe aux mains du GRP ; le 29, chute de Da Nang.
- 17 avril 1975 : au Cambodge, les Khmers rouges entrent à Phnom-Penh.
- 21 avril 1975 : M. Thieu démissionne ; le vice-président, M. Tran Van Huong lui succède.
- 26 avril 1975 : M. Huong demande au Parlement de l'autoriser à désigner le général Minh pour lui succéder et négocier avec « l'autre côté ».
- 30 avril 1975 : évacuation des derniers Américains de Saïgon.



## « Putsch mou » à Pékin

de la Chine « communiste » à n'avoir exercé aucune mission de très haut niveau au gouvernement central avant qu'il n'ait accédé à la magistrature suprême - traduit un basculement en faveur des provinces, plus riches et dynamiques qu'un Etat qui tire sa tradition jacobine de deux millénaires de bureaucratie impériale.

Aucun gouvernement étranger - à commencer par celui du G7 - n'a encore pris en compte cette mutation. Les derniers soubresauts qui agitent la capitale d'un pays siégeant au Conseil de sécurité des Nations unies montrent qu'il en est grand temps.

[illegible]

**Pierre Zémor,**  
conseiller d'Etat,  
auteur de *La*  
*Communication publique*





Naissances

M. et M<sup>me</sup> A. LE GRAND,  
M. et M<sup>me</sup> J.-R. ANQUETIL,  
Marienne et Guillaume ANQUETIL,  
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Jean,

le 25 avril 1995.

Neoueddine et Karima

ont le plaisir d'annoncer les naissances de

Nahia,

chez Karim et Karima MEJDOUB,

né le 5 avril 1995, à Freiburg.

Maeva,

chez Sadi et Christine MEJDOUB,

née le 18 avril, à Senlis.

De Tokyo.

29-2. Ichibancho,

Chiyoda - Ka.T 102.

Anniversaires de naissance

30 avril 1905 - 30 avril 1995,

Bon anniversaire !

Daoudi.

Luc, Cécile, Mathias, Simon, Jérôme,

Samuel, Daniel, Yael.

Mariages

M. Lucien SGHERRI  
et M<sup>me</sup> née Jocelyne FERRE,  
sont heureux de faire part du mariage de  
leur fils,

Guillaume,

avec

M<sup>me</sup> Sandrine ROBERT,

célébré ce jour dans l'intimité familiale.

7 chemin de l'Ermitage,

93200 Saint-Leu-la-Forêt.

Décès

Nicole Borde,  
son épouse,  
Dominique et Constance Borde,  
Jacques et Muriel Vuillemin,  
Jean-François et Nicole Borde,  
ses enfants,  
Et son arrière-petit-fils,  
Ses frères et sœurs,  
ont le deuil de faire part du décès de

Philippe BORDE,

survenu le 27 avril 1995, à l'âge de  
soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le mardi 2 mai, à 9 h 30, en l'église Saint-  
Martin de Louveciennes, suivie de l'in-  
humation au cimetière de Louveciennes.

15, rue de l'Esang,

78430 Louveciennes.

M<sup>me</sup> Raymond du Bois,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Philippe du Bois,

Romain, Laurent, Maxime,

M<sup>me</sup> Anne Lepoutre du Bois,

M<sup>me</sup> Nadia,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Singher du Bois,

Tout,

sous le deuil de faire part du décès de

docteur Raymond DU BOIS,

professeur émérite

à l'université Lille-II,

radiologiste des Hôpitaux,

survenu le 27 avril 1995.

16 avenue Foch,

92800 Levallois.

M<sup>me</sup> Marie-Anne Leca,

née Gaudin,

le 11 avril 1995, à Paris.

et rappellent le souvenir de sa fille,

Marie-Dominique LECA-GOUGEON,

† 1981.

Le service religieux et l'inhumation ont

eu lieu, le 22 avril, à Calenzana (Haute-  
Corse).

Nourméa (98) - Le Port-Marty (78).

Jacques et Claude Le Leizour,

Jean-Pierre et Monique Le Leizour,

leurs enfants,

Bruno Mier et Isabelle Le Leizour,

Nathalie Le Leizour,

ont le deuil de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Isabelle LE LEIZOUR,

survenue le 17 avril 1995.

Les obsèques et l'inhumation ont eu

lieu, dans la plus stricte intimité, à

Nourméa.

29, route de Versailles,

93460 Le Port-Marty.

97 263.

Nourméa (Nouvelle-Calédonie).

M<sup>me</sup> Ange PIAZZA,  
Ses enfants et ses petits-enfants,  
ont le deuil de faire part du décès de

M. Ange PIAZZA,

à Marseille, le 25 avril 1995.

M. et M<sup>me</sup> Philippe Tardé,

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Bernard Tardé,

et leur fille,

M<sup>me</sup> Odette Vains,

M. et M<sup>me</sup> André Chardot,

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Joseph Robert,

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Nicole Biguerie,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Bernard TARDÉ,

survenu le 26 avril 1995, dans sa soixante-

huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le mardi 2 mai, à 11 heures, en l'église de

Saint-Sébastien de Morcen (Bret).

Cet avis tient lieu de faire part.

PF de la Haute Lande,

SARL. Carol Flor,

33114 Le Barp.

Tél. : 56-88-26-05.

33830 Belle-Bellet.

Tél. : 56-88-09-74.

M<sup>me</sup> Denise Vinel,

Ses enfants et petits-enfants,

font part du décès de

M. Roger VINEL,

le 19 avril 1995.

Les obsèques ont eu lieu à Villahourdes

(Aveyron), le 21 avril.

12, boulevard Edouard-Herriot,

82000 Montauban.

Isabelle, Lorraine, Nathalie Vieux-

blé,

Et Jeanne-Marie Bertaux-Vieuxblé,

font part du décès de

Edgar VIEUXBLÉ,

Grand Prix de Rome

et croix de guerre 1945.

Anniversaires

16 août 1950 - 1<sup>er</sup> mai 1977,

M. Jean AMEYÉ,

ingénieur à l'EDF.

Celui qui ont apprécié cet être merveilleux,

son sourire, son regard limpide,

prépare pour Anne-Laure. « Heureux les

cœurs purs ! »

Le 1<sup>er</sup> mai 1982.

Irénée DUSFOUR

était tué dans un accident d'avion.

Il avait cinquante-quatre ans.

Léon HOBER.

Tu es survécu à tant d'horreur et tu

restes parmi nous éblouissant de lumière.

Il y a dix ans, le 29 avril 1985, dispa-

rait accidentellement

Myriam WAINBERG.

Elle avait quarante ans.

Communications diverses

A l'occasion de la Journée nationale

du souvenir de la déportation,

M<sup>me</sup> Simone Veil, ministre d'Etat,

ministre des affaires sociales, de la santé

et de la ville, représentant le premier

ministre, M. Edmond Balladur, et le maire

de Paris, M. Jacques Chirac, présideront,

en présence du ministre des anciens

combattants et victimes de guerre,

M. Philippe Mestre, une cérémonie

commémorative : le dimanche 30 avril

1995, à 14 heures, au Mémorial du martyr

juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier,

75004 Paris.

Le Mémorial du martyr juif inconnu et

le Centre de documentation juive con-

temporelle rappellent qu'ils persistent, dans

le cadre du cinquantenaire de la libération

des camps, une exposition : « De Drancy

à Auschwitz », consacrée à la déportation

et au retour des juifs de France.

Une mémoire des camps français :

1939-1946. Une exposition de photos in-

édites de P. Bard organisée par les Amis de

la CCE. Le 6 mai 1995 de 13 heures à

17 heures. Débat à 17 heures et le 7 mai de

10 heures à 17 heures à la Galerie de

Nesle, 8, rue de Nesle, 75006 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-85-29-84 ou 40-85-29-96

Télécopieur : 46-88-77-13

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 105 F

Abonnés et actionnaires ..... 95 F

Communications diverses ..... 110 F

Thèses étudiants ..... 65 F

Les lignes en capitales grasses

sont facturées sur la base de

deux lignes. Les lignes en blanc

sont obligatoires et facturées.

Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficiant d'une réduction sur les

tarifs de « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniquez leur numéro de référence.

# Les hockeyeurs français remportent leur troisième victoire

Après leur succès contre la Suisse, ils accèdent pour la première fois aux quarts de finale des championnats du monde. Ils affronteront les Suédois, les Tchèques ou les Finlandais

L'ÉQUIPE DE FRANCE de hockey sur glace s'est qualifiée pour la première fois de son histoire pour les quarts de finale des championnats du monde en battant la Suisse (3-2), vendredi 28 avril, à Gävle (Suède). Au terme de ce match, éreinté et disputé et assez décevant, les Français ont ainsi signé leur troisième victoire, après leurs succès contre l'Allemagne (4-0) et le Canada, champion du monde en titre (4-1), contre une unique défaite, face à la Russie (1-3).

Les Bleus doivent affronter l'Italie, lundi 1<sup>er</sup> mai, pour leur dernier match de la phase éliminatoire, avec pour enjeu la deuxième place du groupe A. Ce classement déterminera le nom de leur adversaire en quarts de finale : la Suède, la République tchèque ou la Finlande.

Onzièmes du championnat du monde A en 1992, dixièmes ces deux dernières saisons, les hockeyeurs français ont franchi un palier important sous la direction de leur nouvel entraîneur, Juhani Tamminen, puisqu'ils termineront,

au pire, huitièmes en Suède. Apôtre d'un jeu très offensif, l'ancien capitaine de l'équipe de Finlande n'a pas hésité à bousculer les traditions, depuis son arrivée à la tête de l'équipe, en juin, en critiquant ouvertement la tactique défensive que son prédécesseur suédois, Kjell Larsson, avait mise en place pendant huit ans.

« Pour se classer dans le peloton de tête du groupe B, cette tactique a eu du bon, expliquait-il au quotidien L'Équipe. Mais je constate que en trois championnats du monde A, la France a subi quatorze défaites et n'a remporté que trois victoires. Elle ne doit plus seulement chercher à gagner le match décisif. »

## LES ATTRACTIONS DU TOURNOI

Fort des ses principes offensifs, le Finlandais a entrepris de faire évoluer les mentalités des joueurs. En leur distribuant notamment un fascicule intitulé *Trois cents minutes pour gagner*, soit le temps total des cinq rencontres du premier tour des championnats du monde. A Gävle, profitant de l'absence des meilleurs professionnels rete-

nus par le championnat nord-américain, les Français n'ont eu besoin que de deux cent quarante minutes pour dépasser les objectifs de Juhani Tamminen, qui ne visait officiellement qu'une neuvième place. Au passage, leur nouveau style leur a permis de devenir les grandes attractions d'un tournoi où le public des connaisseurs suédois s'amuse des exploits des « fous de Français ».

## RÉSULTATS

### FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE D1

24<sup>e</sup> journée (matchs avancés)

Rapport de la 24<sup>e</sup> journée

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE

22<sup>e</sup> journée (matchs avancés)

rapport de la 22<sup>e</sup> journée

CHAMPIONNAT DU MONDE JUNIORS

Finale

Argentine-Brazil

HANDBALL

TOURNOI DE PARIS

Première journée

Suède-Espagne

France-Suède

■ FOOTBALL: Eric Cantona a signé, vendredi 28 avril, un nouveau contrat de trois ans avec Manchester United (club anglais de première division) qui expire au mois de juin 1998. « Je reste ici parce que Manchester est le plus grand club d'Angleterre, peut-être d'Europe, voire du monde », a déclaré, lors d'une conférence de presse, l'attaquant international français, interdit de toute compétition jusqu'au 30 septembre par la Fédération anglaise, puis condamné par la justice à une peine de 120 heures de travaux d'intérêt général pour l'agression d'un supporter du club de Crystal Palace. Selon la presse britannique, l'accord porterait sur une somme de 3 millions de livres (environ 23 millions de francs). Les dirigeants de l'Inter de Milan, qui avaient proposé 28 millions de francs pour le transfert du joueur, ont pris acte de la signature de ce contrat. - (AFB)

## HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNATS DU MONDE A

2<sup>e</sup> journée

GROUPE A

Russie-Allemagne 6-3

France-Suède 3-2

Classement : 1. Russie, 2. France, 3. Canada, 4. 4. Italie, 5. Allemagne, 6. 6. Suède, 7.

GROUPE B

Suède-Finlande 7-2

Classement : 1. États-Unis, 2. Suède, 3. République tchèque, 4. 4. Finlande, 5. 5. Norvège, 6. 6. Autriche, 7.

TENNIS

TOURNOI DE MONTE-CARLO

Quarts de finale

T. Muster (Aut.), n° 3, b. D. Wheaton (E-U) 6-4,

6-4, 3. Becker (Al.), n° 21, b. R. Krajnc (P-B), n° 10,

6-2, 7-5, G. Nagend (Cro.), n° 4, b. G. Schaller

(Aut.) 4-6, 7-6 (7-4), 7-5, A. Gaudenzi (Ita.), n° 14,

b. S. Bruguera (Esp.), n° 5, 7-6 (7-4), 6-2.

Dire que le Muscadet sur lie s'est reposé tout l'hiver pour être au mieux de sa forme!



Les Muscadet savent bien que chaque jour compte pour faire une grande année, même le 1<sup>er</sup> mai ! Bien qu'ils défendent aussi les bienfaits du repos et de la méthode sur lie (et non sur lit). Six mois, le temps d'oublier les plus

mauvais jours d'hiver, les Muscadet se sont reposés sur leur lie de vinification avant d'être mis en bouteille. Un savoir-faire traditionnel du vignoble de Nantes qui fait prendre à ses vins encore plus d'arôme et de saveur...

Muscadet. Chaque jour compte pour faire une grande année.



Les Vins de Nantes



صحنه من العمل

**GRÈVE** Les syndicats ont réuni, vendredi 28 avril, les salariés de Vitel dans des assemblées générales. Alors que 332 suppressions d'emploi sont prévues à Vitel et à Contrex

(Vosges), les négociations entre direction et syndicats périclitent. Après une grève menée par les techniciens de la maintenance pendant dix jours, l'ensemble des salariés pourraient

décider d'arrêter le travail. ● **PARADOXALEMENT**, ce sont les syndicats qui sont les plus hésitants. La malaise est essentiellement dû au rachat de Vitel par Nestlé, début 1992. Désor-

mais, les principaux centres de décision sont rattachés à Nestlé sources internationales. ● **SI NESTLÉ** justifie cette centralisation, les 800 salariés de Vitel la vivent particulièrement

mal et reprochent à la maison mère de favoriser d'autres marques du groupe. Pourtant, celle-ci va prochainement investir 600 millions de francs dans les Vosges.

## La gestion de Nestlé inquiète les salariés de sa filiale Vitel

Le personnel de la source vosgienne supporte mal l'éloignement des centres de décision depuis leur intégration dans la multinationale. Mais les syndicats hésitent à décider d'un mouvement de grève

SI CHACUN L'APPELLE la « maison blanche », c'est bien entendu à cause de la couleur de la façade, mais aussi parce que le comité d'entreprise de Vitel SA est un incontestable lieu de pouvoir. Faut-il parler au passé ? La transformation en 1992 de la prestigieuse Société des eaux de Vitel en une simple filiale de Nestlé sources internationales (NSI), elle-même filiale de Nestlé, peut le laisser penser. Mais cette mue ne s'opère pas sans difficultés. Le conflit, qui couve depuis début avril et pourrait déboucher sur une grève illimitée à partir du jeudi 4 mai, en est le symptôme manifeste.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1992, les eaux de Vitel ont appartenu à la famille Bouloumié. Mais, à cette date, le PDG, Guy de la Motte-Bouloumié, septuagénaire, pressent que la participation de la famille (20 % du capital) risque de se diluer. Préférant tout

vendre au prix fort, il cède l'ensemble des actions à Nestlé, jusque-là simple actionnaire dormant. Comme le géant helvétique acquiert simultanément Perrier et sa filiale Contrex, il parvient en quelques semaines à faire presque jeu égal avec Evian, la filiale de Danone, sur le marché français des eaux minérales plates.

Pour Vitel, entreprise familiale mais rentable, (1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires et environ 105 millions de résultat net en 1994) une page est tournée. Pour les relations sociales aussi. « Après des années 70 très dures et un long conflit en 1982, nous avons passé un mode de vie avec la direction. Puisque le vieux couple que nous formions ne pouvait pas se séparer, nous avons décidé de vivre ensemble en bonne intelligence, même si nous faisons chambre à part », explique plaisamment Arthur Staub (CFDT), principal occupant de la « maison blanche » depuis plus

d'une vingtaine d'années. Les années 80 seront même marquées par des actions innovantes menées en commun dans le domaine de l'insertion et de la formation.

### UNE SIMPLE USINE

Evidemment, la prise de contrôle par Nestlé change la donne. « Avant, nous n'avions qu'un mouton. La bête était précieuse. Chacun savait qu'il fallait lui laisser de la laine sur le dos. Aujourd'hui, Nestlé a tout un troupeau, Perrier, Vitel, Contrex et Valvert en Belgique. Peu lui importe qu'une bête tombe malade. » Car, pour Arthur Staub comme pour les quelques centaines de salariés qui l'ont écouté pendant plus d'une heure, vendredi 28 avril, pas de doute : « Nestlé ne nous aime pas ». La preuve : « Ils » dépècent l'entreprise. La direction du marketing et les forces de vente ne dépendent déjà plus de Vitel mais de la maison mère, NSI, où elles sont inté-

grées aux équipes des autres marques. Pire : la source n'est plus propriété de Vitel SA, mais d'une autre structure rattachée directement à Nestlé. Il se murmure même que, demain, Vitel n'aura plus qu'un seul client, Nestlé, qui se chargera de trouver le chaland. Hier entreprise, Vitel a l'impression de n'être plus qu'une usine.

Alain Dornier, responsable du marché France de NSI, se veut rassurant : « Nous avons deux marques mondiales, Perrier et Vitel, et deux régionales, Contrex et Valvert. Nous voulons renforcer notre portefeuille de marques en les incluant dans la même charte commerciale. Face à la grande distribution, il est plus efficace d'avoir une seule force de vente. Mais, en aucun cas, Vitel ne sera délaissée. Si les gens de Vitel ont perdu leurs compétences, les technologies de l'eau qui emploie cent personnes et travaille pour le

mande entier. Nous allons créer l'Institut de l'eau Perrier-Vitel, qui rassemblera l'ensemble des connaissances scientifiques et médicales sur l'eau. Et d'ici 1998, nous allons investir 600 millions de francs à Vitel et Contrexville pour passer d'un emballage en PVC à un emballage en PET, plastique compactable, comme vient de le faire Evian. »

De l'avis général, le PET, c'est l'avenir. Mais son introduction supprimera 332 emplois. Certes, ces suppressions seront échelonnées jusqu'en 1998 et n'entraîneront aucun licenciement. Mais, à Vitel, la CFDT voudrait davantage. À la suite des actions menées par la CGT chez Perrier, la direction vient d'accepter de réduire le temps de travail à trente-cinq heures sans perte de salaire et de continuer à payer les salariés de plus de cinquante-trois ans, désormais invités à rester chez eux.

Vitel ne pourrait-elle pas s'inspirer de ce plan ? Malgré une grève des ouvriers de la maintenance, qui a paralysé la production pendant dix jours en avril, et une série de débrayages, la direction joue visiblement le pourrissement, renvoyant les négociations de semaine en semaine.

### « PAIN CONGELÉ »

« Perrier a eu toutes les brioches. Il ne nous reste que le pain congelé », résume Arthur Staub. Alors que les salariés semblent tentés par un durcissement des actions, ce sont les syndicats qui hésitent. Dans un tract alambiqué, la CGT écrit qu'« aujourd'hui, le blocage de la production n'est plus synonyme d'efficacité. (...) Il faut donc trouver d'autres solutions que la grève, qui dégrade considérablement le revenu familial. La grève devra donc être gérée dans le temps. Nous avons à faire face à un bouleversement de plusieurs années ».

Difficile d'être moins mobilisateur ! En fait, CGT comme CFDT savent qu'une grève illimitée n'a de chance d'aboutir que si elle est également menée à Contrex, Or, à cinq kilomètres de Vitel, ni la CFDT ni la CGT majoritaire ne semblent prêtes. Entre les deux établissements concurrents depuis toujours, les relations inter-syndicales n'ont jamais été très bonnes. Néanmoins, Arthur Staub, qui a été très surpris par la grève des jeunes techniciens de maintenance, a demandé aux salariés de se prononcer le jeudi 4 mai en faveur ou non d'un arrêt du travail. Prudent, il vient même d'équiper la « maison blanche » de cinq lits de camp. Au cas où la cuvée 1995 serait celle de la colère.

Frédéric Lemaître

### Un marché très disputé

Trois ans après l'OPA de Nestlé sur Perrier et sur Vitel, le groupe fait à peu près jeu égal avec son concurrent Danone. Ainsi en France, Evian et Valvert, qui appartiennent au groupe d'Antoine Riboud, occupent respectivement environ 17 % et 13,5 % du marché des eaux plates. De son côté, Nestlé affiche quatre marques : Contrex (15 %), Vitel (13 %), Hépar (3 %) et Valvert (1,8 %). A l'étranger, Evian est la marque la plus vendue dans le monde, suivie par Vitel.

Mais cette guerre entre les deux géants se cache une autre : celle que ces grandes marques doivent livrer aux petites sources régionales, nettement moins chères. Ces dernières occupent d'ores et déjà près de 40 % du marché français et attendront, selon les spécialistes, le seuil des 50 %.

## Dans les Bouches-du-Rhône, le conflit des postiers s'enlise

### MARSEILLE

de notre correspondant

Un centre de tri parallèle d'une surface de 8 000 mètres carrés a été ouvert, vendredi 28 avril, au parc Chanoit, dans les quartiers sud de Marseille. Bernard Le Lann, directeur départemental de La Poste, a annoncé que ce « centre de continuité de service » serait placé sous la protection des forces de l'ordre, « pour assurer la sécurité du traitement du courrier ».

Entamé le 16 mars à la recette principale de Marseille, mobilisée contre la suppression de vingt et une tournées de facteur, le conflit des postiers des Bouches-du-Rhône ne touche plus désormais que deux bastions : la recette principale et le centre de tri de Marseille-gare, où la proportion de grévistes au sein des brigades de nuit dépasse 80 % de l'effectif. La direction a choisi de fermer, durant la nuit, le centre où travaillent quinze cents des sept mille trois cents postiers du

département. Sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône, les grévistes ne représenteraient plus désormais que 10 % du personnel, mais la paralysie de ces deux établissements névralgiques provoque toujours des perturbations. La direction chiffre à six millions le nombre d'objets postaux en souffrance, dont deux millions de plus grand format - le courrier des entreprises et des professions libérales - viennent d'être débloqués. Il faudra néanmoins trois à quatre jours pour les distribuer.

Malgré soixante-dix rencontres de négociations entre syndicats et direction, l'heure est toujours à l'enlisement du conflit, et même à la crispation. Les syndicats s'opposent à l'application du projet Marseille Courrier 13 qui prévoit, pour gagner une quarantaine de minutes, la délocalisation du centre de tri de Marseille-gare « au bout des pistes » de l'aéroport de Marignane, dans un nouveau centre qui ouvrirait en 1997. L'accueil des

nouvelles machines de type Elite Top - de trente mille à quarante mille objets triés à l'heure contre quinze cents objets par agent pour le tri manuel - nécessite l'ouverture d'une structure moderne et construite sur un seul niveau. La direction départementale programme donc pour 1999 l'implantation d'un centre de tri à Saumy, une zone d'activité dans les quartiers nord de Marseille.

La conséquence de cette restructuration des activités de tri sera le redéploiement de six cents emplois sur cinq ans, soit dans d'autres départements, soit à l'intérieur des cent quatre-vingt-deux bureaux de poste des Bouches-du-Rhône. Opposés à ces nouvelles dispositions d'emplois, les syndicats préconisent le réaménagement du centre de tri de Marseille-gare, dont l'unité de traitement automatique fonctionne depuis une douzaine d'années seulement.

Luc Leroux

## Le gouvernement belge autorise le mariage de Swissair et de Sabena

LES CONDITIONS d'un accord de prise de participation de la compagnie aérienne Swissair au capital de sa concurrente belge Sabena ont été approuvées par le gouvernement belge, vendredi 28 avril. Manifestement satisfait, la direction de Swissair a déclaré qu'elle mettrait « tout en œuvre pour signer l'accord » avant les élections belges du 21 mai. Les dernières mises au point ne devraient pas prendre plus d'une semaine.

Le projet d'accord prévoit l'entrée, à hauteur de 49,5 %, de Swissair dans le capital de Sabena (Le Monde du 15 avril). Toutefois, la compagnie suisse réclamait un allègement des cotisations sociales devant permettre 650 millions de francs belges d'économie par an (110 millions de francs français) afin de rendre Sabena plus compétitive. Le gouvernement belge n'a pas souscrit à cette demande qui risquait d'être interdite par la Commission européenne. Il a préféré supprimer les cotisations sociales supplémentaires du personnel navigant du secteur aérien et ramener ces cotisations sociales à un niveau comparable aux autres secteurs économiques en Belgique. Cette mesure permettra une économie annuelle comprise entre 320 et 350 millions de francs belges (entre 54 et 60 millions de francs français), précise le ministre belge des communications. Au passage, il a écarté la solution de « dumping social », qui consistait à faire passer la flotte de la compagnie sous pavillon du Luxembourg, introduisant ainsi le principe du pavillon maritime de complaisance dans le transport aérien.

L'accord prévoit aussi une augmentation de capital assez limitée de 150 millions de francs belges par an sur dix ans, financée à la fois par Swissair et l'Etat belge. Selon le mi-

nistère belge des communications, la Commission européenne a accepté cette formule de façon informelle et ne devrait pas s'y opposer, considérant que l'Etat belge agit en l'occurrence comme un investisseur avisé.

Les pouvoirs publics belges détiennent actuellement 62,5 % du capital de Sabena, tandis que les 37,5 % restants sont aux mains d'Air France, associé à des investisseurs institutionnels belges. L'entrée de Swissair dans le capital de Sabena provoquera le désengagement total du groupe français, qui souhaitait atteindre cet objectif sans pour autant laisser le champ libre à un concurrent majeur comme British Airways ou une compagnie américaine. Air France va récupérer sa mise de départ (670 millions de francs), selon le souhait qu'en avait Christian Blanc, président, remettant en question l'investissement de son prédécesseur Bernard Attali. Des discussions se poursuivent avec la compagnie belge pour savoir quels points de l'accord Air France-Sabena pourraient subsister après le désengagement du groupe français.

G. B.

## La justice américaine entrave les ambitions de Microsoft

SOUVENT ACCUSÉE d'être complaisante à l'égard de Microsoft, le leader mondial des logiciels de micro-ordinateurs, la justice américaine vient de décider de priver le géant de son statut de monopole. Au nom des lois antitrust, le ministère de la Justice a déposé une plainte auprès du tribunal de San Francisco, jeudi 27 avril, contre la reprise annoncée à l'automne par Microsoft de la société américaine Inuit, numéro un des logiciels financiers. Un rachat évalué à plus de 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs). Le ministère estime cette acquisition « anticoncurrentielle », car elle donnerait à Microsoft une position de monopole poussant les prix vers le haut.

Quicken, le programme d'intuit, permet une gestion personnelle des comptes bancaires (investissement par carte, placements...) et des opérations de télé-achat. Il s'est vendu à sept millions d'exemplaires aux Etats-Unis l'an passé, ce qui représente environ 85 % du marché. Pour Microsoft, ce rachat permet de combler un retard. Son propre programme, Money, n'est pas un grand succès et n'arrive qu'en lointaine deuxième position dans les ventes américaines, avec

7 % du marché. Mais l'acquisition est, au-delà, d'une grande importance pour Bill Gates, son président, dans le cadre de ses ambitions dans le multimédia. L'un des premiers développements - et l'un des plus immédiatement rentables - des « autoroutes de l'information » sera probablement la prosaïque gestion bancaire à domicile. Derrière les discours grandiloquents sur le multimédia de Bill Gates, Microsoft mène une bien classique stratégie de conquête de marchés. Le rachat d'intuit lui donnerait une énorme avance face à la concurrence.

### SUBTERFUGE

Pour parer les risques prévisibles d'une plainte antitrust, Microsoft avait décidé de céder son programme Money à Novell, l'un de ses concurrents, en échange acceptant de renoncer à son accord avec Intuit de distribution de Quicken. Mais la justice ne semble voir qu'un subterfuge dans cet arrangement. Le ministère estime que Microsoft a donné quasiment gratuitement Money à Novell, ce qui lui paraît contraire aux saines lois de la concurrence.

Bill Gates explique que le consommateur a, au contraire, tout à gagner à son opération de rachat d'intuit et maintenant donc son offre. L'affaire ne sera pas jugée avant plusieurs mois. Mais elle pourrait donner quelque force aux concurrents pour réclamer le droit de distribuer aussi Quicken. Puis pour aller plus loin et relancer leurs plaintes, déposées jusqu'ici sans succès, contre les autres pratiques de Microsoft - notamment dans le domaine des systèmes d'exploitation - qu'ils jugent anticoncurrentielles depuis des années.

E. L. B.

## Jean-Luc Lagardère bientôt président des courses de galop

LE PDG DE MATRA-HACHETTE, Jean-Luc Lagardère, a accepté, vendredi 28 avril, de présenter, mercredi 3 mai, sa candidature à la présidence de la nouvelle société de courses France-Galop. Il devrait avoir une élection marquée. En effet, il apparaît seul capable, pour les propriétaires-entraîneurs, de redresser une activité en grande difficulté financière (près de 400 millions de francs de déficit). Ses bonnes relations avec les pouvoirs publics et les différents gouvernements, ses projets de création par son groupe d'une chaîne thématique pour promouvoir l'image du cheval, mais surtout les paris personnels à domicile ; sa réussite de propriétaire-éleveur (deux haras, plus de cinquante chevaux à l'entraînement à Chantilly) lui confèrent une aura. Cela par une curieuse similitude avec la situation des années 60-70 : avant lui, l'industriel Marcel Bouscat était le grand patron des courses françaises qu'il avait su organiser et dont il contrôlait totalement la filière.

### DÉPÊCHES

■ **SCHNEIDER** : Didier Pineau-Valencienne, PDG, déjà incrimé le 27 mai 1994 par le juge d'instruction bruxellois Jean-Claude Van Esen, pourrait être l'objet d'une nouvelle plainte visant les activités du groupe en Belgique. Cette plainte a été déposée par les administrateurs judiciaires de l'entreprise PB Finance, une ancienne filiale de Cofinime et Cofibel, deux sociétés belges elles-mêmes filiales de Schneider. Les deux administrateurs judiciaires Pierre Raupquet et Frédéric Kerstienne affirment que « PB Finance a été dépeuplée illégalement, et sans aucune contrepartie, d'une somme de 260 millions de francs belges (44 millions de francs français), les opérations ayant été orchestrées depuis le siège administratif de PB Finance localisé au siège de SA Cofinime-Cofibel ».

■ **RHÔNE-POULENC-ROGER** : les grévistes du groupe pharmaceutique ont obtenu 500 francs d'augmentation mensuelle. Après six semaines de grève, suivie par plus de la moitié des 349 salariés, le travail a repris normalement, vendredi 28 avril, sur le site Rhône-Poulenc-Roger Propharm de Saint-Genis-Laval, dans la banlieue sud-ouest de Lyon (Le Monde du 15 avril). La majorité du personnel de cette unité de production de médicaments, soutenue par les syndicats CGT, CFDT et FO, avait cessé le travail le 16 mars en exigeant une augmentation de salaire de 1 000 francs pour tous. En procédant par paliers, la direction de l'entreprise a fini par accorder 500 francs pour l'ensemble des ouvriers, employés, agents de maintenance et techniciens, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier. (Correspondant.)

■ **TELEFONICA** : le gouvernement espagnol a autorisé, vendredi 28 avril, la privatisation de 12 % du capital de la compagnie semi-publique Telefonica (télécommunications). Cette nouvelle privatisation de la compagnie, dont le chiffre d'affaires a atteint 1 583 milliards de pesetas (environ 60 milliards de francs) en 1994, se déroulera d'ici à la fin de l'année 1995, selon des sources du ministère de la présidence. Elle devrait permettre à l'Etat d'obtenir des rentrées d'environ 180 milliards de pesetas (7,2 milliards de francs), d'après Telefonica. L'Etat détient actuellement 31,85 % de Telefonica et un noyau dur formé par les banques espagnoles Argentaria (semi-public), Bilbao Vizcaya (BBV, privé) et la caisse d'épargne La Caixa possèdent respectivement 2,42 %, 3,31 % et 3,09 %. Le reste est placé en Bourse.

que des valeurs

51

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995

1995







حکومت الامم المتحدة

# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Le Portugal très attendu

LE PORTUGAL, qui envisage de lever des fonds en francs français, entend, avant de se lancer, que le cap de l'élection présidentielle soit franchi. Ce pays espère qu'une fois dissipées les incertitudes politiques, le niveau de l'intérêt s'abaissera rapidement et qu'il ne sera bientôt guère plus coûteux d'emprunter en francs qu'en deutschemarks. Pour leur part, les investisseurs devraient être au rendez-vous. Cela fait près de deux mois qu'on ne leur a plus proposé de souscrire à de nouvelles euro-émissions en francs français et qu'ils guettent l'occasion de diversifier la composition de leur portefeuille. Comme le franc français est très ouvert aux opérations de longue durée, les banques ont tendance à proposer au Trésor public de Lisbonne des échéances de dix ou quinze ans. Ce n'est pourtant pas ce que recherche l'emprunteur qui, semble-t-il, ne souhaiterait pas dépasser les sept ans. Son choix paraît lié à la perspective de l'introduction d'une monnaie unique en Europe qui, par définition, sera forte. Or le franc français traverse actuellement une période de faiblesse. A cette occasion, se procurer des ressources pour une très longue durée pourrait conduire finalement à rembourser davantage. Mieux vaut donc, en attendant une échéance as-

sez proche, s'assurer que le remboursement se fera dans la même monnaie. L'argumentation est fréquemment avancée pour ce qui est des très longs emprunts qui sont déjà en circulation. Mais il est rare de la voir se développer au sujet d'une nouvelle émission. Si elle est reprise ces prochains mois, elle pourrait conduire à un raccourcissement des durées des nouveaux emprunts internationaux contractés sur le marché du franc.

**AUDACE**

Dans le compartiment du yen, la monnaie la plus forte du monde, les emprunteurs sont loin de partager un tel soud. Un débiteur autrichien très réputé, la société d'électricité Verbund, vient de pousser l'audace jusqu'à se procurer des ressources qu'il ne lui faudra rembourser que dans vingt ans. La transaction porte sur 15 milliards de yens et le taux d'intérêt des obligations est de 4,1 % l'an. Elle est dirigée par une des principales maisons de titres japonaises, Nomura International. Sur le marché des titres en euros, la situation est toujours très calme mais on espère qu'elle s'animerait bientôt avec le retour d'un des meilleurs débiteurs du monde.

Par le truchement de la

Communauté économique, l'Union européenne des Seize entend emprunter des fonds en euros pour en prêter le produit à trois pays de l'Est : l'Ukraine et la Biélorussie, qui bénéficieraient pour la première fois de son aide financière, ainsi que la Slovaquie.

La semaine passée a confirmé tous les espoirs que les spécialistes avaient placés dans l'évolution du marché des emprunts internationaux libellés en deutschemarks. Sept émissions nouvelles y ont vu le jour pour un montant total de 3 milliards de deutschemarks. Et trois des affaires les mieux réussies étaient dirigées par des banques françaises. Paribas s'est distinguée à la tête d'une opération de 700 millions de deutschemarks et de cinq ans de durée pour le compte de la banque du commerce extérieur du Japon, Eximbank. La Caisse des dépôts s'est associée à un établissement allemand, la Westdeutsche Landesbank, pour procurer à la Belgique 1 milliard de deutschemarks pour une durée de sept ans. La Société générale qui, pour son propre compte, a levé 300 millions de deutschemarks sur cinq ans, souhaitait s'assurer le concours de la même banque allemande. Par ailleurs, le Crédit local (CLF) avait confié à ABN Amro, banque d'origine néerlandaise, et à Trinkaus Burkhart, un établissement allemand, le soin d'organiser un emprunt de 500 millions de deutschemarks. La SNCF, qui cherchait à lever 300 millions de deutschemarks, pour cinq ans également, s'est adressée à CS First Boston Effectenbank, une banque du groupe du Crédit suisse.

Christophe Vetter

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Contrainte budgétaire, tentation monétaire

LES OPÉRATEURS intervenant sur le marché obligataire français ont mis une nuit à recouvrer leurs esprits. Dimanche soir, à l'annonce des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, la surprise avait été grande, la baisse du Matif aussi. Sur le système international de transactions électroniques Globex, exceptionnellement ouvert pour la circonstance, l'échéance juin du contrat notiomel avait reculé de 50 centimes. Si les investisseurs n'aiment pas de façon générale les élections, ils apprécient encore moins le fait que celles-ci leur réservent des surprises. Ils n'avaient pas prévu que le candidat socialiste arrive en tête. Pris au dépourvu, leur premier réflexe a alors consisté à vendre, à s'éloigner d'un marché qui sortait du cadre préfixé.

Il a fallu quatorze heures pour que la réflexion prenne le pas sur l'impulsion. Lundi matin, vers 10 heures, le Matif est reparti brutalement à la hausse. Les opérateurs ont finalement estimé que les résultats du premier tour n'étaient pas défavorables au marché français. Avec un affrontement classique droite-gauche, les investisseurs, notamment étrangers, se retrouvent en terrain connu. Ils redoutaient également

plus que tout un duel entre Jacques Chirac et Edouard Balladur qui aurait, selon eux, obligé le maire de Paris à durcir son discours de rupture en matière de politique économique et donc monétaire.

**L'AMPLIEUR DE LA TÂCHE**

Les investisseurs ne sont pas pour autant entièrement rassurés. Le marché obligataire français, s'il s'est bien tenu cette semaine en termes absolus (le contrat notiomel a gagné 20 centimes), s'est dégradé en termes relatifs. L'écart de rendement entre les emprunts d'Etat à dix ans français et allemands s'est élargi de 0,72 % à 0,79 %. Le marché français a été de surcroît pénalisé par l'annonce

d'une révision en hausse du déficit public pour l'année 1994. L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a établi que le besoin de financement des administrations publiques a atteint 442 milliards de francs en 1994, soit 6 % du produit intérieur brut (PIB) (contre 5,7 % estimé initialement).

Ce chiffre n'est pas de nature à inciter les investisseurs étrangers à se ruier sur le marché obligataire français. Il montre le retard qu'a pris la France vis-à-vis de l'Allemagne en matière d'assainissement de ses finances publiques. Alors que Bonn a utilisé l'année dernière le surplus de recettes fiscales liées à une croissance plus forte que prévu pour réduire ses déficits, Paris s'en est servi pour engager de nouvelles dépenses. Il dévoile aussi l'ampleur de la tâche qui attendra le prochain gouvernement et l'énorme contrainte budgétaire qui pèsera sur lui. La tentation d'utiliser à fond les marges de manœuvre monétaires ou de jouer sur une dépréciation du franc n'en sera-t-elle pas plus forte ?

P.-A. D.

Échéances 2004	Valeur	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIOMEL 10 %					
Jan 95	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48
Jan 96	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48
Jan 97	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48
NOTIOMEL 5 %					
Jan 95	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48
Jan 96	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48
Jan 97	100,00	113,48	113,48	113,48	113,48

## DEVICES ET OR

### Des marchés très indulgents

UNE FOIS n'est pas coutume, les opérateurs des marchés financiers se sont montrés indulgents. Ils n'ont pas sanctionné le fait que les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept pays les plus industrialisés (G 7), réunis mardi à Washington, ne soient pas parvenus à décider de mesures concrètes pour soutenir le dollar.

Preuve suprême de cette impuissance - ou de la toute-puissance américaine ? - le communiqué final ne comprend même pas le mot « dollar ». « Les ministres et les gouverneurs ont exprimé leur préoccupation au sujet des évolutions récentes sur les marchés des changes. Ils partagent l'idée que les fluctuations récentes ont été au-delà de ce qu'auraient justifié les conditions économiques sous-jacentes dans les principaux pays. Ils ont également estimé qu'un renversement ordonné de ces tendances est souhaitable (...). Ils sont convenus également de renforcer leurs efforts de réduction des déficits internes et externes, et de continuer à coopérer étroitement sur les marchés des changes. »

Le dollar n'a pas, comme certains le redoutaient, plongé à l'issue de cette réunion stérile. Il s'échangeait vendredi soir en clôture à 1,3875 mark, à 84,20 yens et à 4,92 francs (1,3790 mark, 83,75 yens et 4,88 francs le vendredi précédent). Certains signataires du communiqué se sont officiellement félicités de la réaction des marchés et ont voulu y voir une preuve de leur influence. La seule menace d'interventions aurait suffi à calmer l'ardeur des opérateurs à vendre du billet vert. La réalité est peut-être différente. Les forces de marché auraient fini par trouver elles-mêmes leurs limites. Le dollar se serait stabilisé non pas grâce, mais malgré, la réunion du G 7.

**UNE FORME DE CONSENSUS**

Au moins le communiqué final - rédigé, semble-t-il, in extremis - a-t-il eu le mérite d'exister. Il a réaffirmé, même de façon minimaliste, une forme de consensus. Les opérateurs redoutaient le pire avant la réunion de Washington. Ils craignaient qu'elle ne débouche sur une polémique ouverte et pu-

blique. Quelques jours avant la rencontre, le chancelier allemand Helmut Kohl avait haussé le ton en déclarant que les politiques monétaire et fiscale suivies par les Etats-Unis étaient « inacceptables ».

Il avait solennellement demandé à Bill Clinton de « ne pas laisser couler le dollar ». Prenant le relais, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, avait également demandé aux Etats-Unis de relever leurs taux. Les Japonais, bien isolés jusqu'à présent, avaient enfin trouvé des alliés de choix. Les Américains semblaient cernés.

Ils ne se sont pas rendus, ils n'ont rien cédé, ils n'ont pas relevé leurs taux. Leur intransigence a indirectement repoussé le soutien du président de la Bundesbank. Hans Tietmeyer a affirmé que « les décisions de politique monétaire n'ont qu'un impact limité sur le marché des changes, à moins que d'autres mesures ne soient prises dans d'autres domaines pour soutenir ces mesures. Demander aux

autorités monétaires de stabiliser le marché à l'aide des taux d'intérêt n'est pas adéquat ».

Le président de la Bundesbank est bien placé pour faire ce constat. Le 30 mars dernier, la banque centrale allemande a décidé une baisse de 0,5 % de son taux d'escompte (de 4,5 % à 4 %). Cet assouplissement monétaire n'a permis que très provisoirement - à peine quelques heures - au dollar de se reprendre.

**UN GESTE PEU PROBABLE**

De la même façon, la baisse de 0,75 % du taux d'escompte japonais (ramené de 1,75 % à 1 %) le 14 avril n'a pas empêché le dollar de tomber quelques jours plus tard à un plus bas jamais historique de 79,75 yens face à la devise japonaise. Une hausse des taux directeurs américains connaîtrait-elle plus de succès ?

Certains analystes en doutent. Ils estiment que seul un mouvement de très grande ampleur (une hausse du taux des fed funds de l'ordre de 2 %) serait en mesure d'apporter un soutien durable au

billet vert. Un tel geste apparaît aujourd'hui très peu probable. Vendredi, les statistiques de la croissance américaine ont reflété un net ralentissement de l'activité économique. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé en rythme annuel de 2,8 % au premier trimestre (3,1 % attendus par les experts), après des hausses de 5,1 % au quatrième trimestre de 1994 et de 4 % au troisième trimestre. Il s'agit du rythme le plus faible observé depuis les 2,7 % du troisième trimestre 1993.

Comme le résumant les économistes de la Caisse des dépôts et consignations : « Les Etats-Unis ont aujourd'hui le choix entre une croissance lente et une forte dépréciation du dollar. Soit ils mènent une politique monétaire durablement restrictive pour rééquilibrer l'épargne et l'investissement au prix d'une croissance ralentie limitant le chute du dollar. Soit la politique monétaire n'est pas significativement durcie et le dollar baisse profondément. »

Ils n'excluent pas pour autant

« une ultime hausse de 0,50 % du taux des fed funds à la fin du mois de mai », qui ferait alors compte à la fois du caractère d'un dollar faible et d'une déflation attendue sur le front de l'inflation. Un tel geste permettrait à la Réserve fédérale à la fois de se dédouaner aux yeux de l'opinion internationale, qui condamne son inaction, et de rassurer les détenteurs d'emprunts d'Etat américains.

Le franc, contrairement à son habitude, n'a guère profité de la meilleure tenue du billet vert. Victime de l'incertitude électorale, seule devise européenne à faiblir face à la monnaie allemande, il est tombé vendredi après-midi à 3,5550 pour 1 mark. Mais, si l'on en croit la plupart des analyses, le pire est encore à venir.

Pierre-Antoine Delhominais

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 24 AU 28 AVRIL

DEVISE	New York	Paris	Frankfurt	Bruxelles	Amsterdam	Milan	Tokyo
Dollar	1,3875	1,3875	1,3875	1,3875	1,3875	1,3875	1,3875
Mark	84,20	84,20	84,20	84,20	84,20	84,20	84,20
Yen	83,75	83,75	83,75	83,75	83,75	83,75	83,75
Franc suisse	4,92	4,92	4,92	4,92	4,92	4,92	4,92
Coréan	170,00	170,00	170,00	170,00	170,00	170,00	170,00
Indonésien	1,500	1,500	1,500	1,500	1,500	1,500	1,500
Malaisien	2,200	2,200	2,200	2,200	2,200	2,200	2,200
Philippin	48,00	48,00	48,00	48,00	48,00	48,00	48,00
Singapourien	1,300	1,300	1,300	1,300	1,300	1,300	1,300
Thaïlandais	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00
Vietnamien	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000	2,000

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 avril, 5,894 francs, contre 5,894 francs le vendredi 27 avril.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le marché du nickel craint de manquer

LES COURS du nickel sont désormais sous influence. Au minimum éternellement du cuivre - métal de référence du London Metal Exchange (LME) -, le métal blanc frémait. Après avoir épousé l'année du cuivre en 1994 et achevé l'année à 8 296 dollars la tonne, en hausse de 65,7 %, il suit maintenant ses baisses. Mardi 25 avril, à la suite d'un recul du cuivre de 3,3 %, le nickel cédait 210 dollars pour terminer à 7 220 dollars. Les jours suivants, le cuivre remontait et le nickel à sa suite regagnait une partie du terrain perdu pour terminer la semaine à 7 330 dollars. « Tant que les fonds d'investissement n'auront pas arrêté leur position sur les non-fer-

reux, le marché restera aussi volatil. Mais les fondamentaux finissent toujours par l'emporter », dit un analyste. Et, pour le nickel, les fondamentaux sont excellents. Après une hausse de 5 % en 1993, la demande mondiale s'est accrue de 13 % en 1994 pour atteindre 720 000 tonnes. Les producteurs occidentaux en ont largement profité. Le canadien Inco, premier producteur occidental, a vu ses ventes augmenter de 23 % au premier trimestre de 1995. Avec des prix en hausse de 43 % sur un an, il a pu réaliser un bénéfice trimestriel de 72 millions de dollars (350 millions de francs) contre une perte de 60 millions à la même période de l'an dernier. Le groupe

français Eramet, numéro trois occidental, a doublé ses bénéfices en 1994, à 244 millions de francs. Ses ventes de nickel ont augmenté de 11,4 % à 51 623 tonnes. Et le groupe explique qu'il aurait pu vendre plus s'il avait eu les capacités ni les stocks. Mais il n'a pas de réserve disponible, comme toutes les sociétés de nickel occidentales.

Les exportations russes ont pris la relève. Aux exportations autorisées sans visas s'ajoutent des livraisons « au noir ». Au total, les arrivées de nickel russe ont représenté de 160 à 170 000 tonnes, selon les estimations. Le marché les a très vite absorbées, affichant un petit surplus de 5 à 10 000 tonnes.

**LES CAPACITÉS DE NORILSK**

Mais depuis le début de l'année, les arrivages en provenance de Russie chutent. Pour pallier ce manque, les clients ont puisé dans les stocks du LME. Alors qu'ils avaient atteint plus de 150 000 tonnes à la fin de l'année dernière, ils sont redescendus à 115 000 tonnes, en quelques semaines. Cela représente environ

deux mois de consommation, de quoi tenir en attendant la fin de l'actuel hiver russe qui perturberait la production. Certains observateurs, toutefois, commencent à s'inquiéter des exportations russes. Le gouvernement de Moscou a fait savoir qu'il voulait exercer un contrôle plus sévère sur les livraisons. Surtout, beaucoup s'interrogent sur la capacité du groupe sibérien Norilsk, le plus grand producteur de nickel au monde, à maintenir ses exportations à un si haut niveau. Faute d'informations, les observateurs tablent pour l'instant sur des exportations russes autour de 130 000 tonnes. A ce niveau, le marché risque d'être tout juste à l'équilibre. Car la consommation devrait encore augmenter. Selon les prévisions, la demande de nickel pourrait progresser de 6 à 7 % cette année pour atteindre 800 000 tonnes.

Pour faire face, les producteurs occidentaux recommencent à augmenter leurs capacités. Eramet prévoit de porter sa production de 50 130 tonnes en 1994 à 52 000 tonnes cette année. Inco a

étendu ses capacités en Indonésie. Le groupe canadien a aussi annoncé cette semaine la création d'une filiale commune avec le coréen Korea Zinc, en vue de créer au Brésil une usine d'extraction de nickel.

Dans le même temps, les producteurs occidentaux comme Eramet renégocient tous des contrats à

long terme auprès de leurs clients. Les industriels inquiets acceptent volontiers ces formules qui leur offrent à la fois une garantie de prix et d'approvisionnement, même si elles les privent de quelques occasions boursières.

Martine Orange

LES MATIÈRES PREMIÈRES	Variations hebdomadaires
MÉTALLS	
Dow-Jones comptant	27,74
Dow-Jones à terme	27,74
Aluminium comptant	2,82
Cuivre à 3 mois	2,78
Aluminium comptant	1,85
Aluminium à 3 mois	1,85
Plomb	1,85
Plomb à 3 mois	1,85
Argent comptant	5,97
Argent à 3 mois	5,97
Zinc comptant	1,10
Zinc à 3 mois	1,10
Nickel comptant	7,33
Nickel à 3 mois	7,33
MÉTALLS PRÉCIEUX (New York)	
Argent à terme	4,73

Pétrole à terme	0,80
Pétrole	1,65
Or (New York)	340
Or (Londres)	340
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40
Rhodium (New York)	1,40
Rhodium (Londres)	1,40
Argent (New York)	1,40
Argent (Londres)	1,40
Or (New York)	1,40
Or (Londres)	1,40
Platine (New York)	1,40
Platine (Londres)	1,40



17<sup>th</sup>-2<sup>nd</sup> mo/ 1945.1

LE MARCHAND DE JOURNAUX

**M** UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**OPÉRA** Dès 1933, les nazis interdisent toute exécution d'œuvres composées par des musiciens juifs morts ou vivants et de celles des compositeurs non juifs dont le lan-

gage avancé les avait fait classer « artistes dégénérés ». • **LES NAZIS** frappèrent ainsi d'interdiction la musique de Mendelssohn, Mahler, Milhaud aussi bien que celle de Stra-

ussky ou Hindemith. Seuls Johann Strauss père et fils échappèrent à cette interdiction : les nazis faisaient grossièrement les registres d'état civil viennois pour les aryan-

ser. • **LA FALSIFICATION** la plus atroce fut pourtant celle qu'ils organisèrent à Terezin, en Tchécoslovaquie. Les nazis en firent une cité « modèle », mais dont la population

était régulièrement démunie par des rafles à destination d'Auschwitz. C'est là que Viktor Ullmann composa *Der Kaiser von Atlantis*, créé à Paris le 27 avril dernier.

## Terezin ou les musiques d'une antichambre de la mort

Les œuvres interdites dans les pays occupés par l'Allemagne nazie étaient jouées dans le camp de concentration tchèque, qui était le lieu d'une intense activité créatrice.

« DE PRAGUE à Terezin, il n'y a qu'une heure de voiture. Pour quel-que dix-sept mille « visiteurs », l'aller-retour prit trois années et demie. Ce furent les plus chanceux. Pour les moins heureux, ce fut un aller simple. » Ces quelques lignes de Jozsa Karas font froid dans le dos. Au fil des quelques deux cents pages de sa minutieuse étude *La Musique à Terezin, 1941-1945*, écrite en 1985 et parue en français chez Gallimard en 1993 (Le Monde daté 14-15 novembre 1993), l'auteur décrit avec minutie l'extraordinaire exception que représentait, sous le III<sup>e</sup> Reich, cette antichambre culturelle des camps de la mort.

Vitrine « idéale » et savamment organisée par les nazis, ce camp fut même l'objet d'un film de propagande censé défendre et illustrer le

furent des volontaires. Par la suite, d'anciens dignitaires de l'armée furent conviés, avec leurs épouses, à gagner la « vie luxueuse » de « Theresienbad ». En lieu de cures thermales et d'hôtels de luxe, ils ne trouvèrent qu'une ville de garnison sinistre et surpeuplée.

### FAIBLESSE

Les « volontaires » étaient d'autant plus que le commandement du ghetto était strictement composé de juifs : en septembre 1941, Siegfried Seidl est nommé *Hauptsturmführer*, assisté de Jakob Edelstein et Otto Zucker. Ils savent l'existence des camps de Dachau, Buchenwald et Auschwitz. Ils ont pourtant la « faiblesse » de croire sincèrement que le ghetto de Terezin permettrait la sauvegarde de la population

l'occasion de « contenir » les désirs de subversion des prisonniers, les nazis autorisent, puis encouragent ces concerts, exemptant même les musiciens et compositeurs de tâches subalternes. C'est dans le cadre très organisé de la *Freizeitgestaltung* (« administration des loisirs ») que des instrumentistes, chanteurs et compositeurs se consacrent pleinement à leur activité créatrice. Certains d'entre eux, nés par une urgence implacable, écrivent à Terezin l'essentiel de leur œuvre, comme Viktor Ullmann (1898-1944), qui y voit, dans un premier temps, des conditions de « résidence » préférables à la précarité de sa situation d'avant-guerre.

Les activités musicales sont diverses : des ateliers de chant sont ouverts aux enfants (15 000 garçons et filles se trouvaient à Terezin) ou aux adultes (femmes et hommes séparés, bien entendu). Gideon Klein (1919-1945) ou Hans Krasa (1899-1944) harmonisent des chants populaires mais écrivent aussi des pièces de musique de chambre de haute volée. Les programmes de concert sont raffinés, imaginatifs ; à vrai dire, ils semblent reproduire les expériences de la Société d'exécution musicale privée, fondée en 1918 par Arnold Schoenberg, le professeur de Viktor Ullmann. Ainsi Bach, Beethoven et Mahler voisinent-ils avec les œuvres écrites à Terezin et données en première audition, sous le regard « bienveillant » des nazis.

L'opéra n'est pas en reste : avec l'aide d'une réduction à un ou deux claviers quand l'un des orchestres n'est pas disponible (entre autres celui fondé par Karel Ancel, interne lui aussi à Terezin), les musiciens du ghetto montent *La Fioncée vendue*, de Smetana – donnée trente-cinq fois –, *Carmen*, de Bizet, *Les Noces de Figaro*, de Mozart, *Aida*, de Verdi, et même *La Chauve-Souris*, de Johann Strauss. Le succès est général, à quelques exceptions près : le docteur H. G. Adler, qui fut le principal informateur de Jozsa Karas pour son étude, n'assista jamais à ces représentations, les trouvant



Viktor Ullmann, dessiné par Petr Kien au camp de Terezin

indignes de la situation dans laquelle lui et ses camarades d'infortune se trouvaient.

### UN OPÉRA DE CHAMBRE

Viktor Ullmann est chargé de critiquer la vie musicale de Terezin : il rend précisément compte des concerts dans des chroniques qui semblent faire fi de la situation particulière du camp. L'exigence d'Ullmann – celle-là même qu'il applique à son propre travail – est entière. Il émet des doutes quant aux capacités des forces musicales de Terezin face aux grands chefs-d'œuvre de Mozart en particulier. Répondant au dessin de H. G. Adler et à ses propres exigences musicales, il décide d'écrire un opéra de chambre, sur un livret de Petr Kien, *L'Empereur d'Atlantis*. Les effectifs sont sur mesure : treize instruments (dont un banjo et un clavicélin) et cinq voix solistes. Le texte ne l'est pas moins : l'empereur Overall, pervers et cruel, charge la Mort de lancer son armée afin de faire respecter son immense puissance ; la Mort se refuse à laisser mourir quiconque ; l'empereur comprend qu'il doit être le premier à mourir afin de rétablir l'ordre initial du chaos qu'il a constitué.

Les nazis n'eurent même pas le loisir d'en interdire les représentations. A l'automne 1944, des rafles massives en direction d'Auschwitz déclenchèrent la distribution et empêchèrent toute exécution. Ce n'est qu'en 1975 que l'opéra d'Amsterdam montera l'ouvrage, dont la partition avait été conservée par H. G. Adler, heureux rescapé de Terezin.

En 1944, Viktor Ullmann écrit encore une cinquième sonate pour piano. Sur la page de garde, il inscrit une date, le 22 août 1944 ; et une mention étonnamment grinçante : « Les droits d'exécution sont réservés par le compositeur jusqu'à sa mort. » Ullmann et son épouse Elisabeth furent envoyés, le 16 octobre suivant, à Auschwitz. Ils n'en revinrent pas.

Renaud Machart

### Les « Musiques dégénérées » et le disque

Decca a été le premier grand éditeur à publier une série de disques magnifiques sous la triste bannière de « Musiques dégénérées ». Aujourd'hui paraissent des nouveaux enregistrements consacrés à l'opéra de Schreker, *Die Gezeichneten* (3 CD 444 442-2), et à quelques pièces signées Hindemith et Schulhoff (1 CD 444 182-2). Mais l'initiative éditoriale revient à Channel Classics et à Koch (distribués par Média 7). Le premier a consacré une série aux musiques de Terezin en publiant des interprétations de la musique de chambre de Hans Krasa, Viktor Ullmann, Gideon Klein et Pavel Haas et au magnifique conte pour enfants *Brundibar*, de Hans Krasa (1 CD CCS 5193). Le second propose une série, elle aussi consacrée aux pièces de chambre d'Ullmann et de Klein (2 CD 3-7109-2 h1 et 3-7320-2 h1). L'ensemble 2e 2m a gravé des pièces de Gideon Klein (1 CD Arion ARN 68272). Distribué par Disques Concord) complétant les titres précédents.

bon traitement de la population juive. « Conservatoire » – au sens le plus strict – d'une musique interdite dans tous les pays occupés par les nazis et bardée de l'appellation « Entartete Musik » (« musique dégénérée »), Terezin fut le lieu d'une effervescence artistique véritablement phénoménale. Jozsa Karas a répertorié, à l'issue d'années de voyages, d'enquêtes et d'entretiens, une cinquantaine de partitions écrites à Terezin, entre 1941 et 1945. Contre toute attente, les premiers « visiteurs » de Terezin

juive de Tchécoslovaquie et de Bohême. Jusqu'à ce qu'un premier convoi de déportés vers Auschwitz leur fasse comprendre l'insurmontabilité de la solution finale. Sur les 139 654 détenus ayant séjourné à Terezin, seulement 17 000 à 20 000 prisonniers retrouvèrent la liberté à la libération du camp, au début de mai 1945.

D'abord organisés en secret, avec quelques instruments de fortune (l'entrée au camp d'instruments de musique était prohibée), des concerts ont lieu. Puis, voyant la

von *Atlantis* de Viktor Ullmann (1898-1944) n'en pose pas moins des problèmes d'équilibre sonore. Calqué sur le modèle des formations réunies par les musiciens de l'Ecole de Vienne et emblématique par la Première Symphonie de chambre d'Arnold Schoenberg, son chef de file, l'effectif réuni par Ullmann réclame treize instruments, dont trois claviers (piano, orgue, clavicélin) et quelques instruments extraordinaires (banjo, saxophone) qui trahissent une seconde influence, celle de Kurt Weill.

Tout « emblématique » qu'elle est d'un succédané d'orchestre – le grand déploiement postromantique rassemblé en un groupe de timbres essentiels –, cette formation opposant un quintette à cordes soliste aux vents et à la percussion ne sonne pas toujours idéalement, comme on sonne d'ailleurs jamais facilement la matière sonore violente et tendue de

la *Symphonie de chambre* de Schoenberg. Dans son enregistrement (1 CD Decca 440 854-2), Lothar Zagrosek a renforcé l'ensemble en convoquant treize cordes, lesquelles offrent un socle plus étoffé à la remarquable instrumentation d'Ullmann. Pour des raisons d'économie, ou de taille du plateau de la grande salle du Centre Georges-Pompidou, Paul Méfano s'en est tenu à la proposition initiale de la partition, du moins telle qu'elle a été publiée par les éditions Schott, après différents amendements concernant les propositions parfois divergentes du manuscrit.

### VENTS « CONTRE » CORDES

L'orchestre d'Ullmann est plus poétique que celui de Schoenberg. Il est aussi et surtout plus essentiel, sec et « délié » que celui de Schreker dans sa *Symphonie de chambre*, aux couleurs chatoyantes (harpe, célesta) semblant transposer les teintes mordorées des tableaux de Gustav Klimt (*Le Monde* du 25 février). Mais il n'est pas moins difficile à faire sonner, tant sur le plan des équilibres de pupitres (vents « contre » cordes) que des mélanges de timbres.

La première constatation est que la grande salle au sous-sol de Beaubourg, qui connaissait bien les musiciens de 2e2m, pour y donner leurs concerts parisiens depuis de nombreuses années, n'est pas flatteuse ; son acoustique sèche ne pardonne rien et met en évidence les faiblesses du groupe de Champigny-sur-Marne. Le quatuor à cordes est assez moyen et déséquilibré par un violoncelle très faible. Les vents sont bien meilleurs, mais le travail d'ensemble

n'est que très rarement satisfaisant. Méfano ne se contentant que d'une mise en place correcte. Jacqueline Méfano, à l'arrière du podium latéral, joue assez brutalement des trois claviers. On s'étonne de l'emploi d'un piano droit, alors que son rôle est essentiel dans l'accompagnement *secco* des récitatifs. On s'étonne encore plus qu'il soit si mal accordé.

Autre sujet de déception : la distribution vocale réunie sous le nom de Voxnova, un ensemble qui dirige la basse Nicolas Isherwood. Seul Pascal Sausy chante avec tenue ; Thierry Fouré est simplement correct, Nicolas Isherwood – peut-être en méforme – peine du haut médium à l'aigu. Ses graves sont en revanche plus assurés. Le pire vient des dames : Valérie Chouanier et Isabelle Soccoja sont de jeunes chanteuses, mais ont une intonation redoutablement approximative, des aigus difficiles et un vibrato inquiétant vu leur jeune âge.

### BRUITS DE RAIL

La proposition scénique de Serge Noyelle (qui signe également les décors, les lumières et les costumes) est extrêmement convaincante. Le plateau de la salle du Centre Pompidou est nu, les cintres à découvert. Le metteur en scène en tire partie, faisant courir, le long des cintres, une allégorie d'acier : jeune femme blonde chevauchant le squelette d'un cheval. Dans le silence total, ce bruit de rail glace les sangs. Le plateau est occupé par une série de piquets plantés dans le sol, tel un mikado géométrique. L'espace ainsi défini est abstrait, forêt stylisée, prison aux ouvertures factices.

Trois personnages en manteau et chapeau noir y défilent des boîtes de fils, créant un écheveau à angles droits comme on en voit dans les dessins de Paul Klee. La Mort (Nicholas Isherwood) semble sortie des *Damnis*, le film de Visconti : bas et jarretelles d'un côté, pantalon et revers médaille de l'autre, dissymétrie accentuée encore par la claudication du personnage, au pied-bot chaussé d'un haut talon.

Une casquette à visière et un uniforme de cuir suffisent à circonscrire le rôle de l'Empereur (Pascal Sausy), vociférant au téléphone et acceptant, après un magnétique monologue, de mourir. Deux chancres mortuaires, quelques éclairages rasants suffisent à évoquer l'univers concentrationnaire. La réussite du travail de Serge Noyelle tient dans le fait qu'il suggère l'espace du ghetto sans l'imposer : pas de lieux communs anecdotiques, pas de récupération facile et rebattue. Au fond, Ullmann et Kien voulaient évoquer un univers chaotique et abstrait, et non pas exclusivement Terezin.

Malgré la faible qualité des chanteurs, l'ensemble instrumental un peu frustre, le choral final (« Ein Feste Burg ist unser Gott ») est un moment de grande poésie. Poésie anaire d'une musique dont on ne peut, malgré tout, si facilement oublier le contexte qui l'a vue naître. On sort le cœur serré et l'âme meurtrie d'une heure à peine de musique et de théâtre qui aurait pu disparaître en même temps que leurs auteurs en 1944, à Auschwitz.

R. Ma

## La création française de l'ultime opéra de Viktor Ullmann

**DER KAISER VON ATLANTIS**, de Viktor Ullmann, opéra en un acte et quatre tableaux, sur un livret de Petr Kien. Avec Valérie Chouanier (Bubikopf), Isabelle Soccoja (le Tambour), Thierry Fouré (Aricquin et un Soldat), Pascal Sausy (la Mort), Nicolas Isherwood (le Haut-Parleur), l'Ensemble 2e2m, la compagnie La Citerne, Paul Méfano (direction), Serge Noyelle (mise en scène, costumes et décors). Création française, le 27 avril. Durée de la représentation : une heure.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU, GRANDE SALLE**, le 29 avril, à 20 h 30 ; le 30, à 16 heures. Tél. : 44-78-13-15. 90F. A Champigny-sur-Marne (94), Théâtre Gérard-Philipe, le 8 mai, à 20 heures. Tél. : 48-80-96-28. 80 F. A Châtillio (92), Théâtre, le 12, à 20 h 30. Tél. : 46-57-22-11. De 50 F à 100 F.

L'époque n'étant ni avare de « coups » ni de banalisations tous azimuts, il serait à craindre que, profitant des terribles conditions dans lesquelles la musique du ghetto de Terezin fut écrite, on nous fasse passer des œuvres circonscrites pour des chefs-d'œuvre. En décidant d'enregistrer la musique de Gideon Klein, Paul Méfano (voir ci-dessus) considérait que sa musique, en dehors de toute autre considération, en valait la « peine », et que sa redécouverte rétablissait un pan totalement occulté de la musique d'Europe centrale. Il en va de même avec la musique d'Erwin Schulhoff (qui mourut au camp de Wülzburg dès 1942), celle de Viktor Ullmann qui, après Amsterdam, Berlin, Liège, connaît à Paris une carrière posthume inespérée. Sa beauté étrange et désespérée valait bien ce soin.

Formation idéale pour des lieux extraordinaires, l'opéra *Der Kaiser*

von *Atlantis* de Viktor Ullmann (1898-1944) n'en pose pas moins des problèmes d'équilibre sonore. Calqué sur le modèle des formations réunies par les musiciens de l'Ecole de Vienne et emblématique par la Première Symphonie de chambre d'Arnold Schoenberg, son chef de file, l'effectif réuni par Ullmann réclame treize instruments, dont trois claviers (piano, orgue, clavicélin) et quelques instruments extraordinaires (banjo, saxophone) qui trahissent une seconde influence, celle de Kurt Weill.

Tout « emblématique » qu'elle est d'un succédané d'orchestre – le grand déploiement postromantique rassemblé en un groupe de timbres essentiels –, cette formation opposant un quintette à cordes soliste aux vents et à la percussion ne sonne pas toujours idéalement, comme on sonne d'ailleurs jamais facilement la matière sonore violente et tendue de



LE RENDEZ-VOUS DES ARTS....

Particulier, achète prix maximum meubles, bronzes, objets, tableaux orientalistes. Commission à tout intermédiaire, marchands inclus. Tél. : 44.00.07.84

36 17 DROUOT Ventes aux enchères Le catalogue national des ventes sur votre minitel Compagnie des Commissaires Priseurs

RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ : GALERIES 44.43.76.20 ANTIQUAIRES 44.43.76.23



## « Peintures à l'eau » et rêves de bateaux à Londres et à Paris

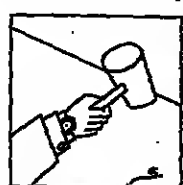
Tableaux et objets de marine n'ont pas fini d'entretenir la nostalgie de la navigation

La peinture de marines est un genre à part, qui a ses adeptes et ses collectionneurs. Deux ventes, l'une spécialisée à Londres le 3 mai, l'autre plus

généraliste à Paris le 5 mai, permettent une plongée dans ce monde très particulier, dans lequel les Britanniques occupent une place de

choix. Comme à leur habitude, ils sortent la grosse artillerie, avec un catalogue comportant plus de 630 numéros.

EST-CE par nostalgie du temps où l'Angleterre était vraiment une île, et parce qu'il suffit aujourd'hui à ses clients continentaux de prendre le train pour se rendre à



Londres, que Sotheby's y organise mercredi 3 mai une grande vente de tableaux et d'objets de marine ? La vacation britannique s'ouvre, comme il se doit, par un portrait de l'amiral Nelson. Elle continue avec d'assez somptueuses, mais plutôt sanglantes, batailles navales. Certaines se déroulent dans un calme dont on dit qu'il précède les tempêtes. Comme dans ce petit tableau où l'on distingue les poupes et les mâtures du HMS Saint-Idelfonso et de la Piedmontaise qui s'affrontent dans des eaux orientales, le 7 mars 1808 : la fumée de la canonnade emble les coques des navires d'un nuage cotonneux. La mer est d'huile, et la peinture aussi, mais d'une naïveté réjouissante, due au pinceau d'un artiste anonyme d'une curieuse « école anglo-chinoise ».

Si les artistes sont souvent peu connus, les bateaux sont la plupart du temps très clairement identifiés. Les contemporains du steamer Queen-of-the-Thames, un paquebot qui assurait la liaison avec l'Anstra-

lie, pouvaient le côtoyer à loisir sur les quais de Londres, au début des années 1870. Le peintre William Clark se devait donc d'en fixer le portrait fidèle. Il ne pouvait guère deviner le triste sort qui guettait son modèle, fracassé sur les côtes d'Afrique du Sud, en 1871. Ce type de ventes invite au grand large, à travers des pages d'architecture navale : les voiles tendues des schooners, les coques coupantes des grands clippers, celles, lancées, des yachts qui opposaient, pour des courses de gentlemen, les concurrents de la Coupe de l'Amérique, en 1893. Et défilent les vapeurs, les grands paquebots, et s'annoncent les tempêtes, voire les pirates.

Car la mer a ses catastrophes, qui sont une bénédiction pour les habitants des bordures côtières, pillards d'épaves par vocation et par nécessité. Ses loix sont cruelles, comme le rappelle la Punition sur le pont, un petit tableau d'Alexander Kay Brandel. On fouette, on s'aborde, on se canonne. De la guerre de Succession d'Espagne à la première guerre mondiale sans oublier, bien sûr, Trafalgar, les occasions ne manquent pas. On explore aussi. Des vues de Calcutta, du Canada, des Bermudes, font rêver dans les cottages du Sussex. Elles entretiennent également le souvenir.

En 1835, le capitaine Hill

commandait à William Adolphus Knell un « portrait » de son navire, le brick Codrington, 210 tonneaux, construit sur les chantiers navals de Bristol en 1827. Le navire croisait habituellement dans les eaux d'Antigua, mais empruntait la route de l'Atlantique nord.

La mer a ses catastrophes, qui sont une bénédiction pour les habitants des bordures côtières, pillards d'épaves par vocation et par nécessité

Il faut imaginer la tête de Knell lorsqu'il s'entendit imposer un sujet ainsi libellé : « Le Codrington, affecté aux Antilles, Capt. Hill, à destination de son port d'attache, passant un immense iceberg et un banc de bœuf par 41°20' de latitude nord et 54°10' de longitude ouest. » Force est de constater qu'il s'en tira plutôt bien, latitude mise à part.

L'iceberg est cornu comme un diable, les cétaqués font de très jolis jets d'eau tout autour du bateau, et le hunier brisé d'un navire malheureux flotte au premier plan. Un siècle et demi après, on en frémit encore. C'est probablement pourquoi les héritiers du capitaine ne se séparèrent jamais du tableau, jusqu'à la mort du dernier descendant en 1970.

Et puis l'Entente cordiale, peinte par William Lionel Wyllie en 1906 : la flotte française toute fumante remontant le cours de la Tamise, pavillon haut. Un poème, célèbre outre-Manche... Impensable quelques années auparavant. Jamais le Brestois Pierre Julien Gilbert (1783-1860), dont M<sup>re</sup> Duboussé et Deburau vendent trois dessins vendus 5 mai à Drouot, n'aurait pu imaginer cela, lui qui s'était spécialisé dans les rares combats où la marine française s'illustra contre la perle Albion. Comme celui qui opposa (en période de paix) la corvette l'Egérie au brick le Phlox. Match nul, semble-t-il. Ou celui qui conduisit l'impétueux lieutenant de vaisseau Henry de Saules de Freycinet à attaquer, le 26 mars 1806, au large de Saint-Domingue, avec ses 16 petites batteries de 6, une frégate de 48 canons.

Combat inégal à l'image de cette vente, que l'on ne peut comparer à celle de Sotheby's. Elle offre cependant trois aquarelles exceptionnelles, et inconnues jusqu'ici, de Frédéric Roux (1805-1870), dont l'essentiel de l'œuvre est conservé au Musée de la marine et au Peabody Museum de Salem. Las, l'Angleterre domine le marché, comme naguère les océans.

Harry Bellet

## DANS LES GALERIES

VINCENT CORPET

Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 75003 Paris. Tél. : 42-72-14-10. Du lundi au samedi de 10 h à 19 h, jusqu'au 27 mai.

Ce sont dix-sept nus, dix-sept corps féminins et masculins vus de face, les bras ballants, sur un fond monochrome, logés dans le rectangle étroit de la toile comme les morts qu'ils deviendront dans leur bière - ou, comparaison plus déplaisante, comme des cadavres préparés pour une leçon d'anatomie. La peinture feint la neutralité et l'exactitude, une touche imperceptible et la vérité des modèles. Ce n'est là qu'apparence : Corpet peint ses nus morceau après morceau, de très près et, pour chaque partie, à hauteur d'œil, et non d'un point de vue unique et à distance, de sorte qu'il ne passe rien sous silence, ni détails ni défauts. Ignorant l'idéalisation et la compassion, indifférent à l'ancienne tradition issue d'Ingres, plus proche de Dürer que d'aucun de ses contemporains, il dresse contre le mur des présences immobiles, gênantes, encombrantes pour ainsi dire. Dans une époque où l'objet, ce produit muet et tassé, a envahi le monde, ces nus blessent la sérénité de la société de consommation généralisée. Ils appellent fort peu à la volupté, ils n'incitent à aucun voyeurisme, ils se refusent au jeu de la séduction, ils ignorent les poses de la grâce et de la pudeur. Des humains ont été là, dans l'atelier, devant le peintre, voilà tout. Il en reste ces images dépouillées, memento mori d'aujourd'hui.

Ph. D.

1957-1978

Galerie Philippe Casini, 13, rue Chapon, 75003 Paris. Tél. : (1) 48-04-06-08. Jusqu'au 27 mai.

Accrochage à haut risque : Philippe Casini a réuni dix œuvres de dix artistes américains, espagnols et français, dix œuvres très différentes de dix peintres et sculpteurs aux esthétiques hétéroclites. Accrochage réussi : jouant de la diversité et des contradictions, il organise un singulier colloque, dans lequel Sol LeWitt répond à Jean-Pierre Raynaud dans le genre dur et froid et où Charles Simonds fait écho à Jules Olitsky et à Antoni Tàpies dans le registre du matérialisme. Deux toiles dominent l'ensemble. Un grand Degottex noir et rouge rappelle la phase la plus gestuelle de son évolution, celle d'une abstraction griffée, fouettée et incisée. Un Jim Dine ancien tend hommage avec ironie à la mode duchampienne qui se diffusa à New York à la fin des années 50. Un échantillonnage de couleurs dégoûtantes, un gros cadenas hors d'usage : Jasper Johns n'était pas meilleur dans l'art d'accommoder les restes.

Ph. D.

CINÉMA

LA QUINZAINE des réalisateurs a fait connaître jeudi 27 avril la liste des seize films qu'elle présentera lors du prochain Festival de Cannes, du 17 au 28 mai. Il s'agit de *La Tête du Maure*, de Paulus Manker (Autriche), *Eldorado*, de Charles Binamé, et *Le Confessionnal*, de Robert Lapage (Canada), *Coff Society*, de Raymond DeFelitta, *Safé*, de Todd Haynes, et *Heaven*, de James Mangold (États-Unis), *L'Enfant noir*, de Laurent Chevallier (France-Guinée), *Three Steps to Heaven*, de Constantine Giannaris, *An Awfully Big Adventure*, de Mike Newell, et *L'Amérique des autres*, de Goran Paskaljevic (Grande-Bretagne), *Le Ballon blanc*, de Jafar Panahi (Iran), *Dans la jungle*, de Gianni Zanasi (Italie), *Eggs*, de Bent Hamer (Norvège), *Le Conte des trois diamants*, de Michel Khleifi (Palestine), *Entre deux ciels*, de Kristian Petri (Suède), et *L'île du chagrin*, de Hsu Hsiao-ming (Taïwan).

■ A CANNES, Cinéma en France, qui présente chaque année une sélection de réalisations françaises, a annoncé simultanément son choix pour 1995. Il se compose de quatre courts métrages et des moyens et longs métrages suivants : *Corps inflammables*, de Jacques Mallot, *Finie de soleil*, de Christophe Blanc, *Revenir*, de Jean-Luc Raynaud, *Le Rocher d'Acapulco*, de Laurent Tuel, et *l'Isbiement, je vous aime*, de Jean-Michel Carré.

## Le Printemps de Bourges découvre le heavy metal

ON A LONGTEMPS MÉPRISÉ le hard rock au Printemps de Bourges. Le genre ne semblait devoir attirer qu'un public formé à ses propres codes et ne pas pouvoir s'intégrer



dans un grand festival familial. Depuis quelque temps pourtant, l'ostacisme n'a plus cours. A l'initiative d'une jeunesse sans a priori, des passerelles ont été jetées entre des styles et des publics que les tenants du bon goût croyaient inconciliables. Dans la seconde moitié des années 80, le punk, le funk, le rap ont marié leur énergie à celle d'un heavy metal qu'on jugeait comme un reliquat des années 70, mais dont les exigences de puissance et d'émotions fortes ont préservé la pertinence. Élargissant son audience, gagnant en crédibilité, le rock dur perdure.

Les programmeurs du festival, reconnaissant être peu au fait des noms importants de ces nouvelles mouvances, ont confié à un spécialiste le soin de donner à cette curée 95 le goût des décibels. Transfuge de Garance, producteur parisien œuvrant dans les musiques bruyantes, Michel Bosseau a donc opéré ce qu'il appelle une « remise à niveau » de la culture rock du Prin-

temps de Bourges - au pas de charge, même si tous les groupes pressentis n'ont pu figurer au programme. Avec une douzaine de concerts d'obédience « métallique », le vendredi 28 avril faisait l'effet d'une journée thématique où les spectacles des gentils Alain Souchon ou Gabriel Yacoub semblaient presque des anomalies. Des concerts satellites présentant quelques sérieux espoirs de la scène française (Onyed Jack, les Squaws, X-Syndicate, Hoax), des découvertes européennes (les Portugais de Thormøenthor, les Suisses de Proud to Be Loud), encadraient les deux temps forts de la soirée, l'enchaînement Almighty-Machine Head-Suicidal Tendencies, suivi au Palais des congrès des performances de Headcleaner, Mudhoney et Therapy?

La quantité, dans le public, de blousons de cuir, de cheveux longs, de tatouages, de nez et d'oreilles percés suggèrent l'intensité puriste du premier plan. Les groupes eux-mêmes portaient sur leur peau et dans leur chair les signes de leur militantisme hardcore. Les Écossais d'Almighty décuient pourtant, cherchant une cohérence dans un genre qui tolère peu d'hésitations. La terrible mécanique de Machine Head, elle, ne connaît pas le doute. Son volume sonore impose un défi physique, relayé sur scène par les bonds incessants de ces Californiens adeptes d'une brutalité titanique. Inspirés par leurs aînés, Prong, Pantera ou Slayer, les épuisants Machine Head stylisent l'oppression sociale par une voix hurlant d'outre-tombe et des instruments s'articulant avec l'ineffable puissance de plaques tectoniques.

Pratiquant aussi une musique de genre, Suicidal Tendencies - groupe de Los Angeles aux allures de gang latino - ont quasiment inventé le leur. Depuis 1982, sous l'étiquette thrash-core, ils ont télescopé le métal le plus rapide (speed metal), la révolte quotidienne du punk, la diction du rap, des pulsions d'un funk blanc (plus totalement assumées dans Infectious Groove, l'autre groupe issu de ce collectif) et même quelques tentatives mélodiques. Le bandana, les shorts et la gestuelle de boxeur poids lourd de Mike Muir - leur chanteur - sont devenus aussi légendaires que sa propension à gaver ses textes sur les frustrations adolescentes de mots en quatre lettres (en anglais, les mots les plus grossiers s'écrivent souvent en quatre lettres). La chaleur de l'accueil fut proportionnelle au regret

de voir le groupe annoncer que cette tournée était celle de leurs adieux. Des albums solo seraient déjà enregistrés.

La douleur et le mal-vivre étaient aussi le moteur des dévouements des groupes à suivre. Mais, comme semblait l'indiquer un public plus varié, la forme musicale utilisée prêtait moins à la caricature. Headcleaner n'est encore connu que des initiés. Trio mené par un formidable batteur occupant le centre de la scène, ce groupe anglais élabore un hard rock anticonformiste. Puissant, capable d'accélération foudroyante, il joue plus sur les nerfs que sur les muscles, travaillant des lignes brisées et des cassures rythmiques. On retrouve là les froidures postpunk qui singularisaient un groupe comme Gang of Four et une « rectitude à cheveux courts » qui a fait école avec Fugazi.

LA BRÈCHE DU GRUNGE

La popularité actuelle de Therapy ? Elle vient aussi de cette dynamique qui tire sa puissance de la propriété des sons. Leur tendance à la froideur clinique a aujourd'hui disparu au profit de chansons efficacement écrites. En mariant la précision du heavy metal aux astuces mélodiques des représentants de la new wave anglaise de la fin des années 70, ces Irlandais de Belfast ont touché le jackpot. Si l'Anxiété et la souffrance physique restent deux thèmes privilégiés de leur inspiration, on ne peut que constater leur sympathique enthousiasme à faire danser la foule.

Le mouvement grunge est un de ceux qui a le plus fait pour décomplexer les fans de heavy metal. Influencés aussi bien par le hard rock clintant de Kiss que par les Sex Pistols, par les riffs cinglants de Black Sabbath que par les hymnes anarchiques de Damned, les groupes de Seattle ont ouvert de nouvelles portes. Avant même Nirvana, Mudhoney avait creusé ce sillon. Vendredi soir, ils ont donné une version débrillée à souhait des chansons de leur nouvel album, *My Brother the Cow*. Plus approximatifs qu'aucun autre participant à cette soirée, mais plus vivants aussi, et les seuls à risquer l'humour et l'ironie. Comme s'ils jouaient au fond de leur garage, un de leurs amplis partit en fumée avant la fin du concert. A peine désarçonnés, ils brandirent alors leurs instruments tels des guitar heroes, disparurent en coulisses, avant de revenir sur scène et de faire le poirier devant un public hilare.

Stéphane Davet

Séminaire International  
Villes, Imaginaires  
et Création Artistique  
Festival Perspectives (Sartrouville)  
26, 27, 28 mai 95  
Comment la ville nourrit la création  
artistique et fait avancer  
les langages de l'art ?  
Comment les créations nées dans  
la ville, le réinventent et nourrissent  
les pratiques urbaines ?  
Avec : Gerhard Auer,  
Robert Cahen, Frédérique Camatte,  
Gérard Collin-Thibault,  
Dominique Herviller, Georges Heck,  
Nicolas Fries, Michel Krieger,  
Lucien Krall, Jean Michel Monfort,  
Yves Nachter, Bernard Pautrat,  
Alain Philip, Alain Potroski,  
Jean Claude Riches,  
José Rubio, Michel Simonot  
et Guy Tortosa.  
Contact : Merveilleux Urbain  
Tél (16) (1) 40 03 75 25

EN CONCERT A PARTIR DU 16 MAI

NOSTALGIE  
C'est pour toujours

2 FRANCE

RENAUD  
à la mutualité

1995  
LOCATIONS 77 12 25 00  
AGENCES ENCA  
RESERVES



**Jusqu'au 23 septembre,  
chaque samedi, des concerts  
gratuits en plein air**

mations joyeuses - que nombre de festivals d'été croient nécessaire d'imposer dès les premiers rayons de soleil. Ainsi, les trois d'André Ceccarelli, Bireli Lagrègne, Jackie Terrasson ou Richard Galliano, le Onzétet de violon jazz, le Quintette des frères Belmondo, le Gulf String de Pierre Blanchard, le Zomptet de Bertrand Renaudin, Bojan Zulfikarpasic ou Daniel Mille et les quartettes témoignent des positions défendues par A fleur de jazz.

★ **Parc floral de Paris, M<sup>e</sup> Château de Vincennes**, ou **RER A Vincennes**. **20 avril** au **23 septembre**, **samedi 16 heures**.

**Gerhard Oppitz**  
 Elève de Wilhelm Kempff, vainqueur en 1976, du premier Concours Arthur Schnitzler organisé en Israël, le pianiste Gerhard Oppitz est un interprète sérieux, dans le bon sens du terme : il ne cherche pas à briller au détriment des œuvres qu'il sert. Son répertoire est, en outre, exceptionnellement étendu. Le void invite des Concerts du dimanche matin organisé par Jeanine Roze, au Théâtre des Champs-Élysées.  
 Mozart : *Sonate pour piano KV 333*. Schubert : *Dix variations pour piano sur un thème original, Wanderer-Fantaisie pour piano*.  
 Gerhard Oppitz (piano).

avenue Montaigne, Paris 8, M. Al-  
ma-Marceau. 11 heures, le 30. Tél. :  
48-52-50-50, 90 F.

**Quatuor Adélaïde**

Adélaïde était la fille aînée de  
Louis XV. Son nom est entré dans  
l'histoire de la musique quand un  
concert pour violon que Mozart  
lui avait dédié a été créé à Paris,  
en 1931. Enregistré plus tard, par  
Yehudi Menuhin, ce concerto était  
en fait une œuvre de Marlus Ca-  
sadesus. Jean-Claude Vilhain, qui  
fut des débuts de la Grande Ecurie  
et Chambre du Roy, joue avec un  
quatuor d'instruments anciens qui  
porte le nom de la fille du roi.

## MARDI 2 MAI

Quatuor Vellinger  
 Schoenberg: *Quatuor à cordes* op. 30.  
 Beethoven: *Quatuor à cordes* op. 132.  
 Quatuor Vellinger.  
 Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris  
 11-18: *Quatuor*, 20 heures, le 2 mai. Tél.:  
 46-61-53-01. Location Prix: 95 F.  
 Quatuor Ardant  
 Gordon: *Quatuor à cordes* n° 2. Chos-  
 zotakovich: *Quatuor à cordes* op. 110.  
 Mahler: *Mouvement de quatuor pour*  
*clavier et cordes*. Glinka: *Sextuor pour*  
*clavier et cordes*. Stravinsky: *Kovalyush*  
 (contrebasse), Ludmila Berlinkskia (vi-  
 oline), Quatuor Antan.  
 Auditorium Saint-Germain, 4, rue Féli-  
 cien, Paris 6<sup>e</sup>, 8 h. Opéra, 20 h 30, le 2  
 mai. Tél.: 46-61-53-01. Location: 85 F. 110 F.  
 Et le 6 mai, à 20 h 30, œuvres de Tchaï-  
 kovski, Chosatzkovich par le Quatuor  
 Antan et Your Bachmet (alto), Valentin  
 Berlinksky (violoncelle), Ludmila Berlink-  
 skia (violine).  
 Orchestre symphonique de Jeunes en  
 ville de France  
 Vovak: *Stabat Mater*. Eric Tremblay  
 (ténor), Jean-Louis Jordan (basse),  
 Orchestre symphonique de Jeunes en  
 ville de France (direction).  
 Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-  
 Saint-Hippolyte, Paris 8<sup>e</sup>. M. Ternes.  
 11-18: 20 mai. Tél.: 45-61-53-01. Or-  
 80 F. 150 F.

**MERCREDI 3 MAI**

**La Flûte enchantée**  
de Mozart. Avec Donald Kaesch (Tamino), Donna Brown (Pamina), Simon Keenleyside (Papageno), Inge Dreisig (Papagena), Yelida Kodali (la reine de la nuit), Robert Wilson (Sarastro), David Wilson-Johnson (l'oracleur), Volker Vogel (Monastros), Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Paris, Alan Hacke (direction). Robert Wilson (mise en scène). Andy Degroot (thorographie).  
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. 19 h 30, les 3, 5, 8, 10, 12, 16 et 20 mars. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 150 F.

**Shirley Verrett**  
Spirituels. Brahms et Menotti : *Lieder*  
Opéra : *Mélodies*. Rodgers et Hammers-

**Mozart** : Quintette pour clarinette et cordes. Vachon. Tapray. *Quatuors à cordes*. Jean-Charles Vellhan (clarinette), Quatuor Adélaïde.

**Versailles (78)**, Théâtre Montansier.  
13, rue des Réservoirs. 17 h 30, le 29, 29. | 39-42-30-00. De 60 F à 130 F.

**The Durutti Column**  
On n'entendait plus parler de Durutti Column, groupe d'un seul homme, Vini Reilly, au physique aussi diaphane que ses mélodies instrumentales. Le guitariste signe aujourd'hui un nouvel album, *Sex and Death*, enregistré avec Peter Hook, bassiste de New Order qui l'accompagnera aussi lors de ce concert parisien.

17, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>.  
M<sup>o</sup> Place-de-Cléry. 20 heures, le 29. | 43-87-97-13. (30 F.

**Suicidal Tendencies**  
Las, ce groupe pionnier du hard-core californien – un des premiers à avoir tenté les fusions rap-metal – entame sa tournée d'adieu. Une sorte de suicide en somme. Suivra l'album, une renaissance, puisque l'album solo de leur chanteur, Mike Muir, est déjà enregistré.

Ellysée-Montmartre, 72, boulevard Rochecrouart, Paris 18<sup>e</sup>.  
18 h 30, le 30 avril et le 1<sup>er</sup> mai. Tél. : 42-31-31-31. 135 F.

mon (piapn)

Ensemble de musique contemporaine de Moscou, Alexeï Vinogradov (direction).  
Salle Cortot, 78, rue Cardinet, Paris 17<sup>e</sup>.  
M. Maïlesherbas. 21 heures, le 3 mai.  
Tel. : 40-37-90-06. De 60 F à 90 F.

## FIELD 4 MA

[illegible]

## NOUVEAUX FILMS

**LE CHÂTEAU BLANC DE LAMBERÈNE**  
Film franco-gabonais-camerounais du  
Bassek Ba Kobkio  
Espoir Saint-Michel, 55 (44-07-20-49)  
Sept Parisiens, 14 (43-20-32-20).  
Le monde est à nous, 12 (43-20-32-20).  
Film américain de Stephen Sommers  
VO: Forum Orient Express, 1° (36-65-  
70-67); Gaumont Marignan  
Concorde, 8° (36-68-75-55); Rés. 40-30-  
20-10; Gaumont Grand Ecran Italie  
12° (36-68-75-55); Rés. 40-30-20-10.  
VF: Rés. 70-67; Rés. 40-30-20-10.  
VR: Rés. 70-67; Rés. 40-30-20-10.  
36-65-70-37; Rés. 40-30-20-10).  
George V., 8° (36-68-43-47); Gaumont  
Opéra Paris, 9° (36-68-75-55); Rés.  
40-30-20-10). Les Nation, 14 (43-  
20-32-20). Le monde est à nous, 12 (43-  
20-32-20).  
UGC Lyon Bastille, 12° (36-68-62-33).  
Gaumont Grand Ecran Italie, 13° (36-  
68-75-13; Rés. 40-30-20-10); Mistral  
14° (36-65-70-41; Rés. 40-30-20-10).  
Le monde est à nous, 12 (43-20-32-20).  
55; Rés. 40-30-20-10); Pathe Wexler  
18° (36-68-20-22).  
**71 FRAGMENTS D'UNE CHRONOLOGIE  
DU HASARD**  
Film autrichien de Michael Haneke  
VO: Gaumont Opéra Paris, 9° (36-68-  
75-55); Rés. 40-30-20-10).  
VF: Rés. 40-30-20-10).  
33-79-38; 14-Juillet, Hautefeuille, 9° (45-  
33-79-38).

## LES EXCLUSIVITÉS

**LES EXCLUSIVITÉS**

**A LA CAMPAGNE** (Fr.) : 14-Juillet Beauport, 3° (36-68-69-72); Racine, 3° (36-68-69-72); Le Baiser, 3° (45-53-10-60); Escorial, 13° (47-67-28-40-44); Sept Parnasiens, 14° (43-20-32-40-20).

**ACC VENTURA, DÉTECTIVE CHIENS ET CHATS** (A., v.f.) : Rex, 2° (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gangev, 1° (36-68-70-14); Parnament Opéra, 9° (47-42-56-31); 36-68-81-09; Rex, 43° (40-30-20-10); Gaumont Gobelins Fauvette, 13° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Gaumont Alézia, 14° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Pathe Wepler, 18° (36-68-70-22).

**ALFATE** (A., w.f.) : Gaumont les Halles, 1° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); UGC Odéon, 6° (36-68-37-62); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08-36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); UGC Normandie, 8° (36-68-49-36); UGC Gobelins, 13° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); UGC Cinéma, 13° (43-59-72-79); 36-68-69-24; Gaumont Kinopanorama, 15° (43-06-50-50; 36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); v.f. : Rex, 43° (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6° (36-65-70-14); 36-68-70-14; Parnament Opéra, 9° (47-42-56-31); 36-68-81-09; 36-68-70-14; Les Gâteaux, 13° (43-06-57); 36-68-70-14; UGC Montparnasse, 13° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Gaumont Alézia, 14° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Miramar, 14° (36-65-70-14); 36-68-70-14; UGC Convention, 14° (36-68-70-14); 36-68-70-14; UGC Convention, 14° (36-68-20-22); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96; 36-65-71-44; rex, 40-30-20-10).

**ANNA** (Fr.-Rus., w.) : Studio des Ursulines, 5° (43-24-19-09; rex, 40-30-20-10).

**ANNÉE JUJETTE** (Fr.) : Gaumont les Halles, 1° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, 2° (36-68-75-75; rex, 40-30-20-10); 14-Juillet Beauport, 3° (36-68-69-72).

[illegible]

Orient Express (v.) (36-65-70-79); 14-  
Juillet Hautefeuille, (6) (46-33-33-37-38)  
36-68-68-12; UGC Thionie, (8) (31-  
68-45-47); v.f.: Paramount Opéra,  
(47-42-56-31) 36-68-81-09; (36-68-  
70-10); Les Montparnasse, (14) (36-65-70-  
79); (36-68-70-80); Pathé Wepler  
(18) (36-68-20-22).  
**FRESA Y CHOCOLATE** (cubain, v.o.) :  
Lucernaire, (6) (45-44-57-34).  
**HAUT BAS FRAGILE** (fr.) : 14-Juillet  
Beaubourg, (3) (36-68-69-23); (L'Ar-  
rière Cour, (1) (36-68-69-23); (43-61-  
45-61-10-60); La Bastille, (11) (43-61-  
40-60).  
**INNOCENTS ET COUPABLES** (\*) (A.  
v.o.): 14-Juillet Beaubourg, (3) (36-68-  
69-23); Elysees Lincoln, (8) (43-59-38-  
40-41); Gaumont Robinson Feste, (1)  
36-68-70-80; (36-68-70-80); Les  
Parnassiens, (14) (43-62-32-20).

**LA JEUNE FILLE ET LA MORT** (fr.-Brit.  
v.o.): Gaumont les Halles, (11) (36-68-  
75-55; rés. 40-30-20-10); L'Odéon,  
(8) (43-25-59-43); 36-68-69-12; (36-68-  
70-80); Les Parnassiens, (8) (43-55-55-  
40-41); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet  
Bastille, (11) (43-57-90-81); 36-68-65-  
27); Gaumont Grand Ecran Italie, (1)  
36-68-75-13; rés. 40-30-20-10; Gau-  
mont Parnasse, (14) (36-68-75-55; ré-  
40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle  
(1) (36-68-75-55); (36-68-75-55), v.f.:  
Gaumont Opéra Français, (9) (36-68-75-  
55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Ro-  
bins Faurelle, (13) (36-68-75-55; rés. 40-  
30-20-10); Gaumont Alésia, (14) (36-68-  
75-55; rés. 40-30-20-10); Les Montparna-  
sses, 14° (36-65-70-42; rés. 40-30-20-10).

**L'ÉGLIS** (fr.) : La Pagode, (7) (36-68-75-  
07; rés. 40-30-20-10).

**LES JOINTES DES MINES SONT PLUS  
ÉTANCHES QUE LES CHAMBRES A PLUIE  
DE NOS VÊLOS** (fr., v.o.) : L'Entreprê-  
te, (14) (45-43-41-63).

**JUSTE CAUSE** (\*) (A., v.o.): Publicité  
Internationale, (1) (40-70-72-22); 36-68-  
69-55; rés. 40-30-20-10; 14-Juillet  
Montparnasse, (14) (36-65-70-42; rés. 40-  
30-20-10).

**LIÈGES D'AUTOMNE** (A., v.o.) :  
Gaumont les Halles, (11) (36-68-75-55;  
rés. 40-30-20-10); Gaumont Opéra In-  
ternationale, (1) (36-68-75-55; rés. 40-  
30-20-10); UGC Dancon, (1) (36-68-31-31)  
10; Gaumont Marignan-Concorde, (3)  
36-68-75-55; rés. 40-30-20-10; UGC Nor-  
mandie, (8) (36-68-49-56); Gaumont  
Grand Ecran Italie, (13) (36-68-75-55;  
rés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse,  
(14) (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); 14-  
Juillet Montparnasse, (14) (36-68-69-24)  
36-68-69-24; Majestic Pracy, (16) (36-  
68-68-56); UGC Maillot, (17) (36-68-31-  
34); Pathé Wepler, (18) (36-68-20-22)  
v.f.; Rex, (2) (36-68-70-23); UGC Mon-  
tarnasse, (6) (36-65-70-14; 36-68-70-14)  
14); Paramount Opéra, (3) (47-42-56-31)  
31); 36-68-68-09; rés. 40-30-20-10; 14-  
Juillet Montparnasse, (14) (36-68-69-24)  
36-68-69-24; UGC Alésia, (14) (36-68-75-  
55; rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention,  
(15) (36-68-75-55; rés. 40-30-20-10); Pathé  
Wepler, (18) (36-68-20-22); Le Gambetta,  
20° (46-35-10-36; 36-65-71-44; rés. 40-30-  
20-10).

**LITTLE DOUGLAS** (\*) (A., v.o.): Le Quar-  
tier Latin, (5) (43-26-84-65).

**IMON ENFANCE** (Turc, v.o.) : L'Entre-  
prête, (14) (45-43-41-63).

**OUBLIE-MOI** (fr.); Épiphe de Bois, (5)  
37-57-47).

**LE PÉRIL JEUNE** (fr.); Epiphe de Bois, (5)  
37-57-47).

**LES JOURNÉES DE LA VIE** (fr.); Epiphe de  
Bois, (5) 25-59-83; 36-68-68-12.

**LE PETIT CIRQUE ET AUTRES CONTESTES**  
(fr.) : Studio des Ursulines, (4) (43-26-

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**BRAZILI** (Brit., v.o.) : Studio Galanda, (43-25-94-08) 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10 dimanche 16 h 10.

**LES DAMNÉS (n°)** (R.-A. v.o.) : Accatone, 59 (46-33-86-86) samedi 21 h 4 dimanche 17 h 30.

**LA FEMME D'UN DOCTEUR MARIUS** (Brit., v.o.) : Brado 10 (47-70-08-86) ; méd. 16 h 40, 18 h 15, 20 h, 21 h 40.

**EXCALIBUR** (A., v.o.) : Saint-Lamir, 15 (45-32-91-68) samedi 21 h.

**LA FOLLE INGENUE** (A., v.o.) : Mac-Mac, hon. 17 (45-79-79-89) 36-65-70-48) (43-25-94-08) 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10 dimanche 16 h 10, 16 h 15, 18 h, 20 h, 22 h.

**HELIZAPOPPIN** (A., v.o.) : Reflet Médici, 5 (43-54-42-43) dimanche 12 h 15.

**L'HOMME D'ARAB** (Brit., v.o.) : Espace Saint-Michel, 55 (44-07-20-49) dimanche 12 h.

**LA FEMME D'UN DOCTEUR LA VIE DE BRASILE** (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; rés. 40-30-20-10 samedi 19 h 45.

**MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL** (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) rés. 40-30-20-10 dimanche 21 h 45.

**LA NUIT DE L'IGUANE** (A., v.o.) : Denon, 15 (43-21-41-01) dimanche 19 h 40.

**LES PETITES MARGUERITES** (Tch., v.o.) : Accatone, 59 (46-33-86-86) dimanche 21 h 40.

**LA PLANETE SAUVAGE (Fr.-Tch.)** : Accatone, 59 (45-33-86-86) dimanche 12 h.

**LA FEMME EN L'AIR** (A., v.o.) : 14-Juillet Beauvilliers, 39 (36-68-69-23) dimanche 16 h 45.

**LE TEMPS DES GITANS** (Voj., v.o.) : L'Entreprise, 14 (45-43-41-63) samedi 19 h 30.

**THE ADJUSTER** (Can., v.o.) : Studio Galanda, 59 (43-26-94-08) 36-65-72-05 (43-26-94-08) 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10 dimanche 20 h.

**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (n°) (A., v.o.) : Studio Galanda, 59 (43-26-94-08) 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10 samedi 22 h 30, 0 h 10.

**THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 59 (45-87-18-09) dimanche 19 h 20.

**LES TROIS SANS FIN** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; rés. 40-30-20-10 dimanche 19 h.

## LES REPRISES

**L'ANNAQUEUR** (A., vo.) : Grand Action, 5° (43-29-44-40; 36-65-70-63) ;  
**LA CROIX DU NORD** (A., fr.) : Christine, 6° (43-29-11-10; 36-65-70-63) ;  
**AU HASARD, BOUTHAZAR** (Fr.) : Accanto, 5° (46-33-96-85/86).  
**CASABLANCA** (A., vo.) : Le Champo-  
 Espace Jacques-Try, 5° (43-54-51-60).  
**LES 101 DALMATIENS** (A., v.f.) : Gaumont  
 des Halles, 1° (36-68-75-55; ref. 2);  
 40-30-20-10; Rex (le Grand Rex), 2°  
 (36-68-70-23) ; Publicis Saint-Germain,  
 3° (36-68-75-55) ; Gaumont Montparnasse,  
 4° (36-68-75-55) ; 46-68-70-10 ;  
 Gaumont Le Grand Concorde, 5° (36-68-  
 75-55; ref. 2) ; 40-30-20-10 ; Gaumont-V, 8°  
 (36-68-43-47) ; Gaumont Lyonn Bastille, 12°  
 (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Lav-  
 fayette, 13° (36-68-75-55; ref. 2) ; 40-30-20-  
 10 ; Gaumont Alesia, 14° (36-68-75-55;  
 ref. 2) ; 40-30-20-10 ; Gaumont Con-  
 vention, 15° (36-68-79-31) ; Majestic Paris,  
 16° (36-68-48-56) ; Patiné Wepler, 18°  
 (36-68-60-22) ; Patiné Wepler, 19° (36-68-  
 60-22-12) ; Gambetta, 20° (46-36-10-  
 36-65-71-44; ref. 2) ; 40-30-20-10.  
**LE CIEL SACRÉ VÉRITÉ** (A., vo.) : Le  
 Quartier Latin, 5° (43-26-84-94).  
**LE CIEL PETIT ATTENDRE** (A., vo.) :  
 Action Ecoles, 5° (43-25-72-07; 36-65-70-  
 64).  
**METROPOLIS** (All.) : Reflet Médicus,  
 salle Louis-Jouvet, 5° (43-54-42-34).  
**LE PORT DE L'ANGOISSE** (A., vo.) : Action  
 Ecoles, 5° (43-25-72-07; 36-65-70-64).  
**UNE VIERGE SUR CANAPÉ** (A., vo.) : Le  
 Champo-Espace Jacques-Try, 5° (43-54-  
 51-60).

---

**LA CINÉMAŒTHÈQUE**  
**PALAIS DE CHAILLOUT (47-04-24-24)**  
**DIMANCHE**  
 Les Initiés de Charles Chaplin : Charlot apprend ; Charlot marin de Charles Chaplin ; Le pèlerin de Charles Chaplin ; Jour de paye de Charles Chaplin ; 16 h 30 ; Le Ballet mécanique (1923), de Fernand Léger ; Enthousiasme (1931), de Dzigis Vertov ; 19 h ; Les Temps modernes (1935, vo. traduction simultanée) de Georges Pompidou, 21 h 30.  
**SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)**  
**DIMANCHE**  
 Les Cinquante ans de la Série noire : la Loi du talion (1945, v.o.), 17 h ; Une belle fille comme moi (1972), de François Truffaut, 19 h 30 ; Russ Charley Varrick (1973, vo. s. t. f.), de Don Siegel, 21 h 30.

**CENTRE GEORGES POMPIDOU**  
**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**  
**DIMANCHE**  
 Le cinéma grec : 2 (1969, vo. s. t. f.), de Costa-Gavras, 14 h 30 ; Les Couleurs de l'In (1974, vo. s. t. f.), de Nikos Panayiotopoulos, 17 h 30 ; Evdokia (1971, vo. s. t. f.), d'Alekos Damianos, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**  
 2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)  
**DIMANCHE**  
 L'Enfance dans les villes : Derrière la femme nue (1967), de Janine Schmidt ; Un gosse de la peste (1963), de M. Delbez, 14 h 30 ; Enfants des couranes d'Arabie (1963), de Jean-Louis Godé (1921, vo. s. t. f.), de Charles Chaplin, 16 h 30 ; Le Voleur de bicyclette (1948), de Vittorio de Sica, 18 h 30 ; Il était une fois le Bronx (1965, vo. s. t. f.), de Niro, 20 h 30.

L'Enfant dans les villes : Panou de Charles (1928), de Jean BENOÎT-LEVY, 14 h 30 h ; Les Gamins d'Isarabou (1978), d'Omer KAVIR, 16 h 30 ; Paris à hauteur d'homme (1978), de Germaine SEBELLE ; Les Enfants de la nuit (1982), de Helmut DIZIUBA, 18 h ; Les Débutés de ESCAM, 20 h 30.

• Films intermédiaires au moins de 12 ans.

### Une sélection à Paris et en Ile-de-France

La La La Human Steps  
 Château Lock : Création 95.  
 Théâtre de la Ville, 2 place du Château,  
 75001 Paris. Tél. 47 30 30 30. 20 h 30. les 1<sup>er</sup>,  
 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> mai. Tél. : 42-34-22-27. 20  
 h 40 à 140 F.

Opéra Ballet  
 Maguy Marion : Grossland, Bill T. Jones :  
 œuvre définie. Dominique Pergaud : Dé-  
 cor.

Créteil 93-40, Maison des arts, place Sal-  
 vador-Allende. 20 h 30, les 3, 4 et 5  
 mai. Tél. : 21 heures, le 5 mai. Tél. : 45-13-  
 94-19.

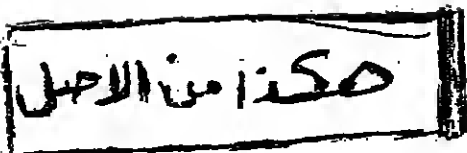
Compagnies Claire Laronde et Susan  
 Hamlin  
 Claire Laronde : Le Sept. Susan Hamlin :  
 Heavenly Body.  
 Compagnie Paris-Picardie, 13, rue du Général-  
 Leclerc, 93000 Paris 13<sup>e</sup>. 18<sup>e</sup> Porte-de-  
 la Chapelle. 20 h 30, les 5 et 6 mai ;  
 6 heures, le 7 mai. Tél. : 40-43-01-82.  
 de 60 à 30 F.

Compagnie Larsen  
 Christine Aubert : L'improptu. Signa-  
 ture.

Vivry (31) Théâtre de l'Agora, place de  
 l'Agora. 20 h 30, le 5 mai. Tél. : 64-97-  
 10-31. de 70 à 100 F.

Compagnie José Nadi  
 José Nadi : L'Anatomie du fœtus.  
 Théâtre Municipal, 10, boulevard du Buisson, 91100  
 Evry-la Forêt. 21 heures, le 5 mai. Tél. :

4-62-77-77. De 70





هكذا عن الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995 / 21

SAMEDI 29 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Le Meilleur des inconnus.</b> Avec Didier Bourdon, Pascal Légitimus, Bernard Campan. <b>22.35 Magazine : L'actualité.</b> Les secrets des Mégadolines. Le Jalilakatu, Le Platane, Sing Sing, Transsibérienne. <b>23.35 Série : Duo d'enfer.</b> <b>0.25 Sport : Formule F1.</b> Grand Prix de Formule 1 de Saint-Marin à Imola. Analyse des essais. <b>1.05 Magazine : Formule foot.</b> <b>1.40 Journal et Météo.</b> <b>1.50 Programmes de nuit.</b>	<b>20.50 Divertissement :</b> Faîtes la fête. Présenté par Michel Drucker. Fête gitanes. <b>23.05 Sport : Boxe.</b> En direct. Finale du championnat de France poids plume à Grande-Synthe (Nord) : Arlindo de Abreu-Fabrice Benichou. <b>0.15 Les Films Lumière.</b> <b>0.20 Journal, Météo.</b> Journal des courses. <b>0.35 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure.</b> Présenté par Jacques Perrin. Avec Cognac-Jay. <b>1.35 Programmes de nuit.</b>	<b>20.50 Téléfilm : Prise de têtes.</b> D'Eric Charyan. <b>22.20 Magazine :</b> Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson et Patricia Martin. En direct de Saint-Malo, à l'occasion du festival, Étonnants Voyageurs. 30 <sup>e</sup> émission. <b>23.20 Météo et Journal.</b> <b>23.50 Musique et compagnie.</b> L'œil écoute... Naples [2/2]. <b>0.50 Musique Graffiti.</b> 44 Doss, de Bartok, par Miklos Szenthelyi et Josef Landway, violon (10 min).	<b>20.45 Téléfilm :</b> L'Instinct d'une mère. De James Steven Sadwith. <b>0.20 Série : Les Professionnels.</b> Fausse piste. <b>1.20 Musique :</b> Boulevard des clips (et 6.30) <b>2.30 Rediffusions.</b> E = M 6, 2.55, Fanzine (et 6.05) ; 3.20, Venise, cité des doges ; 4.20, Sports et découverte (5) ; 5.10, Frequentat.	<b>20.35 Téléfilm :</b> Avec intention de nuire. De John Patterson. <b>22.00 Flash d'informations.</b> <b>22.05 Surprises.</b> <b>22.15 Magazine : Jour de foot.</b> Présenté par Thierry Gilardi. <b>23.00 Cinéma : Warlock 2. ■</b> Film américain d'Anthony Hickox (1993). <b>0.34 Pin-up.</b> <b>0.35 Cinéma :</b> Mina Tannenbaum. ■ Film français de Martine Dugowson (1993).	<b>20.40 Téléfilm : Le Sud.</b> De Carlos Saura. <b>21.40 Zaïre, le cycle du serpent.</b> De Thierry Michel. <b>23.00 Magazine : Velvet Jungle.</b> Top Live : Morphine ; Close-up : L'Attente Louis Ivo. <b>0.00 Série : Johnny Staccato (v.o.)</b> 17. The Only Witness, de Robert Sincich, avec John Cassavetes. <b>0.25 Téléfilm :</b> Comme un air de retour. De Loredana Bunconi, avec Sarah Balhazari (105 min).

DIMANCHE 30 AVRIL

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.20 Sport : Formule 1 à la tén.</b> En direct de Saint-Marin (Italie). Le Grand Prix de Saint-Marin sur le circuit d'Imola : 14.00. Départ de la course : 15.45. Le podium. <b>16.00 Les Dessous de Palm Beach.</b> <b>16.35 Disney Parade.</b> <b>18.00 Des millions de copains.</b> <b>19.00 Magazine : 7 sur 7.</b> Invités : Jacques Delors, Alain Juppé. <b>20.00 Journal, Tierscé, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.</b> <b>20.45 Cinéma : Croc-Blanc. □</b> Film américain de Randal Kiser (1991). <b>22.40 Magazine : Ciné dimanche.</b> <b>22.50 Cinéma : Chicanos,</b> chasseur de têtes. ■ Film américain de Jerrold Freeman (1980). <b>0.35 Journal et Météo.</b> <b>0.50 Programmes de nuit.</b>  Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-jundi. Signification des symboles : ■ Ne pas manquer ; □ On peut voir ; □ Film à éviter ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.	<b>13.25 Dimanche Martin (et 15.50).</b> <b>15.00 Série : L'Homme à la Rolls.</b> <b>17.25 Documentaire : Cousteau à la redécouverte du monde.</b> Les Dernières Sirenes. <b>18.20 Magazine : Stade 2 (et 4.25).</b> Automobile : Grand Prix de F1 à Imola, pré-essais des 24 Heures du Mans ; Avion : Championnats de France ; Basket : quarts de finale du Championnat de France ; Boxe : retour sur la finale du Championnat de France ; Football : retour sur le match France-Slovaquie à Nantes... <b>19.25 Série : Les Grommelot et les Duplignon.</b> <b>19.59 Journal, Météo.</b> <b>20.50 Cinéma : La Femme-flic. ■</b> Film français d'Yves Boisset (1979). <b>22.35 Magazine : Géopolis.</b> Présenté par Claude Sérillon. Santé publique : les remèdes européens. <b>0.05 Les Films Lumière.</b> <b>0.10 Journal, Météo.</b> Journal des courses. <b>0.25 Musiques au cœur.</b> Danse avec Daniel Larnieu. <b>1.20 L'Heure de vérité (rediff.).</b> Invités : Alain Madelin et Dominique Strauss-Kahn. <b>2.10 Programmes de nuit.</b>	<b>13.05 Les Cinq Continents.</b> Présenté par Bernard Rapp. Retrouver Oulad Moumen, d'Alza Génini. La réalisatrice est retournée au Maroc, sur les lieux où a vécu sa famille. La redécouverte d'une histoire et d'une culture. <b>14.00 Magazine : Sports dimanche.</b> Tennis : finale de l'Open de Monte-Carlo ; 15.00. Tiro à l'arc : Longchamp ; 15.15. Tennis : finale de l'Open de Monte-Carlo. <b>18.00 Magazine : Lignes de mire.</b> <b>18.55 La 19-20 de l'information.</b> A 19.00, Journal régional. <b>20.50 Série : Inspecteur Derrick.</b> Serons-nous la main, de Herbert Reincker. <b>21.55 Série : Police des polices.</b> Cavalier seul, de Michel Boisrond. <b>22.50 Météo et Journal.</b> <b>23.15 Cinéma :</b> La Veuve joyeuse. ■ Film américain d'Ernst Lubitsch (1934, v.o.). <b>0.55 Musique Graffiti.</b> Phydel, de Duparc, par Alessandra Marc, soprano, Dan Sanders, piano (10 min).	<b>13.50 Série : Les Têtes brûlées.</b> <b>14.40 Série :</b> Poigne de fer et séduction. <b>15.10 Magazine :</b> Fréquentat (et 2.30). <b>16.10 Série : Le Joker.</b> <b>17.10 Téléfilm :</b> Alibi pour un meurtre. De Sergio Corbucci. <b>18.55 Série :</b> Enquêtes à Palm Springs. CBI pour cell. <b>19.54 5x5 minutes d'informations.</b> Météo. Sunt du Meilleur du sport. <b>20.00 Série : Filles à papa.</b> <b>20.40 Magazine : Sport 6 (et 0.40).</b> <b>20.45 Magazine : Capital.</b> Les Milliards du sport. Reportages : Tennis, 13 ans et déjà star. Glace, or et paliettes ; Décathlon. OPA sur le marché du sport ; Michael Jordan, le retour ; Foot, les secrets d'un transfert ; Ferrari, l'usine à mythes ; Boxe, l'écure Acanes. <b>22.35 Magazine :</b> Culture pub (et 5.15). Le Business des voix. <b>23.00 Téléfilm : Virginia.</b> De François Abouit. <b>0.50 Boulevard des clips (et 5.40).</b> <b>3.25 Rediffusions.</b> Iso Lo : 4.20, Le Monde des hélicoptères (3).	<b>14.05 Série : Babylon 5</b> [4/22] L'infection. <b>14.50 Sport : Golf.</b> En direct. Deuxième journée du tournoi Peme. <b>16.30 Sport : Handball.</b> En direct. France-Suède, tournoi de Bercy. <b>18.00 Cinéma : Le Cheval venu de la mer. ■</b> Film irlandais de Mike Newell (1993).  EN CLAIR JUSQU'À 20.30 <b>19.35 Flash d'informations.</b> <b>19.45 Ça cartoon.</b> <b>20.25 Sport : Football.</b> En direct. Auxerre-Bordeaux. Match décalé de la 34 <sup>e</sup> journée du championnat de France de D1, 20.30 coup d'envoi, 21.15 Flash d'informations. <b>22.30 L'Équipe du dimanche.</b> Présenté par Pierre Sled. Football, Boxe, Rugby. <b>1.00 Cinéma :</b> Seule avec toi. □ Film espagnol d'Eduardo Campoy (1990). <b>2.25 Cinéma :</b> The Snapper. ■ Film britannique de Stephen Frears (1993, v.o., 91 min).	<b>14.30 Magazine : L'Esprit du sport.</b> <b>15.30 Détours de France.</b> <b>16.30 Magazine : Jeux d'encre.</b> <b>17.00 Le Sens de l'Histoire.</b> Saïgon <b>18.30 Magazine : Va savoir.</b> Avec Gérard Klein, Houdan  ARTE <b>19.00 Série : Premiers comiques.</b> <b>19.30 Métropolis (et 0.40)</b> <b>20.30 8/12 Journal.</b> <b>20.40 Soirée thématique :</b> Ce cher et merveilleux bébé. <b>20.41 Documentaire :</b> Bébé, la vie est un jeu. De Guillaume Vincent. <b>21.35 Film d'animation : Tin Toy.</b> De John Lasseter. <b>21.40 Documentaire :</b> Le Premier Sourire. Entretiens sous le signe de Françoise Dolto, de Philippe Calderon et Agnès Loiseau. <b>22.10 Court métrage : Voilà !</b> De Bruno Podalydès. <b>22.45 Documentaire : Total Baby.</b> D'Alison Denny et Kate Davis. <b>23.45 Chronique pygmée.</b> Berouze à la d'Alain Epelbon. <b>23.50 Le Bébé dans l'arbre.</b> De Houchi à van Brakel. <b>0.10 Toi plus moi égale trois.</b> De Christophe Otzenberger.

Les interventions à la radio

France-Culture, 20 h 30 : émission-témoignage : Le Struthof.

LUNDI 1<sup>er</sup> MAI

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>20.45 Série : Navarro.</b> Fils de pépère, de Denis Granier-Defere. <b>22.25 Série : Colombo.</b> Poids mort, de Jack Smight. <b>23.45 Sport : F1 Magazine.</b> Résumé, Grand Prix de Saint-Marin. <b>0.20 Magazine : Coucou ! (rediff.).</b> <b>1.05 Le Bébête Show (rediff.).</b> <b>1.10 Journal et Météo.</b> <b>1.20 Magazine : 7 sur 7 (rediff.).</b> Invités : Jacques Delors, Alain Juppé. <b>2.15 Programmes de nuit.</b>	<b>20.55 Téléfilm :</b> La Belle de Fontenay. De Paul Zadjemmann. <b>22.40 Magazine : Ça se discute.</b> Présenté par Jean-Luc Delarue. Peut-on tout pardonner ? [1/2] Le pardon et les hommes. <b>0.10 Les Films Lumière (rediff.).</b> <b>0.15 Journal, Météo.</b> Journal des courses. <b>0.40 Le Cercle de minuit.</b> Histoire du chantage et histoires de chômeurs. <b>2.25 Programmes de nuit.</b>	<b>20.50 Cinéma :</b> Conan le Destructeur. □ Film américain de Richard Fleischer (1984). <b>22.35 Météo et Journal.</b> <b>23.05 Cinéma : Abracadabra. □</b> Film franco-belge de Harry Cleven (1991). <b>0.20 Documentaire :</b> Martine Chérie. De Gilles Nadeau. <b>1.15 Musique Graffiti.</b> Manoir de mes rêves, de Django Reinhardt, par le Patrick Tillman Trio (10 min).	<b>20.50 Cinéma :</b> Mon nom est Personne. ■ Film italien de Tonino Valeri (1974). <b>22.55 Magazine : Capital.</b> <b>0.35 Magazine : Culture pub.</b> <b>1.00 Magazine : Jazz 6.</b> Présenté par Philippe Adler. Dexter Gordon. Extraits d'un concert enregistré en 1969 à Copenhagen. <b>1.50 Documentaire :</b> Le Nil des pharaons. Adresses, le secret des pierres, 3.40, Farinche, 4.05. Portrait des passions françaises (la peur) ; 4.30, Frequentat, 5.25, La tête de l'emploi, 5.50, Musique : Boulevard des clips.	<b>20.35 Téléfilm :</b> Une femme dans mon cœur. De Gérard Maréchal. <b>22.00 Flash d'informations.</b> <b>22.05 Le Journal du cinéma</b> du quartier libre. Claude Chabrol. <b>22.10 Cinéma : Les Cousins. ■</b> Film français de Claude Chabrol (1958). <b>23.55 Cinéma :</b> La Nuit des morts-vivants. □ Film américain de Tom Savini (1990). <b>1.20 Cinéma : Douba-Douba. ■</b> Film russe d'Alexandre Khvan (1993, 100 min).	<b>20.40 Cinéma : Night on Earth</b> (Une nuit sur Terre). ■ Film américain-franco-japonais de Jim Jarmusch (1990, v.o.) <b>22.45 Téléfilm :</b> La Vallée de l'Eden. De Murray Martin (v.o.) <b>0.25 Court métrage :</b> Court-circuit. Mireille et Barnabé, de Laurent Benegui (12 min). <b>1.05 Cinéma :</b> Une semaine de vacances. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1980, 102 min, rediff.).

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : Bruno Mégret.  
RTL, à partir de 18 h 30 : Jacques Toubon et Bernard Kouchner (« Grand Jury RTL-Le Monde »).  
France-Inter, 19 h 20 : « Le 1<sup>er</sup> Mai et les dossiers économiques et sociaux de la campagne présidentielle » (« Le Téléphone sonne »).

MARDI 2 MAI

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<b>13.40 Feuilletton :</b> Les Feux de l'amour. <b>14.30 Série : Dallas.</b> <b>15.20 Série : La loi est la loi.</b> <b>16.15 Jeu : Une famille en or.</b> <b>16.45 Club Dorothée vacances.</b> <b>17.30 Série :</b> Les Garçons de la plage. <b>18.00 Série : Premiers baisers.</b> <b>18.30 Série :</b> Le Miracle de l'amour. <b>19.00 Magazine : Coucou ! (et 1.65).</b> <b>19.50 Le Bébête Show (et 2.40).</b> <b>19.55 Journal.</b> <b>20.45 Météo.</b> <b>21.00 Débat : Les candidats à la présidence de la République.</b> Jacques Chirac-Lionel Jospin. Présenté par Alain Duhamel et Guillaume Durand, en direct du studio 101 de la Maison de Radio-France. <b>23.00 Tierscé.</b> <b>23.05 Les Films dans les salles.</b> <b>23.15 Série : Perry Mason.</b> L'affaire du complot diabolique, de Ron Soble. <b>0.50 Magazine :</b> Je suis venu vous dire. Présenté par Florence Bellacem. <b>2.45 Journal et Météo.</b> <b>2.55 Programmes de nuit.</b>	<b>13.55 Série : Inspecteur Derrick.</b> <b>15.00 Série : L'Enquêteur.</b> <b>15.55 Variétés : La Chanson aux chansons (et 5.00).</b> <b>16.50 Des chiffres et des lettres.</b> <b>17.10 Série : Seconde B.</b> <b>17.55 Série : Les Années collégies.</b> <b>18.25 Série : Sauvés par le gong.</b> <b>18.45 Jeu : Qui est le meilleur gagnant ? (et 3.35).</b> <b>19.10 Flash d'informations.</b> <b>19.15 Studio Gabriel (et 2.40).</b> <b>19.50 Bonne nuit les petits.</b> <b>19.59 Journal.</b> <b>20.45 Météo.</b> <b>21.00 Débat : Les candidats à la présidence de la République.</b> Jacques Chirac-Lionel Jospin. Présenté par Alain Duhamel et Guillaume Durand, en direct du Studio 101 de la Maison de Radio-France. <b>22.55 Édition spéciale :</b> la campagne électorale. <b>23.20 Magazine : Ça se discute.</b> Peut-on tout pardonner ? [2/2] Les faveurs de l'état. <b>0.50 Les Films Lumière (rediff.).</b> <b>0.55 Journal, Météo.</b> Journal des courses. <b>1.20 Le Cercle de minuit.</b> <b>3.05 Programmes de nuit.</b>	<b>13.35 Magazine : Vincent à l'heure.</b> <b>14.30 Campagne officielle pour l'élection présidentielle</b> (et 18.05). <b>14.45 Série : La Croisière s'amuse.</b> <b>15.35 Série : Simon et Simon.</b> <b>16.30 Les Minikéums.</b> <b>17.40 Une pêche d'enfer.</b> <b>18.20 Jeu : Questions pour un champion.</b> <b>18.50 Un livre, un jour.</b> Mes héros et nos monstres, de Jean Lacouture. <b>18.55 La 19-20 de l'information.</b> A 19.00, Journal régional. <b>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</b> <b>20.35 Tout le sport.</b> <b>20.50 Spectacle :</b> Festival International du cirque de Yverne. <b>22.25 Météo, Journal.</b> <b>22.55 Émission spéciale.</b> Analyses et commentaires sur le débat entre les candidats à la présidence de la République. Jacques Chirac et Lionel Jospin. <b>0.00 Documentaire :</b> Les Brûlures de l'Histoire. 1965, la première présidentielle (rediff.).	<b>13.25 Série : L'Homme de fer.</b> <b>14.20 Série : Jim Bergerac.</b> <b>15.10 Boulevard des clips</b> (et 2.00, 5.35). <b>17.00 Variétés : Hit Machine.</b> <b>17.30 Série : Guillaume Tell.</b> <b>18.00 Série : O'Hara.</b> <b>18.54 Six minutes première édition.</b> <b>19.00 Série : Caribbes offshore.</b> [2/2] Le Mayx. <b>19.54 5x5 minutes d'informations.</b> Météo. <b>20.00 Série : Madame est servie.</b> <b>20.35 Magazine : E = M 6.</b> Les Rayons X. <b>20.45 Magazine : Grandeur nature.</b> Fonctionnement et applications diverses des rayons X, aussi bien utilisés dans le domaine médical que dans les aéroports, pour accélérer les bagages... <b>20.50 Série : Lois et Clark, les nouvelles aventures de Superman.</b> Main basse sur Metropolis. Black-out sur Metropolis. <b>22.45 Série :</b> Aux frontières du réel. L'Église des miracles. <b>23.45 Débat : les candidats à la présidence de la République.</b> Jacques Chirac-Lionel Jospin, en différé. <b>2.30 Rediffusions.</b> Culture pub, 2.55, Turquie, géants et merveilles, 3.50, Les Seychelles, 4.45, Fanzine, 5.10, La tête de l'emploi.	<b>13.40 Cinéma :</b> Les Cousins. ■ Film français de Claude Chabrol (1958). <b>15.25 Les Superstars du catch.</b> <b>16.20 Cinéma : Passager 57. □</b> Film américain de Kevin Hooks (1992). <b>17.40 Documentaire : Les Allumés.</b> Dominateur d'insectes à Hollywood, de Peter Schall et Eitan Weinreich. <b>18.00 Canaille peluche.</b>  EN CLAIR JUSQU'À 20.35 <b>18.30 Jeu : Pizzarolo.</b> <b>18.40 Nulle part ailleurs.</b> Présenté par Jérôme Bonaldi, puis à 19.10, par Philippe Gilard et Antoine de Caunes. <b>19.20 Magazine : Zérorama.</b> <b>19.55 Les Guignols.</b> <b>20.30 Le Journal du cinéma.</b> <b>20.35 Cinéma :</b> Héros malgré lui. ■ Film américain de Stephen Frears (1992). <b>22.25 Flash d'informations.</b> <b>22.35 Cinéma :</b> Le Parfum d'Yvonne. ■ Film français de Patrice Leconte (1994). <b>0.00 Cinéma : Warlock 2. ■</b> Film américain d'Anthony Hickox (1993). <b>1.35 Documentaire : Le Cinéma des effets spéciaux.</b> 2. Masques et maquillages. <b>2.00 Documentaire :</b> Cent ans de cinéma américain. 5. Le Film now.	<b>16.35 Inventer demain.</b> Albert Jacquard, généticien (21). <b>16.45 Cours de langues vivantes.</b> <b>17.00 Jeunesse.</b> <b>17.30 Les Enfants de John.</b> <b>18.00 Les Grandes Inventions.</b> La technologie laïot. <b>18.15 Les Alphabets de l'Image.</b> <b>18.30 Le Monde des animaux.</b> <b>18.55 Le Journal du Temps.</b>  ARTE <b>19.00 Magazine : Confetti.</b> <b>19.30 Les Routes du Moyen-Âge.</b> <b>20.20 10 minutes extra.</b> <b>20.30 8/12 Journal.</b> <b>21.00 Débat : Les candidats à la présidence de la République.</b> Jacques Chirac-Lionel Jospin. En direct du studio 101 de la Maison de Radio-France. Présence d'une introduction. <b>23.00 Cinéma : Une histoire de vent.</b> De Joris Ivens et Marceline Loridan (1955). <b>0.15 Téléfilm : Le Sud.</b> De Carlos Saura. 22 min, rediff. <b>1.25 Téléfilm :</b> Le Meilleur de la vie. De Ben Boccazzini (rediff.).

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 50 : Hervé Bourges, président du CSA.  
Radio Shelom 94.8 FM, 18 h 30 : Pierre Moscovici (« Le Grand Débat »).  
RTL, 18 h 30 : Dominique Vobion, directeur de recherche au CNRS, et Guy Sorman, analyste politique.  
France-Inter, 18 h 20 : « L'Enjeu du face à face télévisé Jospin-Chirac » (« Le Téléphone sonne »).  
Europe 1, France-Inter et RTL, 21 heures : retransmission en direct du débat entre Jacques Chirac et Lionel Jospin.



هكذا من الاصل

# Le Monde

DIMANCHE 30 AVRIL - MARDI 2 MAI 1995

## Veillée d'armes

par Alain Rollat

LES CHEMINS de l'Elysée enseignent l'humilité.

En 1974, François Mitterrand avait commis un péché d'orgueil. Confronté à Valéry Giscard d'Estaing, il s'était mal préparé au second tour de l'élection présidentielle. Sûr de lui, il avait refusé d'apprivoiser la télévision. Face au jeune ministre de l'économie et des finances, qui s'était forgé une solide réputation de pédagogue, il s'était comporté en dilettante et vite laissé enfermer dans le rôle de l'élève. Entraîné sur le terrain de prédilection de son rival, acculé dans ses derniers retranchements, il avait bien résisté mais perdu.

En 1981, cette fois, François Mitterrand s'était préparé avec application. Il avait consenti à réétudier les dossiers économiques. Devenu attentif aux détails, il avait écouté les conseils. Son publicitaire lui avait appris à se préoccuper de sa garde-robe pour ses rendez-vous télévisés et à se détendre devant la caméra. Jacques Séguéla l'avait même persuadé de se faire limer les canines supérieures, qui donnaient parfois de lui une image carnassière. Sous le regard de millions de Français, désormais fascinés par le rituel du face-à-face, François Mitterrand était ainsi parvenu à se comporter en tenant du titre. Il avait pris sa revanche sur Valéry Giscard d'Estaing, qui ne s'en remit jamais.

En 1988, face à Jacques Chirac, François Mitterrand réalisait un chef-d'œuvre, après avoir été placé dans des conditions de duel idéales par son expert en manœuvres télévisuelles, le réalisateur Serge

Moati. Il suffit à celui-ci d'imposer en catimini un détail matériel - les dimensions d'une table - pour que l'affaire fût expédiée en quelques minutes. La longue table boisée pour le débat: elle replaçait les deux hommes dans les conditions de leur conseil des ministres hebdomadaire et remettait Jacques Chirac sous la dépendance psychologique de François Mitterrand. Le président sortant donna sur-le-champ du « monsieur le premier ministre » à son interlocuteur et ce qui devait arriver arriva: quand Jacques Chirac, qui s'était pourtant juré de n'en rien faire, laissa échapper un « monsieur le président... », il avait perdu la partie.

Aujourd'hui, Serge Moati conseille Lionel Jospin. Mais c'est Jacques Chirac qui fait figure d'homme d'expérience. Si l'on en juge par leur comportement sur TF1, dont ils étaient successivement les invités, vendredi soir, les deux prétendants semblent, en tout cas, prémunis contre la vanité. Jacques Chirac, auquel on fait grief de ses convictions fluctuantes, a admis qu'il avait « changé ». Lionel Jospin a reconnu qu'il s'était, au cours de cette campagne, débarrassé de son « orme » naturelle. Le premier reste crispé, le second paraît vraiment libéré. Mais c'est plutôt bon signe de voir ces deux modestes parler de leur aptitude au changement personnel, alors que leurs aînés révalent de « changer la vie ». On ne change pas la société sans se changer d'abord soi-même. Il y a donc peut-être là un espoir de progrès.

## Des procès-verbaux relatifs aux HLM de Paris ont été découverts au siège du « Clichois »

L'animateur du journal électoral, Didier Schuller (RPR), se serait rendu en France en début de semaine

SELON *Le Figaro* daté 29-30 avril, le conseiller général (RPR) des Hauts-de-Seine, Didier Schuller, était présent, lundi 24 et mardi 25 avril, à Paris, où il aurait discrètement honoré plusieurs rendez-vous. *Le Figaro*, qui affirme que quatre personnes seulement connaissent son lieu de résidence actuel, se demande si le conseiller général utilise de faux passeports pour franchir les frontières. Joint samedi matin au téléphone, le ministre de l'Intérieur souhaitait ne faire aucun commentaire sur ces informations.

Pour sa part, Rémi Museau, le bras droit du conseiller général, qui conduira la liste RPR pour les élections municipales à la place de M. Schuller, démentait la présence de M. Schuller à Paris, en début de semaine. « C'est complètement faux, nous a-t-il indiqué. J'ai eu Didier dimanche soir après le premier tour de l'élection présidentielle, un peu après 1 heure du matin. Là où il est, il lui faut de dix à douze heures d'avion pour rentrer. Je ne vois pas comment il aurait pu être à Paris

lundi. D'ailleurs, s'il était venu, il m'aurait contacté », M. Museau, qui n'a pas reçu de nouveau coup de fil de Didier Schuller depuis, affirme que « des amis l'ont eu au téléphone et qu'il n'était pas à Paris ». Il est tout aussi catégorique en ce qui concerne la perquisition dans les locaux du journal électoral de M. Schuller, *Le Clichois*, évoquée samedi par *Le Figaro*. « J'étais présent vendredi à la permanence dont les bureaux jouxtent ceux du journal électoral de Didier Schuller, précise-t-il. Il y a toujours eu du monde et s'il s'était passé quelque chose, ça se serait vu rapidement ». Pourtant, une perquisition a bel et bien eu lieu, jeudi, au *Clichois*, en application de la procédure instituée à Créteil par deux juges d'instruction, Serge Portelli et Philippe Vandenberghe. Au cours de cette opération, les policiers ont découvert dans les locaux des copies de procès-verbaux tirés du dossier d'instruction du juge Eric Halphen, qui conduisait l'enquête sur les fausses factures des HLM de Paris.

Didier Schuller a précipitamment quitté la France en compagnie de sa compagne, Christel Delaval, le 9 février, à la veille d'une perquisition effectuée à son domicile de Cligny. Le 13 avril, les juges d'instruction de Créteil chargés du dossier des fausses factures des HLM des Hauts-de-Seine ont délivré un mandat d'arrêt à diffusion internationale contre Christel Delaval pour « complicité d'abus de biens sociaux ». Depuis l'arrestation d'un homme d'affaires proche de M. Schuller, Jean-Paul Schimpf, l'enquête des deux juges de Créteil sur les réseaux de trafic d'influence favorisés par l'office HLM des Hauts-de-Seine semble s'orienter inéluctablement vers le conseiller général. Les liens entre M. Schimpf et M. Delaval sont d'ores et déjà établis: lors de son interpellation, l'homme d'affaires était en possession d'un contrat de prêt d'un million de francs délivré à la compagnie de M. Schuller par une société fiduciaire de Fribourg (Suisse).

## M. Chirac a amélioré son image en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA

de notre correspondant  
Sept ans après le dernier gouvernement de Jacques Chirac, qui se termina quasiment par l'assaut sanglant de la grotte d'Ouvéa, le maire de Paris n'est plus diabolisé par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS). Sa possible victoire, au second tour de l'élection présidentielle, ne trouble guère la coalition indépendantiste, partagée entre le vote en faveur de Lionel Jospin et la non-participation au scrutin. La plupart des leaders du FLNKS estiment que M. Chirac a évolué de façon positive à propos du dossier calédonien.

François Burck, président de l'Union calédonienne (UC), composante modérée très majoritaire dans la coalition, qui a appelé à voter pour M. Jospin, juge aujourd'hui que « Jacques Chirac est quelqu'un qui connaît bien la Nouvelle-Calédonie, comme Lionel Jospin ».

Le président du FLNKS, Paul Néaoutyine, membre du Palica (Parti de libération kanak) qui prône la non-participation à cette « élection franco-française », garde le silence depuis le premier tour. Cependant, il avait déjà rappelé, voici trois mois, que « la droite et la gauche, c'est bonnet blanc et blanc bonnet » et que « la gauche n'a pas apporté la décolonisation » en deux septennats.

L'échec d'Edouard Balladur, soutenu sur le territoire par le député Jacques Laffont, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste) et cosignataire des accords de Matignon, n'a pas attristé le camp indépendantiste. Certes, le premier ministre, comme plusieurs candidats du premier tour, envisageait de poursuivre l'application de ces accords. Mais, outre le fait que M. Balladur ne soit jamais venu en Nouvelle-Calédonie, certains militants indépendantistes faisaient valoir que son éventuelle installation à l'Elysée pouvait « déséquilibrer » les relations à trois - Etat-RPCR-FLNKS -, clé de voûte du « système Matignon ».

Seul le syndicat indépendantiste USTIK (Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités), qui ne fait plus partie du FLNKS depuis 1989 et qui appelle à voter pour M. Jospin, adopte un ton beaucoup plus critique à l'égard du maire de Paris.

Gilles Bridier

Franck Madecuf

## Un muguet en manque de soleil

LE BONHEUR, cette année, fera grise mine à l'été des fleuristes d'un jour, qui, comme chaque 1<sup>er</sup> mai, peuvent exceptionnellement faire commerce de muguet sans licence ni crainte de la marée haussée. Vendeurs à la sauvette et professionnels sont amers: « Cette année, les brins sont rares, très courts et pas très beaux ». Il aura manqué beaucoup de soleil à ces brins qui, pour fleurir, réclament cinq heures quotidiennes d'ensoleillement pendant les trois dernières semaines de maturation.

Dans les sous-bois, comme à Chaville, où le poète chantait ses vertus amoureuses, pas un seul d'entre eux: le muguet n'est pas au rendez-vous. Les maraîchers de la région nantaise, dont les serres fournissent les trois quarts de la production de clochettes, auraient pu remédier aux mauvais tours de la météo en réchauffant leurs installations. Par mesure d'économie, ils ne s'y sont pas résolus, expliquent les fleuristes, ni rien accusateurs. Aussi, même falot et peu vigoureux, le muguet de 1995, rare, sera cher. Payé à Rungis de 70 à 80 francs le bouquet de cinquante brins de qualité moyenne et de 100 à 120 francs pour la qualité supérieure, il devrait être proposé ce week-end et lundi 1<sup>er</sup> mai, aux coins des rues comme chez les fleuristes, jusqu'à 8 ou 12 francs le brin pour les plus belles clochettes. Les pots à trois griffes avec leurs racines se vendront entre 40 et 50 francs.

Tout dépendait des arrivages de dernière minute, et notamment de la concurrence du muguet néerlandais.

dals, qui fait son apparition cette année sur le pavé de Rungis et prépare une plus forte percée l'an prochain. A des prix qui, dit-on, feront grincer des dents les maraîchers nantais et se frotter les mains les fleuristes. Ironie d'une histoire fleurie typiquement française, ce sont ces mêmes maraîchers qui, jusqu'à présent, fournissaient les griffes de muguet avant maturation à ces mêmes concurrents néerlandais.

LÉGENDE

Même si, après être apparues au Japon, quelques clochettes ornent des fresques de l'Antiquité grecque, même si les Celtes en paraient leurs bouquets et si les amants du XVIII<sup>e</sup> siècle lui attribuaient des vertus aphrodisiaques, c'est au début du XX<sup>e</sup> que la légende situe les origines de la clochette porte-bonheur du premier jour de mai, dans le milieu des cousettes. Quelques couturiers s'enrichirent de ce brin canaille et en offrirent chaque 1<sup>er</sup> mai à leurs petites mains. Ainsi qu'à leurs clientes. Charmés, les artistes du monde du spectacle accapèrent ce rituel séduisant et en lancèrent la mode en fleurissant leur boutonnière. Très vite, le muguet entra dans les défilés qui, tous les 1<sup>er</sup> mai depuis 1890 à la mémoire des ouvriers de Chicago tués dans une manifestation quatre ans plus tôt, célèbrent la fête du travail. Toujours futile, éternellement fragile, la clochette n'en devenait pas moins un symbole.

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Bosnie: la « trêve » se termine sur un échec total 2  
Tchécoslovaquie: les combats se poursuivent 2  
Bonn: la Pologne plaide pour son appartenance à l'Occident 3  
Union européenne: la convention de Schengen passée à la loupe 4  
Leon Brittan relance l'idée d'une zone de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis 4  
Vietnam: discrète célébration du vingtième anniversaire de la fin de la guerre 5

### FRANCE

Présidentielle: le Front national n'est pas enclin à favoriser Jacques Chirac 6  
1<sup>er</sup> mai: les syndicats divisés 6  
Les deux candidats acceptent les disciplines de la monnaie unique 7  
Le dernier sondage BVA-Le Monde 8

### SOCIÉTÉ

Censure: le ministère de l'Intérieur interdit un livre sur l'Islam 9

### HORIZONS

Enquête: Et Saigon devint Ho Chi Minh-Ville; Renaissance d'une cité 10-11

Éditoriaux: « Putsch mou » à Pékin; Le chantage de M. Le Pen 12  
Courrier: l'avis du médiateur; Les lettres de nos lecteurs 12

### ENTREPRISES

Agroalimentaire: le rachat de Vitel par Nestlé inquiète les salariés 14

### CULTURE

Opéra: Terezin ou les musiques d'une antichambre de la mort; la création française de l'ultime œuvre de Viktor Ullmann 18  
Ventes: « peintures à l'eau » et rêves de bateaux à Londres et à Paris 19  
Festival: le Printemps de Bourges découvre le « heavy metal » 19

## SERVICES

Carnet 13  
Finances et marchés 15-16  
Agenda 17  
Mots croisés 17  
Abonnements 17  
Météorologie 17  
Guide culturel 20  
Radio-Télévision 21

## DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

LA DÉFAITE EN POLITIQUE, UNE PROFONDE BLESSURE: un échec, c'est ce « sentiment d'abandon et d'amour brisé » que tant de politiciens confessent, cette impression de grave injustice et parfois cette colère à l'égard d'électeurs « infidèles ».

Tirage du Monde daté samedi 29 avril 1995: 501 234 exemplaires.

■ **AFFAIRE CARIGNON**: la Cour de cassation se prononcera après le procès. Elle a décidé, vendredi 28 avril, que le pourvoi formé par Alain Carignon, contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Lyon du 7 avril sera examiné le 26 juin. Cet arrêt rejetait une demande d'annulation de certaines pièces du dossier au motif que seule la Cour de justice de la République était compétente pour juger des faits imputés à un ancien ministre. Le procès du maire de Grenoble, incarcéré depuis le mois d'octobre 1994, doit s'ouvrir le 15 mai à Lyon.

■ **CITÉ DES SCIENCES**: les portes de l'établissement ont été réouvertes, samedi 29 avril, après plusieurs jours de fermeture. Les syndicats et la direction de l'établissement public de la Vilette à Paris sont parvenus à un accord qui prévoit une augmentation générale des salaires de 1,2 % à 1,6 %. Les non-cadres n'ayant pas reçu d'augmentation individuelle depuis 1990, soit environ quarante personnes, toucheront 500 francs. Enfin, une prime exceptionnelle de 480 francs sera versée le 1<sup>er</sup> août au personnel non cadre, soit 48 % des neuf cent six employés de la Cité.

## L'ancien président péruvien Alan Garcia a été mis en accusation

Poursuivi pour corruption, il est en exil en Colombie

LIMA

de notre correspondant  
Le Parlement a approuvé à l'unanimité, vendredi 28 avril, la mise en accusation de l'ex-président Alan Garcia (1985-1990) pour enrichissement personnel, corruption et négociations frauduleuses. Le dauphin de Raul Haya de la Torre, fondateur du parti populiste APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), exilé aujourd'hui en Colombie, était parvenu, par le passé, à échapper à deux reprises aux poursuites judiciaires. La première fois, ce fut grâce à l'obstruction des parlementaires de la majorité: le président Alberto Fujimori entendait rétribuer ainsi l'appartenance de l'APRA au second tour du scrutin présidentiel de 1990, qui avait vu sa victoire. La seconde fois, ce sont les magistrats de la Cour de cassation (nommés par M. Garcia) qui rejetèrent, « faute de preuves », le chef d'accusation.

Aujourd'hui, l'ancien président semble ne plus pouvoir échapper à un procès, même si la question de son extradition de son refuge colombien reste en suspens.

En fuite depuis quatre ans, l'ancien associé du président Garcia, Alfredo Zambrano, s'est rendu aux autorités péruviennes en début de semaine. La comparution devant les tribunaux de ce complice est lourde de conséquences pour l'an-

cién président. L'homme d'affaires a, en effet, négocié sa reddition contre la promesse d'être traité en témoin et non pas en accusé. En échange, il est disposé à fournir les informations permettant de prouver la corruption du régime Garcia. Les deux associés, selon la presse locale, disposaient non seulement de comptes bancaires dans les îles de Grand Caïman, mais aussi d'une compagnie d'aviation, d'un édifice à Miami, d'un élevage de bétail et d'une chaîne de télévision au Pérou, pour ne parler que des activités visibles.

DÉRIVATIF

Du côté de l'opposition on se demande toutefois, si ce nouveau rebondissement de l'« affaire Garcia » ne vient pas - un peu trop à propos - créer un dérivatif aux tensions qui existent aujourd'hui au sein de l'armée depuis la guerre ratée avec l'Équateur et aux polémiques suscitées par l'importance de la fraude qui a eu lieu le 9 avril, lors des élections présidentielle et législatives. Même si elle ne remet pas en cause l'élection triomphale d'Alberto Fujimori (63 % des voix), la découverte de 37 000 bordereaux électoraux « disparus » du tribunal national d'élections, confirme que d'importantes irrégularités ont été commises.

Nicole Bonnet

## “GRAND JURY” RTL-Le Monde

Jacques TOUBON  
18H30-19H

Bernard KOUCHNER  
19H-19H30

ANIMÉ PAR  
OLIVIER MAZEROLLE  
DOMINIQUE PENNEQUIN ET JOSYANE SAVIGNEAU

LUNDI  
1<sup>er</sup> Mai

RTL

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9